Tome XXIX. N° 6. PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e) 15 Juin 1927

# la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

## Deux Épisodes

Je feuilletais l'autre jour un des cahiers de notes où je consigne depuis des années, sans commentaires et au hasard des rencontres, quelques-uns de ces « petits faits vrais » chers à Stendhal. Mon grand ami Barbey d'Aurevilly procédait de même. Il appelait familièrement le recueil de ses observations son « garde-manger », marquant ainsi l'usage auquel il destinait ces documents, ramassés à la même vie et dont il se proposait de nourrir quelque composition imaginaire, pour lui donner un accent plus réel. Ce procédé n'a rien de commun avec le « journal intime » dont le dangereux résultat est le plus souvent d'altérer précisément, chez celui qui le tient, le sens de la réalité. Quand Narcisse se penchait sur l'eau, c'était pour y regarder non pas cette eau elle-même ou le reflet des fleurs et des arbres de la rive, mais seulement sa propre image... Un autre danger pour les preneurs de notes est la transcription, à tout le moins indiscrète, des confidences émanées d'amis ou de compagnons qui ne croyaient point parler devant un phonographe. Un exemple célèbre, celui des frères de Goncourt, en reste la preuve, très attristante pour ceux qui ont, comme moi, connu le survivant et respecté en lui l'indépendance et la

ferveur de l'artiste. Une grave erreur de théorie l'a égaré sur ce point.

Mais ce n'est pas un problème d'éthique intellectuelle que j'ai l'intention de poser et de résoudre ici. J'ai voulu simplement indiquer l'origine des deux récits que l'on va lire. Les ayant rencontrés, à cent pages de distance l'un de l'autre, dans un de mes cahiers qui porte pour titre « notes d'histoire », il m'a paru que ces deux anecdotes se complétaient l'une l'autre, étrangement et tragiquement. Les voici donc sous leur forme originelle, à laquelle je n'ai rien changé sinon pour substituer les initiales aux noms propres, par un scrupule que je n'ai pas besoin de justifier, puisqu'il s'agit là d'événements absolument vrais.

---

Paris, le 22 novembre 1913.

...Dîné ce soir chez mon confrère G... dans son appartement rempli de reliques napoléoniennes, dont le décor appelle naturellement la conversation sur le terrain de l'histoire. Peu de convives mais tous également intéressés aux choses de l'esprit.

Il y avait là un des grands seigneurs russes les plus représentatifs que je connaisse, le prince Vladimir T... Très haut de taille, plein de force et cependant très souple, il a dû être et resterait un magnifique général de cavalerie si une grave blessure reçue dans la guerre russo-japonaise n'avait exigé l'amputation de son bras droit. Un appareil savamment fabriqué en Allemagne lui permet de manger à table avec une main de bois gantée, sans subir l'humiliation d'une aide. Pour le récompenser et le consoler un peu, le tsar l'a fait membre du Conseil de l'Empire.

Je demeurai tout de suite saisi par le contraste entre ses yeux clairs, d'une douceur presque enfantine, et le caractère martial de sa physionomie. Son sourire nonchalant, et quelque peu désabusé, faisait un autre contraste avec ce regard de rêveur et ce masque de soldat. Les propos qu'il commença de tenir, — un de nous l'ayant assez indiscrètement interrogé sur la politique intérieure de son pays, — confirmèrent aussitôt pour moi cette impression d'une nature

complexe, comme elles abondent en Russie, s'il faut en croire le témoignage des Tourgueniew, des Tolstoï et des Dostoïevsky.

Il venait de parler de l'ivresse qu'il avait éprouvée à faire la guerre et aussitôt son ironie s'exerça contre celui de ses collègues qui avait jadis combattu l'initiative du comte Mouraview, demandant, au nom du tsar, le désarmement général.

Comme là-dessus quelqu'un le questionne sur la crise politique et agraire qui suivit les troubles de 1905, et sur la convocation de la Douma, ce géant mutilé entonne soudain une hymne d'enthousiasme en l'honneur des institutions libérales et parlementaires :

— « De mauvais conseillers, » disait-il, « font peur à Nicolas II de la révolution, mais il est toujours le souverain qui a provoqué la première conférence de la Haye. Par lui-même il aurait l'instinct d'aller au moujik, avec cette confiance qu'il faut avoir dans le peuple, car le peuple est bon. L'homme est bon. Que demain on nous donne une Constitution à l'anglaise simplement, que l'autocratie abdique les préjugés de la caste des barines, et toute la Russie acclamera le « Petit Père » d'un élan unanime. Ce nom seul révèle ce que ces grands enfants que sont nos paysans et nos ouvriers, attendent du maître : qu'il cesse d'être le maître, qu'il n'ait plus cette attitude de despote, pouvant exercer un droit de vie et de mort sur ses sujets. Je suis tranquille d'ailleurs, ce n'est pas seulement dans le peuple que j'ai foi, c'est dans l'avenir, et je suis certain de finir ma vie dans une nation libre et heureuse... Vous hochez la tête, Monsieur de M... » — il s'adressait à un vieux diplomate assis de l'autre côté de la table et dont le visage, si français par la finesse des traits, par l'expression spirituelle de la bouche et des yeux, disait assez à quel degré il était de chez nous. M. de M... appartient à une des plus anciennes familles du Périgord, dont il n'a certes pas épousé toutes les traditions, puisqu'il a servi le régime actuel, sans obtenir d'ailleurs l'avancement que son talent eut justifié ; mais il reste de l'Émigré en lui. Et il le manifesta une fois de plus dans sa réponse :

— « Prince, » fit-il, « c'est que je ne crois pas du tout, mais pas du tout, à cette bonté de l'homme qui vous hypnotise, et que je crois beaucoup aux férocités possibles de la révo-

lution, cette « révolution toujours latente dans le peuple », a dit Bismarck. »

— « Plût au ciel, » repartit le prince, « qu'elle eût éclaté contre lui, la France s'en trouverait mieux et toute l'Europe, y compris l'Allemagne. »

— « C'est possible, mais je n'en suis pas certain, » dit M. de M... « Ce dont je suis très certain, en revanche, c'est que beaucoup de sang innocent eût été répandu. Et tenez, mon prince, si ces messieurs me permettent, je vais vous raconter une anecdote qui vous expliquera pourquoi je ne serai jamais un libéral. »

— « Il va nous dire l'histoire de son aïeul, » me souffla tout bas mon voisin de table, « je l'ai déjà entendue, il l'a racontée devant moi trois fois ; à soixante-cinq ans on est excusable de se répéter, mais écoutez-le, ça vaut la peine. »

— « C'est de mon arrière-grand-père qu'il s'agit » commença en effet le narrateur, « je l'ai encore connu, très âgé, mais avec sa mémoire entière. Il était tout petit garçon sous la Terreur. Notre famille est originaire de Sainte-Marie de Chignac, un gros bourg à quelques lieues de Périgueux ; je possède encore la vieille maison — oh ! une pauvre gentilhommière ! — où le petit garçon était élevé et où il se trouvait seul avec sa mère au mois de septembre 1793.

« Un conventionnel dont je ne vous dirai pas le nom, tant il me fait horreur à prononcer, venait d'arriver à Périgueux. Tout de suite il avait ordonné une charretée d'arrestations pour parler le langage d'alors, dans laquelle se trouva très naturellement compris mon trisaïeul, qui n'avait pas voulu émigrer malgré tous les avertissements.

« Pour bien marquer qu'il tenait à « purger le pays » — encore le langage du temps — le conventionnel avait amené avec lui un bourreau, du type de celui que Le Bon à la même époque expédiait à André Dumont dans la Somme.

« Aussitôt arrêté, aussitôt jugé. Le châtelain de Sainte-Marie de Chignac n'avait pas quitté sa demeure depuis cinq jours que l'on apprenait sa condamnation à mort.

« C'était un homme excellent, un de ces seigneurs comme les tableaux et les comédies de l'époque nous en montrent beaucoup, qui vivaient noblement et rustiquement, dans une familiarité protectrice avec leurs inférieurs. Des dévouements qu'ils pouvaient inspirer, je ne connais pas de preuve plus grande que la démarche imaginée, aussitôt la tra-

gique nouvelle apprise, par un des jardiniers du château.

— « Donnez-moi l'enfant, madame la comtesse, » dit-il à mon arrière-grand mère. « Je l'emmène à Périgueux ce soir pour qu'il demande la grâce de son père. C'est un homme, tout de même, ce sans-culotte. Quand il verra M. le vicomte si gentil, si doux, il ne voudra pas en faire un orphelin, d'autant qu'il sait bien que M. le comte est innocent comme vous et moi. Il ne s'est jamais mêlé des affaires du gouvernement, il ne s'occupait que de la terre et de nous ! »

— « Et si on t'arrête, mon pauvre Jean? Quand tu as bu un verre de trop au cabaret, — car c'est ton défaut, — tu as bien dû tenir quelques propos comme ceux pour lequel on a coupé la tête à notre voisin. Qu'avait-il dit? qu'il « aimait encore mieux être gouverné par un roi que par cinq cents scélérats ! » Et il était ivre !... Rien que d'amener l'enfant d'un noble, un vicomte !... »

— « Je l'appellerai « citoyen », madame la comtesse, et je le tutoierai, n'ayez pas peur... »

— « Et si je l'y menais moi-même? »

— « Pour qu'il n'ait plus ni père ni mère, madame la comtesse? C'est déjà si extraordinaire qu'il vous ait oubliée ! »

« Sinistre dialogue, que sa mère a si souvent répété à mon arrière-grand-père et qui eut pour résultat qu'une heure plus tard le brave Chanteloup, — ce nom-là, comme j'aime à le prononcer ! — débarquait devant la maison où le conventionnel s'était installé. L'enfant l'accompagnait, — vous ai-je dit qu'il n'avait que neuf ans? — et tous deux étaient introduits dans la chambre où le révolutionnaire donnait ses audiences, flanqué de deux secrétaires dont la besogne consistait à prendre note de toutes les dénonciations qui affluaient de vingt lieues à la ronde.

« La moisson avait dû être bonne ce jour-là, à en juger par l'amas des papiers rangés sur la table et par la bonne humeur du pourvoyeur de la guillotine.

— « Mais il est très gentil, ce marmot ! »

« Ce premier mot qu'il jeta en voyant entrer l'homme et son petit compagnon, rendit du cœur à Chanteloup qui, tout de même, avait senti grandir son appréhension en montant les marches de l'escalier, et que le premier aspect du conventionnel n'avait pas rassuré.

« J'ai voulu voir le portrait de ce brigand. Imaginez un

visage d'une animalité puissante, avec de larges narines, une bouche épaisse, de grands yeux d'une jovialité cynique sous un front bas. Ses boucles d'oreilles en or, la dentelle de son jabot, l'élégance du nœud épais de sa cravate suffisaient à révéler l'épicurisme de ses goûts. C'était un de ces sans-culottes grands seigneurs qui installaient dans les églises désaffectées des bals publics où ils forçaient les mères, les filles, les épouses des suspects et des emprisonnés à danser avec eux. Dans quels *Mémoires* ai-je lu qu'à l'arrivée d'un d'entre eux les prisonnières renouvelaient leur rouge, ajustaient leurs frisures et se paraient avec autant de soin que pour une première introduction à la cour?

— « Dites bonjour au représentant, monsieur le vicomte, » fit Chanteloup, oubliant sa promesse, et il poussait le petit garçon du côté de celui dont la vie de son père dépendait.

— « *Monsieur le vicomte, vous* ! » ricana le conventionnel, mais toujours cordialement, « c'est l'éducation que tu lui donnes? Voyons petit, approche ta patte et dis-moi patriotiquement : « Bonjour citoyen ! »

— « Bonjour, citoyen, » balbutia le pauvre Pierre qui tremblait de tout son corps.

— « A la bonne heure, » riposta l'autre, « et quel âge as-tu, mon drôle? »

— « Neuf ans, » fit Chanteloup.

— « On n'a donc pas de langue, loupiot? On ne peut pas répondre soi-même? »

— « C'est qu'il est intimidé, citoyen, à cause de ce qu'il a à vous... à te demander. »

— « Et quoi donc? Et d'abord comment s'appelle-t-il? »

— « Pierre de M..., » dit l'enfant, comme en le poussant de nouveau par l'épaule, Chanteloup lui soufflait tout bas : « Allez-y, allez-y » ; et il ajouta d'une voix, encore étouffée mais ferme pourtant : « Et je viens vous demander la grâce de papa. »

— « Toujours « vous », s'esclaffa le conventionnel avec un ricanement auquel l'issue de cet entretien devait donner une signification atroce. « Comprends pas. On dit, je viens *te* demander... »

— « Je viens te demander la grâce de papa, » eut le courage de répliquer le petit, que le terrible homme regardait avec une attention singulière.

Nous possédons une miniature de mon arrière-grand-père

à cet âge. Ses traits fins, la délicatesse de ses extrémités, l'espèce de fierté instinctive répandue sur sa physionomie, tout décèle en lui la race. Quand je cherche aujourd'hui à m'expliquer l'atroce résolution que vous allez connaître, je me figure qu'elle a dû surgir là, dans cette minute où le brutal plébéien considérait cette fleur d'aristocratie.

— « Alors c'est le fils de ce M... qui a été condamné hier? » demanda-t-il. Puis, sur une réponse affirmative du fidèle Chanteloup, et après une minute de réflexion : « Amène-le-moi demain matin à neuf heures, ce môme, je lui prépare une surprise comme il n'en aura pas deux dans sa vie. »

Et à neuf heures le lendemain, comme Chanteloup avait en effet ramené l'enfant, persuadés tous deux qu'ils allaient trouver le condamné gracié et dans la chambre du conventionnel, celui-ci installe le petit Pierre devant une fenêtre qui donnait sur la place. Une charrette avançait, parmi les cris féroces de la foule, vers la guillotine, et le père y était ! Il fut exécuté devant son fils qui ne put pas supporter ce spectacle. Il s'évanouit pendant que le monstre qui avait conçu cette horrible idée disait à Chanteloup épouvanté : « Hein ! la surprise ! avais-je raison? Il ne l'aura pas deux fois dans sa vie et je te garantis qu'il n'oubliera pas cette leçon de sans-culottisme. Allons, emmène-le et avoue que je suis bon garçon de ne pas t'envoyer là, toi aussi, » — il montrait du doigt au dehors la sanglante machine, — « pour t'apprendre à te mettre en travers des justes vengeances du peuple. »

— « Ne prononcez pas ce mot de peuple à propos d'un pareil monstre, » dit vivement le général russe comme nous nous taisions tous, accablés par l'évocation de cette abominable histoire. « Si cette foule dont vous parliez avait su que l'enfant à cette fenêtre était le fils du malheureux, voituré dans la charrette, c'est le conventionnel qu'elle aurait traîné à la guillotine. Que des scélérats l'abusent, ce peuple, et profitent de son égarement pour assouvir des instincts de brutes, cela prouve-t-il que les idées généreuses ont tort? Je ne l'admettrai jamais... Et voyez, dans votre récit même, le vrai peuple c'est votre Chanteloup. Il m'a fait penser à mes moujiks. »

---

La seconde note est datée du 20 juillet 1919.

Comme elles sont voisines par les chiffres ces deux années : 1913, 1919 ! C'est pourtant le passage d'un monde à un autre, qui m'a été rendu plus sensible par l'évocation du paisible dîner où l'arrière-petit-fils du guillotiné de 93 racontait la sinistre exécution de son trisaïeul, dans un de ces décors parisiens dont le moindre détail décèle la félicité d'une civilisation comblée. On la croit indestructible, cette civilisation, puis un événement arrive, telle la guerre de 1914, aussi subit, aussi catastrophique qu'un tremblement de terre. Quand je pense au général prince T... maintenant, je le revois assis à cette table de dîner, vidant gaiement un verre de champagne, tout en énonçant avec une lueur d'espérance enthousiaste dans ses yeux, sa profession de foi libérale. Qu'une aventure pareille à celle que racontait son interlocuteur lui fût réservée, comme à son pays un cataclysme pire que celui de notre Terreur, il ne le soupçonnait pas ! Quel symbole de l'impossibilité des générations nouvelles à s'instruire par l'exemple des générations passées ! Mais la simple transcription de cette seconde note de mon cahier n'expliquera que trop pourquoi ce souvenir me fait frissonner.

---

Paris, 20 juillet 1919.

...Reçu ce matin une bien émouvante visite, celle de M. Serge W..., le secrétaire du général prince T... Je l'avais rencontré plusieurs fois jadis avec son patron, notamment chez mon confrère G... dans un dîner où j'ai noté à l'époque les discussions politico-sociales. Je me rappelais ce Serge W... comme un type de jolie élégance slave, mince, rieur, les mains un peu trop chargées de bagues. Si mon domestique ne me l'avait pas annoncé par son nom je n'aurais certes pas reconnu le dandy de 1913, dans le miséreux de 1919 que j'avais maintenant devant moi, tout maigre dans des vêtements usagés jusqu'à la corde, les pieds chaussés dans une paire de ces vieilles bottines déformées par l'usage, que l'ignoble argot des faubourgs flétrit du nom de « godasses ».

— « Vous m'excusez, monsieur, » dit-il « de me présenter chez vous? J'ai pu m'échapper de Russie le mois dernier.

Je connais peu de monde à Paris et comme vous aviez été très gracieux pour moi chez M. G..., j'ai pensé... Oh! ce n'est pas de l'argent que je viens vous demander, monsieur! Je gagne ma vie depuis que je suis à Paris, je suis gardien de nuit dans un garage, mais ce que je voudrais, c'est une situation plus en rapport avec ce que je puis faire, et j'ai pensé que, peut-être, vous m'aideriez à la chercher. »

— « Cela va de soi, » répondis-je, et après quelques autres questions personnelles : « Et le prince T..., interrogeai-je, a-t-il pu se sauver aussi? Je ne pense pas que malgré ses théories libérales, il fasse partie de la bande à Lénine? »

— « Naturellement, vous ne savez pas!... » fit le secrétaire. « Puisque vous vous souvenez de ses idées, vous devez bien penser qu'il fut de ceux qui se rallièrent, au printemps 1917, à la tentative de Kerensky. En novembre, il avait quitté Petrograd dès la chute du Palais d'hiver, dont Lénine, de qui vous parliez, proclamait que c'était la dernière barricade sur la route des travailleurs vers le pouvoir. Le prince ne croyait pas au triomphe définitif des bolchevistes, et il était venu se réfugier dans sa terre de famille près de Tchérikow, au centre du gouvernement de Mohilew. Ce n'est pas très loin d'Orcha où le maréchal Ney rejoignit l'empereur Napoléon après sa marche héroïque pendant la retraite de 1812. Vous vous souvenez aussi de la confiance que le prince avait dans ses moujiks? Il avait compté sans le décret qui donnait la terre aux paysans. »

— « J'ai lu quelque part, » dis-je, « que ce même Lénine après l'avoir griffonné de sa main, ce décret, s'était écrié : « Je défie qui que ce soit de jamais parvenir à le supprimer. »

— « Il n'avait que trop raison! A peine le décret connu, un soviet se formait à Tchérikow et sur ses ordres on venait pour arrêter le prince. C'était un libéral et très sincère, mais c'était aussi un soldat. Il gardait quelques serviteurs fidèles, j'ai su ces détails par l'un d'eux. Il résolut de se défendre. Son fils unique était avec lui, âgé de quatorze ans. Il lui ordonna, pour le mettre en sûreté, de sortir du château avec son précepteur, par une porte de derrière qui donnait sur le parc. Tenez, le voici ce parc. » Et M. Serge W... tire de sa poche un portefeuille élimé et de ce portefeuille une carte postale avec une photographie sur l'un des côtés. « C'est de son écriture, vous voyez, un des derniers billets que j'aie reçus de lui. Je le garde comme une relique... Voyez ce

parc, » et il me montrait un paysage d'eau et de sapins d'une poésie sauvage et qui s'accordait trop avec la scène tragique à laquelle il allait me faire assister.

— « Le prince avait compté que ses paysans n'étaient pas les complices des agents envoyés par les Soviets et que ceux-ci ne connaissant pas les détours du parc, son fils leur échapperait. Il se trompait. Le jeune homme n'avait pas fait cinq cents pas qu'il était appréhendé ainsi que son précepteur. Un coup de fusil abattit ce dernier et le survivant fut traîné devant le château. « Rends-toi ou on te « tue ! » cria un des moujiks au prince, qui épiait, armé lui-même, derrière une fenêtre. Un autre de ces sauvages tenait la gueule d'un pistolet braqué sur le front du prisonnier. Le prince fit le geste d'épauler son fusil. Puis, comme il voyait de nombreux paysans arriver et le groupe des assaillants grandir, il releva son arme et dit : « Je me rends mais jette « ton pistolet. » Le moujik obéit et ordonne à ses compagnons qui tenaient l'enfant par les bras et les épaules, de le lâcher.

Le père apparut sur le seuil de la porte et son fils se précipita vers lui. Les deux hommes s'étreignaient et les fidèles domestiques restés dans le château se disaient entre eux : «Ils sont sauvés, » quand un personnage qu'ils reconnurent pour un ancien chauffeur renvoyé, s'avança vers le chef de la Commission soviétique, et lui dit quelques mots tout bas qui le firent rire. Il esquissa de la tête un geste d'acquiescement.

« L'ancien chauffeur réunit dans un coin cinq ou six moujiks, auxquels il tint sans doute le même discours qu'au chef.

« Ils avaient bu beaucoup de vodka, monsieur, » me dit le témoin qui me raconta cette scène. Ces gens se concertent. Ils arrivent au groupe formé par le prince et son fils, les séparent violemment, empoignent le jeune homme qui se débattait. Il y avait un puits au milieu de la cour. Ils l'y jettent. Le père veut s'élancer, ils le terrassent et ils l'ont tenu là, monsieur à deux pas de ce puits, jusqu'à ce que le malheureux, dont l'appel d'agonie déchirait l'espace, eût cessé de crier. »

— « Et alors? » demandai-je.

— « Alors ils enduisirent le prince de pétrole et ils le brûlèrent vivant. »

---

On comprendra qu'en rencontrant dans le même cahier les notes où sont consignés ces deux épisodes, il m'a été impossible de ne pas les rapprocher. Ne portent-ils pas tous deux un même enseignement, celui que Rivarol formulait dans une saisissante métaphore quand il écrivait que « les nations les plus civilisées sont aussi près de la barbarie que le fer le plus poli est près de la rouille ». Certes il est loisible de dire que la férocité du conventionnel de Périgueux s'explique par les affronts que la morgue de certains gentilshommes avait pu lui infliger. Des siècles de servage expliquent de même les effroyables représailles des paysans de Tchérikow. Mais dans quelle société, si sagement, si généreusement établie soit-elle, l'inévitable inégalité des sorts ne dépose-t-elle pas en d'innombrables cœurs les ferments d'une envie refoulée, et toujours prête, si l'occasion s'offre, à exploser en cruelles vengeances? Concluons-en qu'avant de toucher, même quand nous en voyons les défauts, à l'autorité qui refrène ces violences, il faut être très prudent. Le prophétique Rivarol a encore dit cela, avant les massacres de Septembre, avant ceux du 10 Août, avant l'inexplicable crime du 21 Janvier : « Un grand peuple remué ne peut faire que des exécutions. »

PAUL BOURGET,
de l'Académie française.

# Petite histoire des Juifs[1]

## III

### Uriel Acosta.

Cet exemple d'intolérance à l'intérieur du ghetto, je l'emprunte à la communauté d'Amsterdam qui passait cependant à la fin du seizième siècle pour la plus éclairée des communautés juives de l'Europe.

Cette communauté n'était pas de formation très ancienne. Elle avait été constituée, à la fin du quinzième siècle, par une espèce très particulière de Juifs, qu'on appelait Marranes et qui venaient de Portugal et d'Espagne. L'Espagne, pendant tout le moyen âge, avait été pour les Juifs une terre privilégiée. Les trois quarts du pays étaient occupés par les Maures, le reste par des roitelets chrétiens. Ni les Maures ni les chrétiens n'avaient de sympathie pour les Juifs, mais on les ménageait, car ici comme ailleurs le commerce de l'or était entre leurs mains, et c'était eux qui fournissaient indifféremment, depuis des siècles, à l'un et l'autre adversaire, l'argent indispensable à la guerre.

Il en était résulté pour Israël une situation très favorable. Même dans les royaumes catholiques d'Aragon, de Castille et de Navarre, en dépit des prescriptions pontificales, les Juifs ne portaient pas la rouelle ; ils se distinguaient par l'élégance de leurs vêtements de soie ; ils avaient la dague et l'épée, montaient à cheval ou à mulet, ce qu'on n'aurait pu voir nulle part ailleurs en Europe. Encore aujourd'hui, les descendants de ces Juifs espagnols gardent sur eux la trace de ce passé heureux et se reconnaissent à une élégance de manières qu'on chercherait en vain chez leurs coreligionnaires du Nord.

Ce beau temps ne dura pas. A mesure que les princes chrétiens reconquéraient leur pays sur les Arabes, la condition des Juifs se gâta. Ils devenaient moins nécessaires, et l'orgueil de la victoire accroissait l'intolérance. Les persécutions commencèrent. Pour se mettre à l'abri, un grand nombre de Juifs se convertirent au christianisme, du moins en apparence, car la plupart continuaient en secret de pratiquer les rites de leur ancienne religion. Portes et volets clos, ils fêtaient le sabbat, se revêtaient d'une chemise blanche, prononçaient la bénédiction rituelle sur la coupe de vin qui circule à la ronde, observaient minutieusement les prescriptions alimentaires, bref, tout chrétiens qu'ils fussent officiellement devenus, ils s'efforçaient de vivre, dans la mesure du possible, comme ils avaient toujours vécu.

Ce sont ces Juifs christianisés que les catholiques espagnols, pleins de méfiance à leur endroit, appelaient des Marranes, c'est-à-dire des damnés. On les comptait par milliers. Malgré la suspicion populaire, leur intelligence, leur activité en conduisit beaucoup aux plus hautes charges de l'État. On ne voyait pas seulement parmi eux des banquiers, des intellectuels, mais des chanoines, des évêques, des archevêques et des ministres. Une si brillante réussite devait soulever bien des colères, et pendant tout le quinzième siècle, ils connurent de mauvais moments. Leur nombre pourtant ne fit que croître, jusqu'au jour où le dernier roi maure fut chassé de Grenade. Délivrés des Arabes, Isabelle et Ferdinand résolurent de se défaire également des Juifs, ce dernier vestige de la vie. Or, chose étrange, cette Isabelle qui introduit l'Inquisition en Espagne, qui choisit Torquemada pour grand inquisiteur et déclare qu'elle ne

veut plus voir un seul Juif dans son royaume, avait pour premier ministre qui? Un chrétien? Non. Un Marrane peut-être? Non. Un Juif! Et un Juif très fidèle à sa race : Isaac Abrabanel qui aima mieux quitter l'Espagne que renoncer à la loi. Et c'était encore un Juif qu'elle avait pour ministre des finances, cet Abraham Senior, qui, celui-là, se fit Marrane et demeura jusqu'à sa mort son plus intime confident. Enfin j'ajoute, en passant, que de mauvaises langues prétendent que son mari Ferdinand était le petit-fils d'une Juïve, qui s'appelait Paloma...

Après cet arrêt d'expulsion, il ne restait plus aux Juifs qu'à choisir entre le baptême et l'exil. Trois cent mille choisirent l'exil, les autres passèrent par la cuve baptismale où on les immergeait tout entiers et d'où ils sortaient Marranes. Mais jamais ces conversions ne semblaient assez sincères. Les Marranes montèrent en foule sur les bûchers de Torquemada. Beaucoup cherchèrent alors un refuge en Portugal où l'Inquisition n'était pas encore établie. Là non plus un tribunal ne tarda pas à s'instituer, et c'est alors que traqués dans la péninsule tout entière, des milliers de Marranes s'embarquèrent en secret sur des navires qui les menèrent, les uns dans le port de Bordeaux (comme cette famille des Lopez, d'où Montaigne descend par sa mère), les autres sur les côtes du Maroc ou dans quelque échelle du Levant, d'autres enfin aux Pays-Bas.

Les Pays-Bas, révoltés contre l'Espagne, ne refusèrent pas un asile à ces errants qui apportaient avec eux la haine de leur commun ennemi. Ce n'est d'ailleurs qu'au bout de quelque temps que les Hollandais s'aperçurent que ces nouveaux venus étaient en réalité des Juifs. Au débarqué ils se donnaient pour chrétiens, et pendant quelque temps continuèrent de mener en Hollande la double vie qu'ils menaient en Espagne. Puis ils jetèrent le masque, construisirent une synagogue, et les autorités d'Amsterdam acceptèrent le fait accompli. Ces émigrés représentaient l'élite de l'Espagne, ils avaient souvent réussi à emporter avec eux des pierres précieuses et de l'argent, et leur aptitude au commerce n'était pas à dédaigner. La nouvelle communauté fut officiellement reconnue, et comme les Pays-Bas s'étaient ralliés au calvinisme, elle échappa aux juridictions restrictives en vigueur dans les pays catholiques.

Il semble que dans ce nouveau milieu si accueillant, si

libéral, ces réfugiés qui naguère avaient connu la situation la plus brillante, auraient dû s'élever au-dessus du niveau moyen des autres ghettos de l'Europe. Pas du tout. Ces anciens Marranes prennent une part très active à la vie commerciale de leur nouveau pays d'adoption, mais ils demeurent à l'écart du grand mouvement intellectuel qui entraîne alors toute l'Europe. Ils s'enferment plus que jamais dans leur ghetto, dans leur Talmud, dans leur pensée sans horizon, et si l'un d'eux se lève contre cette loi desséchée, pour faire entrer l'air du dehors dans la synagogue étouffante, vous allez voir comme on le traite par l'histoire d'Uriel Acosta.

Gabriel Acosta appartenait à une famille de Marranes d'Oporto. Il avait étudié le droit dans cette ville au collège des Jésuites, et il aurait pu briguer quelque charge ecclésiastique. Mais des doutes sur la vérité de la religion chrétienne s'élevèrent dans son esprit. Il se mit à l'étude de l'Ancien Testament et, peu à peu, acquit la conviction que la vérité se trouvait non pas dans le catholicisme mais dans la vieille religion qu'avaient pratiquée ses aïeux. Lui et ses frères réussirent à tromper la police inquisitoriale, qui surveillait de près ces judéo-chrétiens très suspects, et par mer ils gagnèrent les Pays-Bas. Là, ils revinrent avec bonheur à la religion ancestrale, et Acosta, abandonnant le nom de Gabriel qu'il avait reçu à son baptême, le changea pour celui d'Uriel.

C'était une imagination inquiète. Tout de suite il fut désenchanté par la vie du ghetto, que, de loin, il s'était représentée sous des couleurs trop flatteuses. Cet ancien catholique, cet élève des Jésuites, qui n'avait jamais vécu la vie juive et qui l'imaginait à travers les scènes de la Bible, fut profondément déçu. Au lieu de trouver à Amsterdam le souffle des prophètes, la large inspiration du Livre qui a tant agi sur le monde, il n'y rencontrait que l'esprit le plus borné, la religion la plus étroite, la moins aérée qui fût. Ce judaïsme des rabbins n'était aucunement le judaïsme de son rêve, le judaïsme de Moïse. Avec sa fougue naturelle il exprima sa déception. Les dévots de la synagogue s'en montrèrent très irrités. Qu'est-ce

que c'était que ce jeune homme qui avait subi fâcheusement l'inspiration jésuite et prétendait changer la loi du ghetto?... On menaça de l'excommunier. Et comme il continuait de mépriser les avertissements, le Conseil des rabbins mit à exécution sa menace. Dans la synagogue d'Amsterdam on alluma des cierges enveloppés d'étoffe noire, et l'on prononça contre l'impie, le contempteur des usages sacrés, l'antique formule de l'excommunication dont voici le texte dans sa brutalité primitive : « Qu'il soit excommunié d'après le jugement du Seigneur des Seigneurs dans les deux tribunaux, le supérieur et l'inférieur! Que les calamités fondent sur lui! Que sa maison soit la demeure des dragons! Que son étoile soit obscurcie dans les nuages et qu'elle soit furieuse, terrible et cruelle contre lui! Que son cadavre soit jeté aux serpents! Que son or et son argent lui soient pris? Que sa femme soit donnée à d'autres, et que d'autres vivent avec elle! Qu'il soit maudit par la bouche d'Addirion et d'Achtariel, de Gabriel et de Séraphin, de Raphaël et de Macharétich! Qu'il tombe et ne se relève plus! Qu'il ne soit pas enterré dans la sépulture d'Israël! Qu'il reste dans cette excommunication et qu'elle soit son héritage! Et que sur Israël tout entier descendent la paix et la bénédiction du Seigneur! » Et à la fin de la cérémonie, on éteignit les cierges pour signifier que le maudit était exclu désormais de la lumière du ciel.

Ce n'étaient pas là paroles vaines, un vieux texte sans effet. C'était la condamnation à une mort vivante, à un isolement absolu. Uriel supporta pendant quinze ans cette existence impossible, en butte à l'animosité de tous les Juifs du ghetto et en particulier d'un de ses plus proches parents, son frère ou son cousin, je ne sais. A la fin, de guerre lasse, il se réconcilia avec la synagogue. Mais au bout de peu de temps il se révoltait de nouveau contre la loi traditionnelle. De nouveau, on l'excommunia. Cette fois encore, il ne put soutenir le silence et la solitude qui se faisaient autour de lui. Une fois de plus il accepta de se soumettre à la sentence des rabbins. On le mena dans la synagogue remplie d'hommes et de femmes pour l'entendre proclamer publiquement son repentir. Debout sur une estrade, il dut lire la confession détaillée de tous ses péchés, s'accuser d'avoir transgressé le repos sabbatique et les lois

alimentaires, d'avoir nié plusieurs articles de foi et détourné quelques personnes de se convertir au judaïsme. Après quoi, solennellement il promit de ne plus retomber dans ses erreurs et jura de vivre désormais en bon Juif. Puis il se retira dans un coin, se mit nu jusqu'à la ceinture et reçut sur le dos trente-neufs coups de cette lanière de cuir que les Juifs portent sur leur caftan pour séparer les parties nobles et supérieures du corps des parties inférieures. Ensuite, il s'accroupit sur le sol pendant qu'on lui donnait lecture de la sentence qui le relevait de l'excommunication. Enfin on l'étendit sur le seuil et tous les assistants, hommes et femmes, enjambèrent son corps. Pour un homme de son caractère, d'une fierté tout espagnole, cet excès d'humiliation fut quelque chose d'intolérable. Il s'enferma dans sa maison, écrivit le récit de ce qu'il avait souffert en quelques pages qu'il intitula *Spécimen d'une vie humaine*, et qui sont un violent réquisitoire contre ses coreligionnaires. Puis, ce testament achevé, il prépara deux pistolets. Il déchargea le premier sur le parent qui, depuis quinze années, l'avait poursuivi de sa haine et qu'il considérait comme le principal artisan de son malheur. Il le manqua. Alors, tournant contre lui-même son second pistolet, il fit feu. Et lui, il ne se manqua pas.

Quelques années plus tard, dans la même communauté d'Amsterdam, un autre enfant du ghetto eut, lui aussi, à souffrir du fanatisme des rabbins. Il s'appelait Spinoza. Mais Spinoza, qui avait dans l'esprit beaucoup plus de fermeté que le pauvre Uriel Acosta, n'avait pas, heureusement pour lui, la même passion agressive. Condamné par la synagogue, il n'engagea pas la lutte avec elle. Il préféra quitter Amsterdam, et à l'écart de ses irascibles coreligionnaires, dans une campagne paisible, et ensuite à la Haye, il médita son Éthique, qui sans nul doute lui aurait valu bien des ennuis, s'il était resté à Amsterdam, puisque dans ce fameux ouvrage il s'en prend au principe même de la religion d'Israël, à la divinité conçue comme une personne toute occupée de nos affaires humaines.

Ainsi, le grand effort d'émancipation intellectuelle, commencé au treizième siècle avec Maïmonide, aboutissait au

dix-septième, après la Renaissance et la Réforme, à chasser du ghetto un Spinoza et à mettre Uriel Acosta sous le talon des femmes. Ces Juifs qui avaient tant souffert pour garder leur pensée propre au milieu des peuples étrangers, n'admettaient pas qu'un des leurs eût des pensées différentes de celles de la communauté. La persécution qu'Israël avait subie lui-même, ne l'avait rendu ni plus tendre ni plus libéral. Au contraire, avec une sévérité inflexible, il s'attachait plus que jamais à ces rites, à ces croyances, qui, au cours de sa longue navigation difficile, s'étaient incrustées dans son esprit, comme le font les coquillages sur le flanc des vieux navires.

## IV

### La cabbale.

Pour échapper à ce qu'il y avait dans sa loi de trop aride et de trop formaliste, j'ai indiqué déjà qu'Israël a suivi une autre voie que ces chemins de la raison où s'était engagé Maïmonide et ses disciples. Cette voie mystique, c'est la cabbale. Un monde singulier, la plus fantastique rêverie, le roman idéologique le plus curieux qui soit. Entr'ouvrons un instant la porte de ce baroque univers.

De tout temps il y a eu, en Israël, une tradition occulte que se transmettaient des initiés, et qui s'appelait la cabbale. Le mot même veut dire tradition. Cette tradition se composait de pensées hétéroclites, empruntées aux pays les plus divers, à l'Égypte, à la Chaldée, à la Babylonie, à la Perse, à la Grèce. Il y avait là de la magie et de l'astrologie, de la physique et de la métaphysique, de la médecine et de la chiromancie, tout un fatras de vieilles choses, la spéculation la plus haute et la fantaisie la plus folle. Ce vaste amas de connaissances formait un grand secret ignoré du vulgaire, car l'Orient a toujours donné à ce qu'il croyait être sa plus haute sagesse un caractère mystérieux, comme aujourd'hui encore nous voyons, en Syrie, les Druses et les Haschichins faire deux parts dans leur religion :

l'une, pour le vulgaire, et l'autre réservée à quelques personnages choisis, les demi-sages et les sages.

Cette mystérieuse cabbale était consignée, chez les Juifs, dans quelques vieux grimoires qu'on ne se passait qu'entre gens dont les lignes du visage, et aussi celles de la main, révélaient qu'ils étaient nés pour garder le dépôt de ces vérités ineffables. Or, il arriva qu'un jour (au siècle même où vivait Maïmonide) un de ces initiés, un Juif d'Espagne, nommé Moïse de Léon, composa de toutes pièces, avec ces éléments traditionnels et ses propres imaginations, un livre très extraordinaire qu'il appela *Sepher ha Zohar*, le Livre de la Splendeur. Mais chez les Juifs, un livre n'avait chance d'avoir quelque succès que s'il se recommandait de l'antiquité la plus lointaine. Aussi, Moïse de Léon se garda bien de donner son ouvrage comme une production de son crû. Il lui attribua pour auteur un certain Simon Ben Yokaï, grand docteur de jadis, qui passait pour avoir séjourné treize années dans une caverne. Qu'avait-il fait pendant ces treize années? Moïse de Léon le disait : il avait écrit le Zohar. Pendant des siècles, ce livre merveilleux avait été perdu, jusqu'au jour où un certain Namani le découvrit près du Jourdain. Puis, un violent orage avait emporté dans les airs les feuillets du manuscrit qui, après une course folle à travers les éléments déchaînés, tombèrent, un beau matin, dans la cour du logis qu'habitait Moïse de Léon.

L'histoire peut sembler étonnante. Elle n'étonna aucunement les Juifs du treizième siècle. Tout le monde ajouta foi à la supercherie, d'autant mieux que l'imposteur, pour dérouter les sceptiques, avait eu soin d'écrire son livre en vieux dialecte chaldéen. Le succès fut immense. Pour la raison qui fait le succès d'un roman : il répondait à un profond besoin de l'imagination. Dans cette religion du ghetto, qui n'accordait rien au rêve, au sentiment du mystère, qui n'était rien qu'un code, un formulaire de prières et de rites, ce livre de la *Splendeur*, c'était le feu dans du bois mort. Il racontait une histoire inouïe. En descendant du Sinaï, Moïse n'avait pas tout révélé. Sous chaque parole de la Bible se cachait un mystère profond, chaque mot avait un double sens, un sens clair et un sens caché, et ce sens occulte, formidable, était le seul qui méritât de retenir l'attention des hommes. « Etait-il admissible, faisait dire

Moïse de Léon à Simon Ben Yochaï, que la divinité se soit amusée à nous conter des événements aussi puérils et peu intéressants que les histoires d'Agar, d'Esaü, de Laban ou de l'ânesse de Balaam. Un recueil de pareils récits, si on les prenait à la lettre, ne mériterait pas le nom de Thora. Ce qui donne sa valeur à la Thora, c'est son sens secret et mystique. Les récits bibliques ressemblent à un bel habit que les sots admirent sans se préoccuper de ce qu'ils couvrent. Et cependant dans cet habit existe un corps, qui lui-même enferme une âme ! Malheur au pécheur qui ne voit dans la Thora que de simples récits, qui ne tient compte que du vêtement extérieur ! Heureux le sage qui s'efforce de soulever le voile ! Confondre la vraie Thora avec les histoires qu'elle raconte, c'est confondre la cruche avec le vin qu'elle contient ».

Ben Yochaï racontait encore que les lettres de l'alphabet hébraïque détiennent chacune sous leur pouvoir quelque fragment de l'univers, une part de la terre et des cieux. Quand le monde n'était encore qu'en puissance dans la pensée de Dieu, les vingt-deux lettres de l'alphabet hébraïque, gravées avec un burin de feu sur la couronne de l'Éternel, étaient descendues de son front, et chacun avait dit : « Crée le monde avec moi. » Et Dieu, comme dans une étoffe, avait taillé dans les lettres le visible et l'invisible. La sagesse et la royauté, par exemple, sont contenues dans l'extrémité supérieure de la lettre aleph, qui est la première de l'alphabet ; des millions d'univers sont suspendus à sa queue, et les trônes des rois sont accrochés à ses faces. La lettre beth, qui est la seconde, contient à la fois les principes mâle et femelle, et de son essence jaillissent les naissances sans fin. Et ainsi, des vingt-deux lettres. Or, comme on sait, chez les Hébreux comme chez les Romains, les lettres sont en même temps des chiffres, et celui qui possède le secret de leurs combinaissons innombrables, celui-là peut agir sur les choses sensibles et supra-sensibles, et sur la volonté de Dieu même.

Autre merveille. La cabbale, à la suite de Pythagore, acceptait la métempsycose. Elle admettait qu'à l'origine du monde toutes les âmes ont été créées d'un seul coup, et que toutes doivent s'incorporer dans un corps pour un certain laps de temps. Si durant son séjour sur terre une âme reste pure, elle va rejoindre, après la mort, le royaume

des esprits. Si, au contraire, par le péché elle a terni sa pureté originelle, elle doit se réincarner de nouveau jusqu'à ce qu'elle soit purifiée de ses souillures. Or le Messie n'apparaîtra que lorsque toutes les âmes créées à l'origine du monde auront toutes passé par un corps et seront revenues pures dans le ciel. Ceux qui par une vie mauvaise forcent leur âme à faire un nouveau séjour sur terre, offensent l'humanité entière et retardent la venue du Messie.

Tout un peuple d'anges et de démons inconnu du vieux judaïsme venait animer ces rêveries de leurs présences merveilleuses. L'immense espace qui sépare la terre du ciel se remplissait d'une foule de séraphins aux ailes de lumière, chargés d'accompagner les âmes dans leur ascension vers Dieu. Et le Zohar décrivait ces voyages, ce vol des âmes dans l'espace, leur ascension parmi les anges, leur arrivée dans le septième ciel, où réside la gloire de Dieu. Chaque prière sortie de la bouche d'un Juif donnait elle-même naissance à un nouvel ange de lumière, qui venait augmenter les milices célestes, en sorte que le plus humble des Juifs participait à l'Éternel et fortifiait sa puissance.

Pour tous ces Juifs emprisonnés dans la lettre de leur loi plus encore que dans leur ghetto, quel prodigieux roman, quelle aventure merveilleuse, quelle échappée dans l'infini ! On s'évadait du Talmud, de ce code, de ce tribunal, de cette salle des Pas-Perdus, pour se donner enfin de l'air. Cette Cabbale qui, par sa métaphysique, ses conceptions de Dieu et de l'action divine, était certainement plus éloignée de la Bible et du Talmud que la philosophie développée par Maïmonide dans son *Guide des égarés*, trouvait grâce aux yeux des rabbins, et même beaucoup s'en enchantaient. Elle flattait le goût du merveilleux si naturel à l'Orient, que la dure législation de Moïse avait essayé d'étouffer, sans rien changer pourtant à ces pratiques religieuses auxquelles le peuple d'Israël est si fort attaché. Loin d'affaiblir la dévotion, elle la renforçait au contraire, puisque chaque syllabe, chaque mouvement de la prière agissait d'une façon qu'on pouvait déterminer avec exactitude sur tel point du monde invisible, et qu'en purifiant les âmes, tous les commandements, toutes les cérémonies traditionnelles avançaient le jour espéré où le Messie apparaîtra dans sa gloire.

Depuis le fond des âges, Israël attend le Messie. Toute

sa vie nationale et religieuse tourne autour de cette idée : le retour à Jérusalem et la reconstruction du Temple. Le ghetto a toujours vécu dans cette certitude qu'on verra se réaliser, un jour, les temps annoncés par les prophètes, où la justice régnera sur la terre, où le Temple sera rebâti, où les douze tribus dispersées, ramenées dans la cité sainte, seront enfin rétablies dans leur ancienne puissance et régneront sur les nations. C'est ce rêve étonnant qui donne à son histoire une si profonde poésie. Un jour ses malheurs prendront fin, et de la race la plus déchue, la plus maltraitée des hommes, sortira le sauveur du monde ! Je m'étonnais que depuis les prophètes il ne se soit jamais rencontré en Israël un de ces hommes qui, avec la douleur et l'espérance d'un peuple, réussissent à émouvoir l'humanité tout entière. Mais ce poème qui n'a pas trouvé de génie pour l'exprimer, il est la respiration même, la grande rêverie du ghetto.

Les cabbalistes ont apporté à cet espoir obstiné un aliment aussi merveilleux que cet espoir lui-même. Par des combinaissons de lettres et de mots ils se flattaient de découvrir la date du miracle. Que de rêveurs se sont penchés sur le *Livre de la Splendeur* pour calculer d'une façon certaine la date espérée depuis des siècles ! Maintes fois ils l'ont annoncée. Hélas ! ce n'était jamais la même, et jamais au jour prédit le Messie n'est apparu. Mais chaque fois, la prédiction que le grand jour allait venir, a fait surgir quelque part un homme qui se donnait pour le Sauveur attendu, et chaque fois autour de lui c'était le même délire d'espérance.

C'est une histoire d'un pittoresque baroque, mal situé entre le ciel et la terre, celle de ces aventuriers ou de ces illuminés qui se sont donnés pour le Messie. On n'en finirait pas de les raconter toutes. Voici, peut-être, la plus célèbre. Elle s'est passée au moment même où le sage Spinoza, banni de la communauté d'Amsterdam, s'était retiré à la campagne pour se mettre à l'abri de ses coreligionnaires.

Le héros de cette aventure qui souleva dans le monde juif un enthousiasme frénétique, qu'on adora un moment

comme un Dieu, et qui conserve encore aujourd'hui des adorateurs secrets, s'appelait Sabattaï Cévi. Lui aussi, il était d'origine espagnole. Fuyant la persécution, ses parents s'étaient réfugiés dans un pays qui, en un temps où la plupart des nations occidentales refusaient de recevoir les Juifs, se montra pour eux accueillant. La Turquie fut avec les Pays-Bas, une terre d'asile où les proscrits de Portugal et d'Espagne se retirèrent en foule. A Constantinople, à Salonique, à Smyrne, ils créèrent, comme à Amsterdam, des communautés importantes, qui se développèrent d'autant mieux qu'en Turquie, pas plus qu'en Hollande, elles n'étaient embarrassées par la juridiction catholique. Sabattaï appartenait à la communauté de Smyrne. C'était un garçon de haute taille, avec des yeux superbes, une magnifique barbe noire, et dont la voix mélodieuse charmait dès qu'on l'entendait. De bonne heure il dédaigna les jeux et les distractions de son âge pour rechercher la solitude — ce qui attira sur lui l'attention. Il se fit remarquer plus encore, par la manière dont il traita les deux enfants charmantes qu'on lui avait données pour femmes dès sa quinzième année, selon la pratique orientale. A ces jeunes personnes il préférait la Cabbale qu'il étudiait jour et nuit. Lassées de son austérité, les petites épouses demandèrent le divorce. Le superbe dédain du beau jeune homme pour ses femmes fit grande sensation, et déjà quelques disciples commencèrent de se grouper autour d'un personnage qui montrait une continence si peu habituelle à l'Orient.

Là-dessus, la guerre éclata entre Constantinople et Venise. Le père de Sabattaï fit une rapide fortune dans les fournitures de la marine, en qualité de courtier d'une maison anglaise. Je ne sais s'il fournissait Constantinople ou Venise. Les deux peut-être à la fois. Toujours est-il qu'il attribua son succès aux mérites de son fils, à sa vertu, au zèle qu'il montrait pour les études cabbalistiques, et il se mit, lui-même, à le vénérer comme un saint. A ce moment, on parlait beaucoup dans la maison anglaise où travaillait le courtier juif, d'une croyance très répandue en Angleterre, suivant laquelle l'année 1666 verrait s'ouvrir l'ère messianique dont il est question dans la vision de saint Jean. Rentré chez lui, le père de Sabattaï racontait ces propos à sa famille, et cette assignation d'une date prochaine à la

venue du Messie s'accordait trop avec l'esprit de la Cabbale pour ne pas frapper vivement un familier du Zohar. Sabattaï se persuada qu'il était le Messie attendu, puisqu'il était marqué d'un signe si particulier : l'indifférence aux émotions humaines et à la plus puissance de toutes, l'amour.

Nous nous représentons, ou du moins nous croyons nous représenter avec assez d'exactitude, l'état d'esprit d'un poète ou d'un savant, d'un politique avide de pouvoir, d'un César ou d'un Bonaparte, qui veulent conquérir le monde. Mais comment imaginer l'état d'esprit d'un homme qui se croit Dieu? Et qui le croit sincèrement, car il n'y a guère de raisons de mettre en doute la bonne foi de Sabattaï Cévi. Il est trop facile de crier à la supercherie, et on ne saurait parler de folie, car dans sa vie rien n'autorise à le considérer comme un fou.

Donc, Sabattaï se persuada qu'il était le Messie, et en 1648, pour attester sa mission, il osa prononcer, devant un groupe de ses disciples, les quatre lettres qui en hébreu forment le mot Jahvé, quatre lettres si redoutables qu'il est interdit à tout Juif de les proférer jamais, par respect pour la majesté divine.

Le scandale fut énorme. Les rabbins de Smyrne expulsèrent de la ville l'impudent et ses disciples. Sabattaï ne s'en émut point. Ce malheur le fortifia, au contraire, dans le sentiment qu'il avait de sa nature divine, car ses ancêtres marranes avaient subi, plus qu'ils ne s'en doutaient, l'influence chrétienne, et dans leur judaïsme ils avaient introduit cette idée tout à fait étrangère à l'esprit juif, que le Messie doit souffrir.

Résolu à souffrir, Sabattaï Cévi quitta Smyrne, toujours suivi de ses disciples. Et d'ailleurs il ne souffrait guère. Il voyageait, non pas en pauvre diable mais en touriste aisé. Son père, qui croyait à sa mission, lui fournissait des subsides, et partout le jeune homme séduisait ceux qui l'écoutaient par sa beauté, ses attitudes, la noblesse de son langage et cette chasteté qui semblait miraculeuse à tous ces Orientaux. Il visita Constantinople, puis il se rendit à Salonique, où il fit pis encore que de prononcer le mot de Jahvé. Que pouvait-il donc faire de pire? Il célébra ses noces. Avec qui? Avec la Thora.

Peut-être ignorez-vous comment on se marie chez les

Juifs? Le fiancé, vêtu par-dessus son caftan de la chemise qu'il emportera dans la tombe, et la fiancée, ses cheveux dénoués et flottant sur les épaules, se tiennent debout, tous les deux, sous le baldaquin du mariage. La fiancée tourne sept fois autour de son fiancé ; le fiancé lui met au doigt l'anneau d'or, puis ils boivent à la même coupe, et le fiancé brise ensuite la coupe, en souvenir des lointains jours de deuil et de la chute de Jérusalem.

Sabattaï Cévi, fils du ciel, se plaça donc sous le baldaquin du mariage, à côté du rouleau de la Thora, de cette Thora qu'on nomme aussi fille du ciel, ou bien encore la fiancée couronnée, et qui ne mérita jamais mieux son nom que ce jour-là. Sept fois on fit tourner la fiancée autour de lui. Il passa l'anneau d'or dans la baguette de bois sur laquelle est roulé le parchemin. Je ne vois pas bien comment ils purent boire à la même coupe, mais quelque geste symbolique tint lieu, je pense, du vieil usage, et Sabattaï brisa la coupe pour rappeler ces lointains jours de deuil qui, grâce à lui, allaient bientôt prendre fin.

Après ce nouveau scandale, excommunié par les rabbins de Salonique, comme il l'avait été par ceux de Smyrne, il quitta Salonique et se rendit en Grèce, d'où il s'embarqua pour l'Égypte. Au Caire, il fit la connaissance d'un certain Joseph Chélébi, sorte de fermier général qui percevait l'impôt pour le compte du sultan. Ce Chélébi était lui-même un personnage assez baroque. Mystique et cabbaliste, il portait un cilice sous ses vêtements de soie, se livrait aux mortifications et aux jeûnes, et se levait la nuit pour se faire flageller. Il fit un accueil enthousiaste au prétendu Messie, mit ses richesses à sa disposition, et c'est dans son palais qu'il arriva au chaste Sabattaï une aventure assez inattendue. Il se maria, et cette fois pour de bon, non plus avec une fille du ciel, mais avec une fille de la terre, une fille en chair et en os, d'une beauté extraordinaire. On ne doute pas que pour décider notre homme à ce quatrième mariage, il n'ait fallu des raisons extraordinaires elles aussi.

La femme était digne de lui par sa beauté et par ses aventures. Dans son enfance, en Pologne, elle avait miraculeusement échappé à un massacre de Juifs, où tous les siens avaient péri. Recueillie par des religieuses, l'orpheline fut élevée dans la religion catholique, mais, une belle

nuit, elle crut entendre un esprit, l'esprit de son père, paraît-il, qui lui commandait de revenir à la foi de ses aïeux. Le lendemain, les Juifs d'un village voisin la trouvèrent en chemise, se promenant dans un cimetière. Elle leur raconta son histoire et qu'un souffle divin l'avait emportée de son lit parmi ces tombes.

Le rabbin décida de l'envoyer à Amsterdam, où habitait déjà un de ses frères, échappé comme elle au massacre. Là, elle montra des stigmates qu'elle avait sur le corps, et se mit à déclarer qu'elle était destinée à devenir la femme du Messie, lequel allait bientôt paraître. La communauté d'Amsterdam jugea prudent de se débarrasser de cette fille, en qui se mêlaient de la façon la plus suspecte la mystique juive et la chrétienne. Sarah s'embarqua pour Livourne. Elle y mena pendant quelque temps une vie fort déréglée, sans jamais cesser toutefois d'affirmer sa mission surnaturelle.

Cependant là-bas, au Caire, chez son ami Chélébi, Sabattaï avait été informé qu'une Juive de Livourne, de la plus rare beauté, se donnait pour la fiancée du Messie. Un songe, alors, lui révéla qu'une jeune Polonaise devait devenir un jour sa femme. Aussitôt, il dépêcha vers Sarah un messager.

Sarah ne se fit pas prier. Elle s'embarqua pour le Caire, et l'austère Sabattaï s'enflamma d'amour à sa vue. Le mariage eut lieu en grande pompe dans le palais du Chélébi. Qui fut le plus heureux? Peut-être le Chélébi lui-même, ce mystique fermier général, qui ne s'attendait pas à l'honneur de marier un Dieu chez lui.

La beauté de Sarah, ses façons excentriques, son influence sur un époux qu'elle enfonçait chaque jour davantage dans le sentiment de sa mission, tout cela vint encore augmenter la puissance séductrice du Messie. Avec sa femme et ses disciples, il se mit à parcourir la Palestine et la Syrie. A Gaza, un jeune rabbin qui n'était dépourvu ni d'ingéniosité, ni d'orgueil, ni d'un certain talent littéraire, se donna pour son prophète et dans le styple pompeux et vide qu'a toujours aimé l'Orient, il écrivit des lettres à toutes les communautés de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie, pour annoncer que dans un an et quelques mois, le Messie allait paraître, qu'il réduirait le sultan à sa merci, et par le seul pouvoir de ses chants établirait la domination d'Israël

sur tous les peuples du monde. Ces lettres produisirent partout une sensation considérable. Dans toutes les villes où il passait, à Jérusalem, à Alep, Sabattaï soulevait autour de lui le même délire d'enthousiasme. Quand il revint dans sa ville natale, dans cette Smyrne d'où il avait été chassé quelques années auparavant, tout le monde semblait avoir oublié l'excommunication prononcée jadis contre lui. Il fut reçu avec transport. On n'était plus qu'à quelques mois de cette fameuse année 1666, qui devait voir la venue des temps messianiques, et pourtant Sabattaï hésitait toujours à se déclarer publiquement. Ses disciples, l'influence de Sarah, l'enthousiasme de la foule surmontèrent ses dernières hésitations. Au son de la corne de bélier, un samedi d'octobre 1665, il proclama à la synagogue qu'il était bien le Messie attendu. Tous les Juifs présents accueillirent cette déclaration aux cris de : « Vive notre roi ! Vive notre Messie ! » Une véritable folie collective s'empara de la communauté smyrniote. Personne ne s'occupa plus de ses affaires, on faisait ses préparatifs pour retourner dans la Terre Sainte et comme suivant la cabbale, l'ère messianique ne pouvait s'ouvrir que lorsque toutes les âmes créées à l'origine du monde auraient passé sur terre, on se hâtait de marier des enfants de dix et douze ans, pour donner le plus tôt possible un corps aux âmes non incarnées et avancer le jour désiré.

Cet enthousiasme qui, à Smyrne, pouvait s'expliquer par la présence et l'action personnelle de Sabattaï Cévi, gagna tous les ghettos d'Europe d'une façon quasi magique. En France, en Hollande, en Allemagne, en Pologne, on s'exalta pour le nouveau Messie, et non seulement la foule, mais les rabbins eux-mêmes et les plus sérieux personnages. On jeûnait, on se macérait ou bien on s'abandonnait à des transports d'allégresse. Les banques se fermaient. Les délégués des communautés les plus lointaines accouraient vers Sabattaï, pour le saluer du titre de roi et mettre leurs richesses à sa disposition. Lui-même, il signait ses messages : « Moi, le Seigneur votre Dieu, Sabattaï Cévi. »

Se proclamer Dieu, c'était bien. Restait à convaincre le Sultan qu'il n'avait qu'à céder la place au nouveau roi du monde. Cela devait aller tout seul, par la vertu d'un chant magique, comme jadis on avait vu les murs de Jéricho tomber aux sons de la trompette.

Toujours en compagnie de sa femme et d'un grand nombre de disciples, Sabattaï, un beau jour, mit à la voile vers Constantinople. Il débarque à la Corne d'Or. Mais sans lui laisser le loisir d'entonner son chant magique, la police turque l'arrête, et le Messie fit son entrée à Stamboul non pas en roi du monde mais en prisonnier chargé de chaînes. Conduit devant le grand vizir, celui-ci le souffleta. Sabattaï, non sans esprit d'à-propos, se rappelant une scène analogue, tendit aussitôt l'autre joue. Après quoi on l'emprisonna, à Constantinople d'abord, à Abydos ensuite, dans un château des Dardanelles.

L'aventure ne finit pas là. Les déboires du Messie n'avaient fait qu'exalter l'enthousiasme des fidèles. Dans toutes les communautés d'Europe, en particulier à Amsterdam, tous les yeux se tournaient vers le château des Dardanelles, qu'on appelait la Tour de la Puissance. Des pèlerinages s'organisaient vers cette tour éblouissante devenue comme un tabernacle où était enfermé le dieu. Dans son château d'Abydos, le prisonnier menait la vie d'un prince. Ses gardiens, gagnés à prix d'or, laissaient pénétrer jusqu'à lui les dévots accourus de toutes parts, et devant sa munificence et la vénération dont ils le voyaient entouré, ils n'étaient pas loin, eux non plus, de croire à sa mission divine.

A la fin, le Sultan s'émut. Un jour des soldats turcs enlevèrent Sabattaï à sa prison royale pour le conduire à Andrinople. Là, un de ses coreligionnaires, médecin du Sultan, vint le visiter dans son cachot et lui dire que son maître lui donnait à choisir entre la mort et le turban. Le Messie n'hésita pas. Il se fit musulman. Pour le récompenser d'une si prompte obéissance, Mahomet IV lui confia une charge au palais, avec un traitement honorable. Quelle déception dans le ghetto ! Un dieu qui se reniait ! Un dieu qui prenait le turban ! Il y eut pourtant des gens pour garder leurs illusions. Ce reniement n'était qu'une apparence. Moïse lui-même, n'avait-il pas été obligé de vivre en Égyptien à la cour du Pharaon?... Aujourd'hui encore, dans maintes communautés orientales, il ne manque pas de cabbalistes pour affirmer que Sabattaï Cévi n'est pas mort. Ils se trompent, je crois. En tout cas, des documents officiels relatent qu'il finit ses jours dans le petit port de Dulcigno, en 1677, après s'être marié une cinquième fois, ce qui n'est

pas mal pour un homme qui n'aimait pas les femmes.

Baroque histoire! Mais qui exprime à merveille ce côté enthousiaste, épris de merveilleux, toujours prêt à s'évader dans le rêve, qu'il y a dans l'âme juive, et qui s'oppose à ce que des siècles d'éducation talmudique ont mis en elle d'esprit critique, ergoteur et desséché.

**Jérôme et Jean Tharaud.**

*(A suivre.)*

# Jean Law en France [1]

## CHAPITRE VII

Les boutiquiers de la rue Quincampoix qui connaissent la plupart des agioteurs pour les voir entrer et sortir des maisons, remarquèrent, dans le courant de mai, que M. Vincent Le Blanc riait souvent tout seul en allant à son bureau.

Il venait de découvrir le nouvel émissaire de Law, un certain André, hier aplati, ruiné, dont les billets ne valaient pas le prix du papier et qui réapparaissait plein d'aisance sur son ancien terrain, vêtu d'un habit neuf payé par Bourgeois. Il l'égayait de l'entendre discourir au milieu des buveurs, ma foi attentifs, du café de Rainton ou du cabaret de *l'Epée de bois*, et de le regarder rafler aux agents de change éblouis les actions offertes de la Compagnie d'Occident. Il ne lui en voulait point. Ce pauvre hère faisait son métier ! Mais il l'exaspérait que d'autres l'imitassent, qui ne devaient pas être tous, quand même, au service de la Banque.

— Hé, Mississipiens ! criait Le Blanc à ces sots, d'une grosse voix moqueuse.

Une bizarre opération, réalisée pour la première fois en

(1) Copyright 1927 by Librairie Plon Cf. *la Revue Universelle* du 15 mai et 1er janvier 1927.

France par le directeur de la Banque royale, était à l'origine de cet entrain subit. Law avait acheté publiquement, quelques jours plus tôt, deux cents actions livrables dans six mois à 500 livres, c'est-à-dire avec 200 livres de prime. Pour étonner mieux les agioteurs, il avait versé tout de suite, à titre de dépôt, les 40 000 livres de différence.

Les naïfs, faciles à duper, étaient désormais sûrs, en voyant agir ainsi celui qui savait le dessous des cartes, que les actions monteraient. Elles montaient déjà.

— Parbleu oui qu'elles montent, ricanait Le Blanc, puisque vous vous jetez dessus.

Il haussait les épaules, quand les gens aveuglés essayant de le convertir lui répétaient les chiffres cités par André. La Compagnie d'Occident possédait 3 millions et demi en caisse, 750 000 livres de marchandises, vingt et un vaisseaux.

— Nous autres, nous avons les Fermes, ripostait le grand agioteur. Entrez donc l'*Anti-système*, au lieu de croire en ce filou. Vous ferez une meilleure affaire.

Tous ces bruits contraires débordaient maintenant le milieu particulier de la rue Quincampoix et, passant par-dessus la foule indifférente, pénétraient le monde de la Cour.

Si M. le Duc, M. le marquis de Lassay, l'époux secret de Mme la duchesse la mère, et le toujours avide duc de La Force n'ignoraient pas quelle conduite tenir, la plupart des seigneurs, mal au courant, sollicitaient de Law un avis. Sans leur rien révéler, considérant avec sagesse que le secret dans ces sortes d'affaires est à la base du succès, il leur conseillait simplement de copier les gestes de ses émissaires.

— Achetez quand André achète. Vendez quand il vend.

Dans les salons, les dames, en faisant des châteaux de cartes, qui était le dernier jeu à la mode, demandaient, curieuses : « Qu'est-ce que c'est qu'une action? » Mme la comtesse de Verrue, la mère de la princesse de Carignan et l'ancienne maîtresse du duc de Savoie, qui s'était enfuie de Turin en volant à Victor Amédée sa collection de médailles, le savait déjà. Elle commençait d'acquérir de ce papier, à l'imitation de Mlle Trent, une Anglaise vivant à Paris et que renseignait l'unique confident de Law, son compatriote milord Gage.

Autour du banquier, le bourdonnement grossissait. On

le questionnait pour savoir quand on verrait enfin le système que tous ces ignorants supposaient sans doute être une machine du genre de celle de Marly.

— Rien n'est prêt, répondait Law en s'échappant dans un mouvement gracieux.

A la vérité, tout était prêt. Ce fut du moins ce que pensèrent les personnes attentives dès que parut, à la fin de mai 1719, l'édit qui incorporait à la Compagnie d'Occident la Compagnie des Indes occidentales et la Compagnie de Chine. La nouvelle compagnie prenait le nom de Compagnie des Indes et, héritant de leurs divers privilèges, devenait la maîtresse de l'Océan. Il était facile de soupçonner Law de vouloir s'emparer de la totalité du commerce maritime. La Compagnie d'Afrique et la Compagnie de Saint-Domingue, qui demeuraient encore indépendantes, se doutaient bien que leurs jours étaient comptés.

Devant les murmures soulevés par cet accaparement réalisé ou prochain, le directeur de la Banque, qui avait un vif souci de sa sécurité personnelle, exigea orgueilleusement d'être gardé contre ses ennemis. M. le Régent, que cet effroi persistant amusait, lui dépêcha M. de Beuzwal, major des gardes suisses, avec l'ordre de ne jamais quitter le personnage.

Comme il arrive souvent, il se croyait menacé parce qu'il devenait menaçant. Il triomphait aussi d'une façon qui ne plaît pas aux Français ; il triomphait sans modestie. Sa manie de tout critiquer, de ne considérer jamais bien fait que ce qu'il faisait lui-même, éclatait dans l'édit de réunion où il mettait dans la bouche du Prince des paroles insolentes de nature à blesser ses prédécesseurs dont il piétinait publiquement l'incapacité.

Dans ces conditions, le Parlement, ayant reçu l'édit en vue d'enregistrement, ne balança plus à remuer. Il convoqua les anciens directeurs de la Compagnie des Indes, MM. Champigny et Sandrier, le syndic, les Malouins, qui en tenaient tout le commerce et le directeur de la Compagnie de Chine. Aucun ne se fit faute de protester contre de si vilaines accusations. MM. les députés furent alors priés de donner leur avis. Celui de Lyon déclara que le commerce des soies et des cotons serait ruiné en France si l'on permettait l'introduction des marchandises indiennes. Celui de Rouen se moquait de pareilles interdictions, mais ne voulait pas

voir entrer la moindre épice. Celui de Bordeaux s'indigna contre tout.

Ce n'était plus l'excellent Fénelon. Il avait demandé, au mois de février, à se démettre de sa charge, la Banque royale l'occupant entièrement. Il fut furieux des méchants propos de ce Billate, son successeur.

Law calma sa colère :

— Il en sera toujours ainsi. Visez l'intérêt général, vous aurez contre vous les intérêts particuliers. Les députés ne sont pas assez avancés en ces matières pour comprendre que tout le commerce et toutes les finances d'une grande nation doivent tenir dans une seule main, celle de l'État. Lorsqu'on en sera arrivé là, et j'y pousserai de toutes mes forces, on verra l'âge d'or sur la terre.

Le Parlement ne fut pas de cet avis. Il préférait que le commerce fût laissé à différentes compagnies. En conséquence, il repoussa l'édit le 17 juin. Le même soir, le Conseil, sur l'ordre de M. le duc d'Orléans, décida qu'il serait considéré comme enregistré.

Les bavardages des robins n'avaient encore servi à rien.

Le privilège accordé à la Compagnie des Indes prévoyait qu'elle paierait les dettes des deux compagnies défuntes, auxquelles s'ajouta bientôt la Compagnie d'Afrique, englobée à son tour. Dans ce but, on l'autorisait à augmenter son capital de 25 millions par le moyen de 500 000 actions nouvelles.

Law, qui créait ainsi selon lui de la richesse, et fidèle à son autre principe que le numéraire doit toujours être égal à la demande, sollicita d'abord du Conseil que la Banque fût autorisée à imprimer 100 millions de billets de plus.

Le 10 juin, les *moulins* commencèrent de tourner à l'heure même où le vieux débauché d'Effiat rendait son âme à Dieu ou au diable. Ce devait être plutôt à Dieu qui le punissait de son avarice en le faisant mourir dans un si beau moment.

La souscription fut ouverte dix jours plus tard. La Banque vendait les actions de 500 livres avec 50 de prime pour les mettre au niveau des anciennes qui atteignaient maintenant ce prix. Mais elle ne réclamait que 75 livres comptant et acceptait que le solde fût payé en dix-neuf versements mensuels.

Law était anxieux de savoir quel accueil le public réserverait à cette combinaison avantageuse. Il arriva donc, le

20 juin, de bonne heure à la Banque qui était installée depuis le mois d'avril avec la Compagnie et la Ferme des tabacs, à l'hôtel de Nevers (1), rue Vivienne, l'hôtel de Mesmes ne convenant plus à une si considérable affaire. Le nombre des officiers avait été augmenté et les ouvriers s'occupaient à pratiquer de nouveaux bureaux. L'entreprenant homme s'était encore rendu acquéreur de six autres maisons voisines avec l'intention de les faire démolir pour construire à leur place un grand bâtiment superbe, destiné à l'établissement d'une bourse publique comme à Londres et à Amsterdam, et qui contiendrait aussi les bureaux de la poste, à l'étroit rue des Bourdonnais.

Ce jour-là, Law ne pensait qu'aux prochains souscripteurs. Il guetta la venue des premiers et se réjouit de voir le lendemain leur nombre augmenter. L'engouement du public devient tel que le banquier qui ne l'avait pas prévu si rapide, prit sur-le-champ une décision habile. Sous le prétexte de favoriser les actionnaires du début, mais en réalité pour provoquer une hausse générale, il obtint, le 30 juin, un édit qui obligeait l'acheteur d'une nouvelle action à en présenter quatre anciennes.

Le résultat ne se fit pas attendre. Chacun courut après les *mères* pour pouvoir souscrire aux *filles*. Les gens rebondissaient de la rue Vivienne à la rue Quincampoix ; les cours montaient ; ils atteignirent 600, 700 et le mouvement toujours s'accentuait.

Le 10 juillet, le livre de souscription une fois fermé, Law, laissant les avares compter leurs bénéfices et les ignorants s'étonner d'un si prompt succès, vit clairement un danger dont personne ne se doutait. La Banque, d'un côté, et les Mississipiens vendeurs, de l'autre, venaient d'accaparer une forte partie des billets et des espèces. Si l'on n'y prenait point garde, le public s'apercevrait bientôt de leur raréfaction. Logique et s'appuyant sur son vieux principe que le numéraire doit être toujours égal avec la demande, il fit le 20 juillet, après autorisation, cent nouveaux millions de billets qui avaient le double avantage à ses yeux de donner à la circulation une aisance indispensable et d'empêcher les souscripteurs de céder leurs actions pour se procurer l'argent nécessaire à leurs besoins, ce qui eût déclenché la baisse.

(1) Aujourd'hui, les bâtiments anciens de la Bibliothèque nationale.

Mais cette menace aussitôt parée, Law en découvrit une autre peut-être plus grave. La Banque avait émis déjà quatre cents millions de billets remboursables à vue. Or toutes les espèces du royaume ne dépassaient pas un milliard et demi. Il existait donc un déséquilibre périlleux entre le papier et le métal.

Ce même 20 juillet, avec une hâte justifiée, il réclama la place de surintendant des monnaies de France. Maître de tout le numéraire, il pouvait, en cas de crise, défendre la Banque en soutenant le papier par le remaniement du métal. Cette nomination fut enlevée au Régent quelques heures à peine avant que Son Altesse Royale ne quittât précipitamment le Palais-Royal pour se rendre auprès de Mme la duchesse de Berry, sa grosse fille folle qui agonisait.

Le matin du 21, on apprit en même temps la mort de la princesse, et que le père avait presque perdu la raison. Jour néfaste pour tout le monde !

A onze heures, Bourgeois annonçait à Law que la *Compagnie anglaise de la mer du Sud* demandait tout à la fois le fonds de plusieurs millions qu'elle possédait à la Banque. Que fallait-il faire ?

— Délivrez noblement, commanda le directeur.

Derrière la compagnie de Londres que William lui avait naguère amenée, il avait vu l'hideux profil de Blunt qui la manœuvrait. Le vieux puritain avait grandi en puissance depuis le temps de la maison de bière de Piccadilly, mais il avait conservé intacte sa haine incompréhensible contre ce compagnon de jeunesse.

Le 22, Law saisit l'ampleur du complot. C'est Vincent Le Blanc ; ce sont les Paris qui viennent à leur tour se faire rembourser des sommes immenses. Le 23, imités déjà par un certain nombre de personnes, ils réapparaissent encore avec leurs fourgons. Leur intention est claire ; ils veulent culbuter la Banque. Le coup a été préparé de longue main. Mais ils ont attendu pour l'exécuter le moment le plus favorable. Ils n'en pouvaient choisir de meilleur que celui où M. le duc d'Orléans, fou de douleur, est incapable de gouverner. Le 24, Law joue la dernière carte qui lui reste. Il se précipite au Palais-Royal ; il exige suppliant de parler au Régent et il lui arrache un édit qui diminue tout de suite les espèces d'or. Il va prendre la même mesure qu'il préconi-

sait jadis à Édimbourg quand la foule se ruait vers la Banque d'Écosse.

Le 25, au matin, coup de théâtre. Les louis ne seront plus reçus que pour 34 livres au lieu de 35. L'intérêt l'emporte sur la haine. Les gens qui ne sont plus guère tentés d'échanger des billets d'une valeur immuable contre une monnaie amoindrie, rapportent 10 millions rue Vivienne. La Banque est sauvée.

Law avait terrassé ses ennemis. Mais il n'en demeurait pas moins inquiet, car il les savait redoutables. Ceux qu'il craignait le plus, c'étaient les Paris, appuyés de toute la maltôte. Pendant longtemps, il les avait ménagés, sollicitant leur concours, leur proposant une dernière fois, au mois de mai, de réunir les Fermes générales à la Compagnie des Indes avec la promesse de quatre places de directeur. Leur froideur ne s'était pas laissé entamer. Ils repoussaient l'alliance et voulaient la guerre. Law prévoyait sagement qu'ils ne se reconnaîtraient pas vaincus après une seule défaite et qu'ils retourneraient sans délai contre la Compagnie leur attaque manquée contre la Banque. Aidé du puissant Le Blanc, ils allaient s'appliquer à provoquer la baisse des actions.

Rien ne pouvait effrayer davantage le banquier dans le moment où il se préparait à lancer une souscription nouvelle de cinquante millions dont le produit devait lui servir à acquitter le prix du bail des monnaies. Pour que ces prochaines actions fussent, en effet, bien accueillies, il était indispensable que les anciennes se maintinssent à leur cours élevé, avec encore une tendance à la hausse capable d'exciter l'avarice du public.

Ce fut dans la soirée du 25 juillet, immédiatement après la victoire remportée sur les Paris, que se posa devant Law ce problème pressant. Il n'eut pas le temps matériel de lui trouver une solution tout ensemble prompte et honnête.

Il avait convoqué pour le 26, à une époque où il était impossible de soupçonner la récente offensive de ses ennemis, la première assemblée générale de la Compagnie des Indes. De telles séances comportent un inévitable discours. Tandis qu'il le rédigeait, l'œil sur la montre, il s'aperçut vite que les circonstances lui interdisaient de présenter aux actionnaires la vérité sans voiles.

Quel éclat de rire, rue Quincampoix, dans le clan de

Vincent, si Law avouait naïvement que la Louisiane était une affaire merveilleuse, mais qui ne produirait point de bénéfices considérables avant plusieurs années. Pour sauver son œuvre, il était forcé de mentir. Il essaya du moins de le faire loyalement, si les deux mots peuvent se joindre. Car tout de même, il ne possédait pas que la colonie ! Il additionnait des chiffres sur une feuille : recettes des tabacs, des monnaies, et la rente due pour les billets d'État. Quand il en vint aux profits du commerce, sa plume tâtonna et son esprit aussi. Il torturait le total, changeait le 3 en 5, rayait tout. « Il faudrait plus », répétait-il en cherchant un nombre assez grand qui lui permît de donner un intérêt égal à celui annoncé par les chefs de *l'Anti-système*. Son imagination ardente, sa volonté de l'emporter luttait tragiquement dans la nuit contre la dure réalité.

Le lendemain, sûr de tenir ses promesses, bien qu'il lui manquât, en dépit d'un ferme optimisme, deux millions presque pour boucler la balance, il annonça aux actionnaires, battant des mains, l'acclamant, qu'il paierait à partir du 1er janvier 1720 deux dividendes de 6 pour 100 chacun, soit soixante livres par action. C'était formidable.

Quelques heures plus tard, le cours de 1 000 livres était atteint.

Le 27 juillet, Law ouvrit sans désemparer la souscription dite des *petites filles*, parce qu'il était nécessaire, pour y participer, de détenir cinq *mères* ou *filles*. Les titres étaient de 500 livres, mais la Banque les vendait au cours de 1 000 livres en acceptant encore le paiement en vingt versements de 50 livres.

Law avait pensé d'abord, ce qui eût été logique, séparer l'action et la prime, et exiger celle-ci comptant. Mais la crainte de ralentir l'entrain du public et, par conséquent, de faire venir la baisse, le contraignit de ne pas observer ici les vrais principes. La théorie est une chose, la pratique en est une autre. Il courait au plus pressé qui était de se maintenir devant ses ennemis et de les empêcher de l'abattre.

Les 50 000 actions furent enlevées avec une extraordinaire rapidité. Elles montèrent bientôt à 1 500, 2 000 et 3 000 livres. Le Blanc, usant de tous les bons vieux moyens, fit courir le bruit que les Espagnols avaient causé des ravages au Mississipi. Il y eut un fléchissement mais insignifiant.

La première quinzaine d'août fut remarquable par une nouveauté qui ne dura point. Law, accordant quelque vacance au docile conseil d'État, ne lui porta, pendant cette période, aucun arrêt à rendre.

Aimable instant ! Tandis que la guerre se poursuit favorablement, et sans que nul ne s'en soucie, Paris s'émerveille de posséder un si grand homme trop longtemps méconnu, et M. le Régent de voir que le Trésor n'est plus jamais vide depuis qu'il suffit d'un trait de plume pour le remplir. L'ère navrante des économies semble enfin close. Les pensions de Louis XIV, supprimées par cet ennuyeux nigaud de duc de Noailles, sont rétablies le 20 août, et la Cour reconnaissante encense Law indécemment.

On rappelle les sujets que les malheurs du royaume avaient poussé naguère à s'expatrier. Rue Quincampoix, les Mississipiens enrichis enflent les cours. Les actions dépassent quatre mille livres. André renvoie maintenant ses sarcasmes à Le Blanc qui, d'accord avec les Paris, s'entête à attendre son heure.

Ce fut au milieu de ce bien-être général renaissant que le bon William débarqua de Londres accompagné de sa femme Rebecca, grosse à pleine ceinture. Il avait été d'abord un peu inquiet pour son argent à la fin de juillet. Mrs William Law, qui ne connaissait pas le génie de la famille, éveillait en lui, toujours dans les premiers feux du mariage, certains doutes qui ne seraient point venus au célibataire. Jean, sûr de soi, fit mieux que de le rassurer. Il avait besoin d'un second absolument digne de sa confiance. Il engagea donc le cadet à passer le détroit avec l'offre d'une place de directeur de la Banque et d'une place de directeur de la Compagnie. Le garçon, n'avait point réalisé une éclatante fortune. Il accepta ravi cette proposition.

L'aîné l'accueillit comme un seigneur. Il lui donna pour son logement deux maisons rue des Petits-Champs, à proximité de l'hôtel de Nevers. William aurait bien voulu être suivi aussi par un major des gardes suisses, mais il comprit qu'un si grand honneur ne lui revenait pas encore.

Quant à Rebecca, elle trouva sa belle-sœur très hautaine et ses neveu et nièce bien fiers. Le jeune Jean, en dépit de M. le maréchal de Villeroy, outré d'une telle chose, avait été admis aux jeux du roi et ne paraissait pas priser cette faveur de façon légère. Mais elle admira le

plus fameux des Law dont l'orgueil était si naturel qu'il n'embarrassait point son personnage.

William se mit tout de suite à fureter. Il s'aperçut que le Prussien Vernezobre vendait son crédit et il conseilla sérieusement à son frère de s'en méfier. Il reçut les confidences de Fénelon, du Revest et Bourgeois, qui commençaient d'être las de signer les billets dont le nombre se multipliait formidablement.

— Mes bras m'abandonnent, soupirait le gentil Bordelais.

— Pourquoi ne me l'ont-ils pas dit plus tôt?

— A vous! Ils n'oseraient pas. Vous êtes un si puissant génie.

— Vous découvrez toujours facilement, William, le pourquoi de tout, remarqua Law sans rougir. Eh bien, je préparerai un arrêt pour charger trois autres commis des signatures. D'ailleurs, j'ai l'intention d'émettre des billets de dix mille livres, cela simplifiera le travail. Mais qu'ils m'accordent un court répit. Vous savez ce dont je m'occupe présentement?

— Je ne suis pas, hélas! le seul qui connaisse cet important secret! Votre Vernezobre me paraît l'avoir flairé déjà, si j'en crois certains murmures de ses émissaires. Car ce particulier a des émissaires à lui.

— Que me contez-vous encore?

— La vérité pure!

— Qu'importe à présent, puisque demain 27 août, nul n'en ignorera plus rien.

Vernezobre ne tenait peut-être pas sa langue par intérêt; mais ses émissaires, dans le même but, ne devaient point en avoir trop dit quand même. Le public s'attendait si peu à ce surprenant arrêt qu'il produisit un effet foudroyant.

Le roi subrogeait la Compagnie des Indes aux lieu et place d'Aymard Lambert. L'*Anti-système* était détruit sous l'œil pâle de d'Argenson, qui, en bon courtisan, accepta le camouflet sans élever la moindre plainte.

Les Paris avaient payé le bail des fermes 48 millions et demi. Armand Pillavoine, autrement dit Law, le leur arrachait en en donnant 52 millions. C'était pour l'État une bonne affaire et pour l'adjudicataire aussi. L'opération possédait surtout à ses yeux le mérite de le délivrer définitivement des sourds complots tramés contre lui par Vincent Le

Blanc, et dont certains auraient porté, si le directeur de la Compagnie, toujours aux aguets, ne s'était pas employé à en annuler, par des ripostes coûteuses, les premiers mauvais résultats. Ce nouveau succès mata les opposants. Le Blanc lui-même rendit les armes et se mit au service de la Banque.

D'un coup de talon, Law a écrasé les vipères de la rue Quincampoix. Mais parce qu'il n'est pas un de ces mesquins petits financiers qui ne visent que leur intérêt personnel, il va faire plus et mieux. Il abattra la maltôte, serrée hier derrière les Paris. Car il veut à la fois le bien de ses actionnaires et le bien du royaume. Il jure qu'il ne cédera à personne la moindre partie de son privilège. Maître de la perception de tous les impôts, il décide de faire gérer, par sa propre compagnie, cette administration jusqu'alors si médiocre. Il promet des réformes et des économies. Il supprimera les fermiers généraux et les receveurs. Il l'annonce à ces personnes alarmées, en leur déclarant de haut qu'il conservera seulement les plus capables. Il en choisit trente, les nomme directeurs et leur accorde six mille livres par an. Le temps des petits tyrans est passé. Il le dit sans se douter qu'on est à la veille d'en voir surgir un seul et le plus grand de tous.

Le voici presque à l'apogée de la puissance. Il a les tabacs, les monnaies, les finances, la banque, le commerce maritime et la Louisiane. Il ne reste plus rien à prendre que l'humble Compagnie de Saint-Domingue. Il s'en emparera aussi... mais plus tard.

Il doit, avant, accomplir un travail gigantesque qui couronnera ses efforts et auquel il s'est engagé en rédigeant l'article 4 de son nouveau bail. Il se dispose simplement à annuler les dettes de l'État.

Il faut rembourser les receveurs généraux, il faut rembourser les charges et offices, il faut rembourser les actionnaires de l'*Anti-système*, il faut rembourser le papier de la caisse des receveurs et les derniers billets d'État. Eh bien! il remboursera tout. Quelle est la somme nécessaire? Il a dit d'abord 1200 millions. Il en offre 1500 et s'emploie à les trouver.

Le 13 septembre, il ouvre, dans ce but, une nouvelle souscription de 100 000 actions de 500 livres. Les anciennes valant aujourd'hui 5 000, la Banque les vend au même taux, mais elle ne demande que le dixième comptant. Autre

gracieuseté : il n'est plus besoin, pour obtenir ces *cinq cents*, comme on les appelle, d'avoir des *mères*, des *filles*, des *petites-filles*.

C'est instantanément la ruée vers la rue Vivienne. Les fonds manquent-ils? On en trouve en se débarrassant des anciennes actions qui tombent à 4 000, tandis que les nouvelles vont à 8 000. L'enthousiasme général cependant ne gagne pas les rentiers forcés de payer au prix fort rue Quincampoix ce qu'ils auraient dû avoir pour 5 000, si les agioteurs n'avaient pas déjà tout raflé. Ils protestent.

Law, toujours obligeant, les approuve et les satisfait. Il fait rendre le 22 septembre un arrêt qui déclare que la Banque n'acceptera plus des souscripteurs que les valeurs remboursées et les billets et refusera le métal.

Le 28, il lance 100 000 actions de plus ; le 2 octobre, 100 000 autres, et le surlendemain 24 000 encore, que personne ne semble avoir autorisées. Les 1 500 millions seront ainsi largement dépassés.

Ce n'est plus la ruée, c'est la bataille. Les abords de l'hôtel de Nevers sont si remplis de carrosses et de monde que quiconque s'y aventure, risque sa vie. Il y a des gens écharpés, piétinés, broyés. Le sang coule par-dessus la sueur. On pousse, on hurle, on se bouscule. Chacun veut mordre à la fortune qui est là toute proche, au bout des barrières bientôt fracassées, des jardins. On s'ingénie à trouver un moyen d'en prendre un morceau, sans perdre un membre dans la bagarre. On graisse grassement la patte aux portiers ; on se souvient d'un ami qui connaît un sous-caissier, un porteur d'argent, un valet. On se jette aux genoux de ces particuliers, on les comble de présents. Gagner une heure, c'est gagner par action 1 000, 2 000 livres, plus encore. Pour mieux traverser la foule, quelques-uns se travestissent en laquais de Law.

Les seigneurs, eux, vont directement à l'hôtel de la place Vendôme ; il faut bien lui redonner ce nom, puisque le public s'obstine à ne pas l'appeler place Louis-le-Grand. Les ducs et les duchesses montent la garde sur la chaussée, supplient Thierry qui tient la porte. Le grand homme est-il vraiment invisible? On insiste, on s'insinue dans le vestibule, on pénètre enfin dans le cabinet. Les femmes sont les plus intrépides. Ce ne sont que « cher Law » cajoleurs. Elles ne se fatiguent pas de louanger avant de solliciter.

— Vous êtes le soutien et l'unique ressort de la monarchie.

— Génial restaurateur d'un royaume ruiné, accordez-moi...

— Les temps passés n'ont jamais connu un travail pareil au vôtre.

— Vous serez béni par les hommes des temps futurs, comme par les hommes des temps présents ; je souhaiterais avoir cent actions.

— Vous avez réalisé ce que Louis XIV n'a pas été capable d'accomplir ; voudriez-vous...

Il demeure froid par calcul. Une fois, il se fait même brutal. Interrompant leurs élogieux bavardages, il dit avec un grand naturel :

— Mesdames, je vous demande mille pardons, il faut me laisser aller.

— Non, non, cher Law, gémissent-elles.

— Alors je crèverai, car j'ai un fort besoin de pisser.

— Pissez ici autant qu'il vous sera agréable. Mais ne nous abandonnez pas.

— Et vous l'avez fait devant elles? interroge Catherine à qui, enfin débarrassé des quémandeuses, il conte ce trait en riant à se rendre malade.

— Hé oui. Je serais mort autrement. Et vous? Avez-vous eu beaucoup de duchesses?

— Trente au moins. Elles finiront par me nettoyer mon éponge. Je ne connais pas de plus ennuyeux animal en ce monde.

On s'avilit place Vendôme ; on se bat rue Vivienne, rue Quincampoix en sortant de l'une ou de l'autre, on va gaiement faire fortune.

Les actions montent, montent, montent. On peut vendre, racheter, revendre en s'enrichissant toujours. Naguère, les négociations avaient lieu dans les maisons. Mais a-t-on encore le temps d'entrer, de gravir des étages, de pousser une porte? A l'imitation de Londres, on trafique aujourd'hui dans la rue. La place manque d'ailleurs pour que les gens de métier aient chacun une chambre. Déjà, ils ont pris, contre de lourds pots-de-vin, leur boutique aux artisans. Tous les loyers atteignent des prix exorbitants. Une noire échoppe est louée plus cher que la maison entière un an auparavant. Certaine est si petite que le bonhomme qui y

niche n'a pas pu placer une table dans cet antre. Il se sert comme pupitre volant d'un bossu qu'il retourne le nez sur le mur quand ses clients ont une signature à donner. Les logements ont été partagés en quantité de bureaux que tiennent des Allemands, des Suisses, des Genevois, des Italiens, des Anglais, des Hollandais, des Flamands, des Lyonnais, des Languedociens, des Provençaux, des Dauphinois, des Gascons, des Normands, des Lorrains, des Francs-Comtois et un seul Parisien.

Chacun s'est improvisé courtier, depuis le grand trésorier de France jusqu'à un garde du corps terré dans un trou, sous l'enseigne du cabaret *A la Ville de Cinquentin*.

Il n'y a pas que les seules actions qui soient recherchées. On s'arrache maintenant à des cours insensés tous les papiers dont avant l'arrêt du 22 septembre on aurait fait des cornets. On vend, on achète des billets blancs, des billets noirs, n'importe quoi qui puisse être échangé rue Vivienne ; n'importe quoi en effet, puisqu'un filou, l'autre jour, a glissé à un naïf des billets d'enterrement en place d'actions. Et qu'on ne s'avise pas surtout de vouloir payer avec des espèces métalliques, puisque la Banque les refuse. « Vous n'avez que de l'or? Dans ce cas, rien de fait ! » Certain coquin perfide insiste-t-il? L'honnête courtier n'hésite point à tirer l'épée. La foule les sépare, mais en s'indignant contre le traître.

Toutes les conditions sont confondues dans cette cohue où se bousculent, dans une égalité inconnue jusqu'alors, les grands seigneurs, les gens de robe, les pédants docteurs en Sorbonne, les moines sales, les curés gras, les abbés poudrés, la pourpre romaine et les bedeaux. M. le duc de La Force, salue M. le duc d'Antin. M. le Duc qui a renvoyé Mme de Nesle, cette coureuse, et qui a maintenant la mignonne Mme de Prie, cette gloutonne, tend les dents. Il a gagné 8 millions, il en aura 12, il en veut 20. M. le prince de Conti qui ne brilla point à la guerre dont il vient de revenir en litière est toute la journée fourré ici.

Rue Aubry-le-Boucher, et jusque dans les rues Saint-Denis et Saint-Martin, stationnent de longues files de carrosses. Les curieux se mêlent aux agioteurs. Pour guider les ignorants dans leurs transactions, moyennant rétribution, se faufilent encore à travers la foule des gens de vocation mécanique, des commis de financier, des filous et des intrigants qui

paraissent un jour en militaire et le lendemain en abbé. L'œil gai et prometteur, les agioteuses, de leurs attraits, frôlent les hommes à visage ahuri. Beaucoup de ces donzelles savent habilement enlever le portefeuille. Des vieilles hideuses, en jouant sur les mots, promettent aux provinciaux des *petites filles* qui sont des demoiselles de biscornette.

On mène aussi rue Quincampoix les nobles dames pour leur donner de l'amusement. « Où est le bossu? » réclament-elles en sautillant. Le matin on vient y prendre le café. Ce sont deux épouses de financiers, Mmes Savalette et de Villemur, qui ont lancé cette mode. L'après-dîner, on joue aux quadrilles.

Aux alentours, les marchands de vin, les cabarets, les rôtisseurs, les traiteurs, les marchands de soupe au détail ne désemplissent pas. On entend crier partout : Dix mille, onze mille, douze mille. Certains gagnent là des châteaux et d'autres y perdent le leur.

— Qui est-ce? Qui est-ce? interrogent les dames.

— C'est Bragousse. C'est Jossier. C'est André.

André ! Des broderies d'or chargent son habit de velours. Le temps est passé où Bourgeois payait son tailleur. Il a maintenant des millions par dizaines et se prépare à marier sa fille qui a deux ans à M. le marquis d'Oise. Le grand-père, peaussier à Montélimar, va en mourir de joie.

On raille peut-être un peu les *hommes nouveaux*, mais d'abord on les envie. Ils sont si couverts de millions, ils les dépensent avec tant d'entrain.

La Chaumont, une grosse Meusienne que Law a d'abord employée au temps de l'*Anti-système*, achète un château ou un hôtel tous les jours et commande des tapisseries aux Gobelins. On sert chez elle à chaque repas un bœuf, deux veaux, six moutons. Dalesmes, un parricide qui a été condamné à mort à Bordeaux, a un pot de chambre en or. Saint-Germain, un peintre qui a fait ses académies à l'école des cadets de Tournai et se livrait naguère au négoce des tableaux, a quatre-vingt-dix domestiques dont quatre demoiselles de qualité pour femmes de chambre. Les repas qu'il offre sont célèbres. Qui touche un gros melon en fait rejaillir plusieurs petites fontaines de liqueurs spiritueuses qui charment l'odorat. Le maître du logis appuie-t-il sur un ressort imperceptible, une figure artificielle se met à

tourner autour de la table en versant du nectar aux dames.

Des changeurs, des abbés, des garçons de cabaret, des laquais ont fait des fortunes incroyables. Les billets qui valent plus que l'or s'envolent facilement de toutes ces mains. Un domestique, millionnaire en un jour, se commande un carrosse, exige ce qu'il y a de plus beau jusqu'aux armes. On lui met celles du roi et il est conduit à la Bastille. Brigaud, fils d'un boulanger de Toulouse et qui n'est pas moins fou, achète le magasin entier d'un orfèvre et donne ordre à sa femme de disposer convenablement les pièces pour un prodigieux souper. Les invités ne se retiennent pas de rire. Un encensoir sert de sucrier, des calices de salières. Le potage est apporté dans un bassin à offrandes et le rôti dans un ustensile de forme ovale réservé à l'ordinaire pour la garde-robe.

C'est une époque inouïe et on n'en reverra jamais de pareille, prédisent les philosophes ! Mme de Begond a rencontré à l'Opéra son ancienne cuisinière Marie avec des bijoux plus beaux que les siens !

Il n'y a pas que Brigaud qui vide les boutiques ! La dépense est d'ailleurs fort grande partout. Les recettes des théâtres ont décuplé. Chacun veut avoir son carrosse et la circulation est devenue impossible dans les rues. Il s'ouvre constamment de nouveaux cabarets. Les étrangers commencent d'arriver en tel nombre qu'on ne trouve pas de logement. Ou bien ils sont à des prix fabuleux. On ne sait plus la valeur des choses. Dernièrement, à la vente de l'abbé Baluze, l'illustre érudit, une édition de Sénèque imprimée à Rome en 1455 a atteint le chiffre inconnu de 501 livres. Claude Chesneau sieur du Marsais, que Law y avait envoyé acheter des livres, en a cru mourir de saisissement.

Le luxe gagne toutes les classes. Personne n'accepte plus de vivre simplement. Les laquais portent des étoffes d'or et les maîtres des diamants d'une grosseur insolente. Jamais on n'a vu de pareils raffinements. Jamais, hélas ! aussi, les personnes n'ont été si grossières. Les jeunes gens ne font plus la cour aux femmes. Ils ne pensent qu'à l'argent et se livrent aux plus basses débauches. Quelle époque pervertie et qui nous réserve un triste futur ! Madame le dit à son fils le Régent : « Autrefois, on n'entendait pas parler d'histoires aussi horribles qu'à présent. » Mais cette forte Allemande ne s'en prend pas à Law qui est un homme extraor-

dinaire pour les finances. Son revenu, grâce à lui, ne vient-il pas d'être augmenté de cent cinquante mille livres?

Ce personnage généreux accorde aisément des gratifications. Il en a fait donner à tout le monde, à Mme de Prie, à M. le duc de Bouillon, à M. le prince de Soubise, à M. le marquis de Rochefort, à M. le comte de Clermont-Tonnerre. Personne n'a été oublié, ni ce coquin de président de Mesmes, ni cet ivrogne de Rouillé du Coudray, ni même son vieil ennemi, M. le duc de Noailles, qui a empoché 200 000 livres. Les roués et les maîtresses ont eu aussi leur part de billets et d'actions. On en a remis au petit roi des paquets pour l'amuser. Il les distribue au hasard. Son porte-carreau a reçu ainsi 25 000 livres d'actions qui, rue Quincampoix, lui ont valu une fortune.

Ce M. Law est bien poli! Voilà l'opinion de la cour. Une duchesse reconnaissante lui a baisé publiquement la main. Certaine grande dame, pour attirer l'attention du génie, a fait verser son carrosse place Vendôme devant l'hôtel de Law.

Le pauvre homme! Il n'a de repos ni jour, ni nuit. On le harcèle de demandes ou bien on le fête comme un prince. Il lui faut aussi recevoir les graveurs qui sollicitent l'honneur de reproduire ses traits pour répandre son portrait dans le public. Des poètes écrivent des vers à sa louange. Les railleurs, à leur tour, s'en mêlent, mais sans méchanceté. Un couplet court :

*Je crois qu'on le déifiera*
*Et nous verrons un temps, sans doute,*
*Où quand quelqu'un éternuera*
*On lui dira : Law vous déroute.*

Il hausse légèrement les épaules, au fond plus flatté que blessé. Toute la Cour est à sa porte. Le nonce du pape est venu s'incliner très bas devant Mlle Law qui donne un bal en l'honneur de ses sept ans. Son fils est le camarade de jeu de Louis XV. Sur sa table traîne encore la lettre du chevalier de Saint-Georges, le Stuart prétendant au trône d'Angleterre, qui lui écrit, en sollicitant un secours : « Je m'adresse à vous comme à un bon Écossais et à un fidèle serviteur de M. le Régent ». Lord Belhaven, qui joue rue Quincampoix pour le compte du prince de Galles, lui annonce que l'héritier va venir à Paris et désire avoir la

grande joie de le voir. Milord duc d'Argyl, qui l'appelle son vieil ami, lui adresse le comte de Ilay, en le suppliant de le recevoir. Ce qu'il va faire et tout de suite, par égard pour le gentil protecteur d'autrefois.

Le comte entre dans le cabinet, très ému d'avoir vu tant de beaux seigneurs dans le vestibule. M. Law est sans doute bien occupé. Il s'excuse de le déranger.

— Non, répond Law.

— Si... cette lettre commencée devant vous... Toutes ces personnes dehors.

— Leur métier est d'attendre. J'écrivais à Lauriston, à mon jardinier, pour lui recommander de planter mes choux d'une certaine manière. Pour montrer à Votre Grâce comment je traite le troupeau qui est à ma porte, je vais faire encore avec elle une bonne partie de piquet.

Il ne lui déplaît point de montrer à ses anciens compatriotes quelle est sa puissance dans ce royaume, car il garde toujours secrètement rancune à l'Angleterre de l'avoir repoussé jadis. Il ne pardonne qu'à Edimbourg, fière enfin d'avoir produit un si grand homme, et qui a reconnu ses torts en lui accordant le droit de cité par un beau brevet contenu dans une boîte en or d'une valeur de trois cents sterlings. Ce titre s'ajoutera à tous ceux qu'il achète journellement. Outre Tancarville, il possède maintenant les terres de Roissy, de Guermande, de Domfront, d'Elliat, de la Rivière, de Toucy, d'Orches, d'Yvelle, de Serville, de Gerponville et combien d'autres. Il ne sait plus ; il y en a trop. Il est comte, marquis aussi et deux ou trois fois ; il finira par être duc. C'est surtout pour flatter Catherine, si vaniteuse, qu'il s'est rendu acquérieur de tant de biens.

Lui se contenterait simplement d'être appelé l'homme qui a le plus de génie en France. Mais là-dessus il ne transige point. Il ne supporte pas la moindre contradiction dans les matières où il est maître. Il n'admet point non plus que l'on ne s'intéresse pas activement à ses affaires. Pour cette raison, il hait Crozat et il hait le comte Stairs, l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Écossais comme lui, qui l'a bien accueilli naguère mais à qui il reproche furieusement de ne pas s'être engagé dans le Mississipi. Ce qui commence d'agacer Du Bois, fatigué des échanges de piques auxquelles se livrent les deux ennemis, car Stairs, à son tour, reproche à Law ses liaisons trop étroites avec lord Belhaven et le comte de

Islay, qui sont de la cabale du prince de Galles, le fils maudit du roi, et les générosités encore dont il accable les jacobites et particulièrement le chevalier de Saint-Georges.

— Un peu plus de prudence, recommande l'abbé.

— Ce Stairs est un sot dont je saurai me débarrasser, riposte le financier. Ne m'importunez plus avec ces vétilles et laissez-moi travailler.

Il travaille, en effet, comme un forcené, remaniant tout dans le royaume. Le directeur de la Banque ne se contente point d'imprimer des billets avec un entêtement dangereux. Il s'occupe du commerce, de l'agriculture. Il envisage de reprendre au clergé ses immenses biens incultes et de les donner aux paysans. Il souhaite que dans les campagnes s'élèvent de six lieues en six lieues des hôpitaux pour les pauvres. Il favorise la pêche, aide les manufactures par de larges avances. Il s'intéresse aux grands travaux, fournit les fonds destinés à la construction du pont de Blois, au creusement du canal de Briare. Il veut faire bâtir des casernes en province dans l'intention d'éviter aux habitants de loger les troupes. Il se prépare à rendre Paris port de mer.

Le maître de la Ferme générale, laquelle comprend encore depuis le 27 septembre les salines de Moyenvic et les gabelles d'Alsace et de Franche-Comté, s'est définitivement débarrassé des receveurs généraux. La nouvelle gestion réalise déjà une économie de 2 millions par an. Il est sur le point d'abattre les barrières intérieures, de rendre la liberté aux grains et hâte l'accomplissement de cette réforme tant désirée. Il diminue les droits d'entrées sur la houille, sur le cuir, sur le suif et sur les vins. Il simplifie les droits les plus compliqués et d'une perception coûteuse. Il enlève l'impôt sur les cartes à jouer — il leur doit bien cela ! — Il supprime les officiers des ports, quais, halles et marchés de Paris, ce qui fait brusquement baisser de 40 pour 100 le prix du bois, du charbon, du foin, du pain, du gibier, de la volaille, des beurre, œufs et fromages.

C'est qu'il veut se rendre populaire et lutter contre la vie chère sans paraître se douter qu'elle est provoquée par la masse énorme de ses billets qui représente aujourd'hui presque un milliard de livres. Dans les premiers jours d'octobre il a fait mander les principaux bouchers de Paris au sujet des prix excessifs de la viande. Les réponses de

ces marchands, qui accusent les longues sécheresses d'être cause de la hausse, ne lui ont pas plu. Il les a menacés :

— Je saurai bien vous obliger à trouver le moyen de donner la viande au public au prix que je sais. Autrement, je la ferai donner par d'autres.

Il ne s'en proclame pas moins partisan de la liberté du commerce et le prouve en la rendant au chanvre, puis au tabac. Il se sacrifie ici à ses théories puisqu'il renonce gratuitement au privilège de sa première ferme. Dans le but de défendre quand même ses intérêts, il met un droit d'entrée sur le produit. Il le fixe à 300 livres pour le quintal importé d'Espagne, à 60 quand celui-ci aura été transporté par les vaisseaux de la Compagnie et à 25 seulement si le tabac provient de la Louisiane.

Parmi tant d'occupations différentes il n'oublie pas la colonie. Dès le mois d'août, il l'a dotée de 25 millions de billets particuliers au cachet de la Compagnie des Indes, animé de la double volonté de mettre à sa disposition un accessoire indispensable au commerce et d'acheminer sur les caisses de la Banque les excellentes piastres.

Il développe puissamment Lorient, hier une bourgade et dont il fait un port tout à fait à lui. Il s'applique avec une ténacité remarquable, non exempte de grossières fautes de goût, de peupler la Louisiane.

En septembre 1717, il avait obtenu un arrêt d'une grande nouveauté enjoignant aux laquais et autres domestiques de prendre un certificat signé de leur maître ou maîtresse du jour qu'ils en seraient congédiés et de se placer dans les quatre jours. Autrement, ils étaient considérés comme gens vagabonds et sans aveu susceptibles d'être envoyés au Missisipi. Il avait ramassé, par ce moyen, un certain nombre de drôles et de coquines dévergondées. Il essayait depuis d'attirer à la Louisiane des personnes plus convenables.

Pendant toute cette année 1719, il répand dans la foule des gravures destinées à séduire les imaginations naïves. Au milieu d'un paysage admirable copié sur le paradis terrestre des Histoires saintes populaires, des Indiens bien propres s'agenouillent devant des Français charmés. Les Indiennes, à l'usage des garçons, ont des yeux langoureux et l'on montre aux personnes pieuses des sauvages recevant le baptême. Les descriptions de l'Eldorado de Walter Raleigh qui avaient ravi son enfance servirent à Law pour

les prospectus, qu'il rendit plus alléchants encore en y introduisant les meilleurs récits du capitaine Cinch qui les avaient tant amusés jadis, Merkus et lui. L'or, l'argent, les pierres précieuses abondaient aussi dans ce pays merveilleux.

Il fait publier encore par le *Mercure* le plan de la Nouvelle-Orléans qui est bien la plus moderne des villes, sur le papier. Des aventuriers et même des honnêtes gens se présentent, mais en nombre insuffisant.

Law qui veut aller vite court donc partout après des habitants. A Saint-Martin-des-Champs, il fait marier en un tournemain prisonniers et prisonnières placés sur deux rangs les uns devant les autres. Ils ont le droit de se choisir librement pour être promenés ensuite avec des chaînes aux mains par la ville. A l'hôpital de Bicêtre, aux Enfants trouvés, il offre un million contre la permission de désemplir ces maisons au plus tôt. Mais bientôt, à La Rochelle, cent cinquante filles se révoltent avant d'embarquer. Elles se jettent sur leurs gardiens, les griffent au visage. Elles savent déjà sans doute une partie de la vérité.

La mortalité a été terrible parmi les premiers émigrants. On ne trouve là-bas que des huttes sales et pas la moindre voiture. Certains capitaines aussi, d'un naturel trop gai, ont effrayé les passagers en leur promettant de jeter à l'eau la moitié du convoi pour que le voyage soit rendu plus agréable aux autres.

Bienville, cependant, ne demeure pas inactif. Il a renoncé à l'éparpillement du début et est bien décidé à tout concentrer à la Nouvelle-Orléans dont il veut faire un comptoir important. Il a envoyé des flûtes reconnaître le Mississipi et pense pouvoir prochainement transporter par le fleuve les colons des concessions. Il ne désespère pas et traite d'un ton léger les escarmouches, d'ailleurs sans importance, qui se sont produites entre les troupes de la Compagnie et les Espagnols toujours en guerre avec la France.

Law approuve cet homme judicieux. On réparera les anciennes erreurs ; on n'en commettra pas de nouvelles. Lui aussi garde intacte sa confiance.

Rassuré de ce côté, il prépare une grande expédition de commerce sur les côtes d'Afrique et d'Asie, car il lui faut penser en même temps à tous ses multiples privilèges. Cela ne l'empêche pas de surveiller encore la construction de deux nouveaux hôtels des monnaies à Paris, et de travailler

cinq heures par jour au Palais-Royal avec M. le Régent, le garde des sceaux et La Vrillière aux moyens de parvenir au remboursement des offices et des rentes qui est une grande affaire toujours inachevée dans le détail.

Tant de travaux finissent par abattre cet homme intrépide qui s'alite vers le milieu d'octobre. Le bon William accourt à son chevet, inquiet mais content aussi : Rebecca vient d'accoucher d'un fils que les deux époux ne pouvaient manquer d'appeler Jean. Law, cependant, se relève vite. Il n'a pas le droit d'être malade dans un moment où la rue Quincampoix recommence de lui donner du tourment.

Les cours fléchissent et la baisse semble devoir s'accentuer. Il en découvre facilement la cause. La fin du mois approche et les fonds manquent à quantité de souscripteurs pour payer le prochain acompte. La plupart ont acheté d'ailleurs avec la volonté de prendre leur bénéfice avant le premier versement. Beaucoup ont fait encore des opérations à terme en profitant des avances que la Banque accorde sur les actions déposées.

Law trouve un commode moyen de se rendre maître de la panique naissante. Il porte au conseil d'État, qui l'accepte, un nouvel arrêt modifiant le mode des règlements futurs. Les neuf échéances mensuelles de 500 livres prévues sont remplacées par trois échéances trimestrielles de 1 500 livres. Les actionnaires à qui on ne demande plus rien avant deux mois, sont tout de suite moins pressés de lâcher leurs papiers. Les négociations se raniment à la fin d'octobre et la hausse continue. En novembre, le cours de 10 000 est atteint, puis dépassé. Law voit alors surgir un ennemi sournois qui mérite d'être épié attentivement : c'est le *réaliseur*.

Deux notoires Mississipiens qui ne manquent pas de flair, Bourdon, un ancien garçon de cabaret, et La Richardière, financier de métier, se rendent compte les premiers que « toutes les valeurs orientales et occidentales ne sauraient payer la valeur du papier au point où il en est ». Ils se débarrassent donc de leurs actions, achètent des diamants pour plusieurs millions, échangent une partie de leurs billets à la Banque contre cent mille livres d'or ; après quoi, ils disparaissent. Plusieurs les imitent et acquièrent des immeubles. Ces mouvements dangereux n'échappent point à Law.

Pareil au cardinal Alberoni qui voulait monter sur le vaisseau amiral pour obtenir de Dieu la victoire, Law se rend en carrosse rue Quincampoix, accompagné de ses amis M. le duc d'Antin, M. le marquis de Lassay et d'autres seigneurs et dames, avec l'espoir de ranimer le courage des agioteurs. La foule s'ouvre respectueuse devant lui ; il entre chez le sieur La Bergerie, banquier, et paraît au balcon. Les petits Savoyards dans la rue supplient : « Monseigneur, donnez-nous pour boire et nous ferons monter vos actions. » Il fouille dans sa poche et lance, comme à la gribouillette, des pièces d'or au coin du feu roi Guillaume. On se bat pour les ramasser quand de mauvais plaisants lancent, d'une maison voisine, des seaux d'eau sur les enfants.

Law s'attarde, regarde, rêve. Est-ce au passé ou au futur? Pourquoi se rappelle-t-il soudain les séniles bavardages du père Merkus parlant de la tulipomanie. « En ce temps-là, les gens étaient fous. » Le monde entier le sera-t-il demain? Déjà l'Angleterre et même la Hollande copient le système. On lui a dit que Blunt rôdait ici, l'autre jour, tel un espion. Il croit le reconnaître dans la cohue. Non. Une simple ressemblance ! Mais quels sont ces cris, quelle est cette femme qu'on entoure? Un filou lui a dérobé son portefeuille au cours de la divertissante inondation. Il réclame de la voir, l'interroge, est convaincu de sa bonne foi. Combien contenait ce portefeuille? Cent mille livres d'actions.

— Venez, madame, à mon logis de la place Vendôme. Je vous en donnerai cent mille autres, dit-il.

La foule dès qu'elle le sait acclame cet homme toujours prodigieux.

— C'est mieux qu'un génie s'écrie quelqu'un. C'est peut-être Dieu redescendu sur la terre.

La supposition devient possible. Depuis huit jours, Law est catholique, au grand désespoir de Catherine. Il a essayé d'opposer à ses plaintes un irrésistible argument : « Puisque je vous dis qu'il le faut si je veux me pousser plus », mais sans réussir à la consoler. On a remarqué son air triste au grand souper suivi de bal, donné en l'honneur de cet événement coûteux. Le convertisseur est, en effet, un des plus fidèles adeptes du système. Tous les prêtres ne sont point des sots comme ce curé de Saint-Leu qui traite en chaire d'usuraire le commerce des actions. Law d'ailleurs va le faire exiler promptement. L'abbé de Tencin est plus

accommodant. Il veut s'enrichir et, lui aussi, se pousser, grâce à sa sœur, qui est la maîtresse de Du Bois.

Au retour de Melun où le huguenot a répudié sa foi, les deux compères ont dû, dans le carrosse, parler moins du Seigneur que des prochains cours.

Law est quand même catholique, et on le fait académicien. Le 2 décembre, il entre à l'Académie des Sciences. Il mériterait d'être encore de l'Académie des Beaux-Arts. Ne vient-il pas de déclarer qu'il augmente le fin des espèces pour les faire parfaitement belles? Qu'on ne le confonde point cependant avec un grand médailliste. Ce goût soudain n'est qu'une maligne excuse. Il baisse la valeur des monnaies parce que c'est le seul moyen habile de lutter contre les *réaliseurs* qui se multiplient lentement. Ceux-ci une fois fournis de billets ne les gardent pas et, peu à peu, s'il les laissait opérer, ils retireraient tout l'or de la Banque, obligée, sous peine de perdre son crédit, de montrer la plus noble exactitude. Pour garder intact son stock d'espèces, Law doit donc s'attaquer sans cesse au métal. Bientôt, il réclame un arrêt qui décide que l'argent de banque sera désormais à 5 pour 100 au-dessus de l'argent ordinaire.

Visiblement, il s'impatiente. Une froide angoisse l'enveloppe au mois de décembre. Tout à coup, il ne se sent plus maître de commander les leviers qu'il tenait jusqu'ici bien en main. Il voudrait mettre un frein à la hausse qui ne peut, en se prolongeant, qu'augmenter le nombre des *réaliseurs* et menacer indirectement la Banque puisque ces malintentionnés s'acharnent à soutirer son or. D'autre part, il n'ose pas provoquer la baisse qui ruinerait la confiance, laquelle est à la base du système.

C'est donc avec un immense effroi qu'il regarde les actions dépasser le cours de 15000. Il devine alors une manœuvre et s'aperçoit qu'elle est concertée par les agioteurs étrangers qui vendent enfin à 18000 avec une fureur diabolique, entraînant à leur suite quelques-uns des Missisipiens les plus sérieux. Il y a dans ce complot des Hollandais, des Anglais et des Genevois. Il ne doute pas que l'odieux Blunt conduise le jeu. Cet animal est trop loin pour qu'il l'étrangle comme il en a envie. Il souhaite se venger pourtant. Il s'en prend à Stairs, il l'accuse d'être l'agent de l'autre sur cette place. Il le menace et la Grande-Bretagne derrière lui. Il dit son opinion, avec des accents rageurs de

fou, aux amis de l'ambassadeur. Il défie cette misérable nation de parvenir jamais à payer ses dettes. Elle n'a plus qu'un espoir, si elle désire ne pas mourir, c'est que la France consente à se l'attacher. Il exige qu'elle se couche à ses pieds, à lui Law, qui, du soir au matin, est capable de la priver de crédit. Qu'elle ne continue pas de le fâcher, car il ne reculerait point devant l'éventualité d'une guerre. D'ailleurs, il va changer toutes les alliances, prendre l'Espagne sous son aile et chasser de son chemin l'Angleterre d'un coup de pied.

C'est au tour maintenant de Du Bois de perdre patience. Il commence à trouver insupportable que Law voie si souvent Torcy, le surintendant des postes, qui connaît le secret des correspondances diplomatiques et dont les idées sont contraires aux siennes. Tandis que Stairs expédie à Londres des lettres indignées, l'abbé prévient son maître. Mais le banquier investit M. le duc d'Orléans. Il lui dévoilera les mauvais desseins des Anglais et il faudra que la France... Le prince, agacé, le prie de penser d'abord à l'assemblée générale du 30 décembre.

Que Son Altesse Royale se tranquillise ! Il y pense aussi. Ne pense-t-il pas à tout !

M. le Régent est outré par ce prélude insolent d'un homme à qui la tête a tourné. Law brusquement feint de s'apaiser.

Eh bien, il s'incline. On lui reproche de penser à trop de choses ; il ne pensera plus à rien. Il veut partir tout de suite, quitter le royaume, se retirer à Rome ou à Venise. Ce petit Stairs conduira le système à sa place. A moins que ce ne soit M. l'abbé Du Bois. Il en a assez de n'être jamais défendu à fond par personne. Qu'est-il d'ailleurs ici, malgré tant de services rendus? Un simple banquier que chacun a le droit de malmener à sa guise. On l'a fait académicien. Peuh ! Il désirerait un autre titre, n'importe lequel, premier ministre par exemple. Mais non ; le mieux est qu'il s'en aille. Que Mgr le Régent daigne lui remettre ses passeports.

M. le duc d'Orléans naïvement prend peur, et tout de suite le calme, le supplie presque, lui promet enfin de le nommer, après l'assemblée, contrôleur général des Finances. Il consent à accepter, sans paraître trop satisfait. Puis il ne s'attarde plus. Il doit aller préparer la balance avec Dutot, un des meilleurs de ses commis et qui a pour ses théories une admiration profonde.

— Asseyez-vous là, commande-t-il au jeune homme, aussitôt revenu dans son cabinet de l'hôtel de Nevers. Qui frappe encore? Entrez. Ah! c'est vous, William.

— Avez-vous eu le temps, Jean, d'examiner ma petite invention, *la Gerbe d'or?*

— Oui. Non. Je ne sais pas. Tout à l'heure! Courez donc à la Monnaie voir si la médaille est prête. Voyons, Dutot. Rentes sur les fermes?

— Quarante-huit millions.

— Bien. Bénéfice des fermes?

— Quinze millions.

— Non. Douze seulement. Bénéfice des recettes générales?

— Un million cinq cent mille livres.

— Non. Un million. Bénéfice des tabacs?

— Deux millions.

— Mettez six. Bénéfice des monnaies?

— Quatre millions.

— Pas assez. Douze, et douze aussi pour les bénéfices du commerce.

— Oh! monsieur.

— Je dis douze. Allez! Laissez-moi faire mes calculs.

Douze? Est-ce possible? Oui. Il enverra plus de vaisseaux sur les mers. Il excitera le zèle de Bienville. Il ne peut plus donner 12 pour 100 au prix où sont les actions. Autrement, tout s'écroulerait. Pour l'heure, rien n'est plus important que de maintenir les *réaliseurs* trop pressés et de faire face aux ennemis. Avec 40 pour 100, les actionnaires seront contents et la rue Quincampoix n'obéira plus qu'à ses ordres.

Il parle maintenant devant l'assemblée générale. Les millions semblent couler autour de lui. La foule avide les voit vraiment et acclame le génie. Tout est adopté. C'est un vacarme de triomphe. M. le duc d'Orléans signe le premier la délibération, puis se lève suivi de toute la Cour qui défile devant le registre ouvert.

Dans un salon voisin, Law, se dégageant des amis qui l'embrassent, fait la révérence à Son Altesse Royale et la supplie d'accepter pour ses prochaines étrennes ce jeton d'or unique frappé aux armes de la Compagnie des Indes.

M. le Régent approche la pièce de ses yeux malades, voit une couronne portée par deux sauvages ayant chacun un

genou à terre et le pied de l'autre jambe au bord d'une côte baignée par les flots ; il lit sur le revers *Honor non pretium*, remercie et se retire.

Dès qu'il sut que les actions étaient ce soir à 15 180 livres, Law demanda qu'on le laissât seul et monta dans sa chambre. Il se sentait brusquement fatigué. En huit mois, il venait d'accomplir sans désemparer un travail qui aurait rempli la vie entière d'un autre grand homme. Il décida de dormir jusqu'au souper et s'allongea tout habillé sur le lit, après avoir ôté sa perruque.

Le bois flambait dans la cheminée. Il remarqua qu'une des bougies était inclinée et coulait. Il la regarda tant qu'elle s'élargit insensiblement et si bien qu'elle devint Mme Merkus en personne qui, se rapetissant à son tour, se changea en Lucia Canaletto. La grande fille riait. Ah ! Venise, sa jeunesse, les *ridotti!* Il entendait maintenant l'émeute d'Edimbourg, la voix distraite de Godolphin. Et ce fut après l'Empereur gras qui lui apparut, mais si loin, si loin que, pour le mieux voir, il plissa ses yeux qui se fermèrent. Alors, vinrent les deux sauvages de la médaille. Ils le saisirent chacun sous un bras et tous les trois s'envolèrent à travers le plafond sans se faire de mal. Ils montaient ; ils montaient toujours. Ils montèrent jusqu'au ciel. Dieu le père avait à sa droite l'abbé de Tencin qui calculait en suçant un crayon. Le Maître de l'Univers prit la couronne aux Indiens et la posa sur la tête du futur contrôleur général, agenouillé comme on voit la Vierge au portail des hideuses églises de l'ancien temps.

Un sourire ravi détendait le visage du dormeur qui, soudain, dut avoir très peur car il se mit à grimacer laidement.

Il errait dans une vaste forêt dont les arbres blancs et noirs n'étaient que de hautes piles d'actions et de billets. Dans le chemin, un homme couvert de sang s'avançait, l'œil sombre en menaçant Law de son épée. Cet étrange particulier ricanait : « Douze milliards d'actions ; trois milliards de billets. » Law le reconnut. C'était Wilson ! Il voulut fuir, fit un faux pas et roula, roula ; puis tout disparut.

Il dormait profondément. Sa main s'éleva pour effacer une démangeaison du nez et retomba molle. Il avait toujours à l'annulaire la bague de la princesse anglaise et une

autre par-dessus achetée en France et qui était également magnifique.

Le visage ne remuait plus et retrouvait, par instant, son ancienne beauté. Depuis un an, les fatigues, l'âge encore l'avaient enlaidi. Les traits devenaient gras, se fanaient. La bouche surtout était vilainement déformée.

Est-ce vrai ce que raconte M. le duc de Richelieu? Ces lèvres-là embrassent-elles les lèvres de Madame, la vieille Bavaroise toujours coiffée d'une perruque d'homme?

Il dormait. Il dormait en ronflant un peu.

Dans les rues, les colporteurs vendaient des copies à la main de la délibération de l'assemblée générale du Mississipi.

— Le discours de M. Law ! criaient-ils. Les actions à 15 180 livres !

Et les gens s'arrachaient les feuilles, les lisaient avidement sous les lanternes.

**Georges Oudard.**

(*A suivre.*)

# La Grande Pitié de la Marine française

D'aucuns m'ont dit : « Il ne faut pas écrire ce que nous savons, nous marins, de l'état de misère où se trouve notre marine ; étaler au grand jour notre décrépitude ferait à notre pays plus de mal que de bien. »

Je leur ai répondu : « Tel n'est pas mon avis. Il est des vérités qu'il faut crier très haut et très fort, dans l'espoir précisément de détruire le mal. Qui pensons-nous tromper sinon nous-mêmes? Croit-on que l'étranger ne soit pas renseigné d'une façon précise sur la valeur de nos armes et eussions-nous, depuis quelques années, subi de la part de nos voisins tant d'injures, si notre pavillon avait claqué dans le vent orgueilleux comme autrefois? Nous nous sommes récemment laissé bafouer par le Turc lui-même, non pas tant à cause de l'insuffisante fermeté de nos dirigeants que parce que nous n'avons plus de marine. »

Il suffit d'ailleurs, pour s'en rendre compte, de savoir lire. Dans *le Petit Marseillais* du 28 janvier 1927 une note du ministère de la Marine disait en termes très clairs au sujet du déplacement de trois torpilleurs : « La situation des effectifs ne permettant pas d'armer simultanément trois torpilleurs, un seul équipage assurera successivement le transfert de ces bâtiments de Lorient à Toulon. »

N'allez pas croire qu'il s'agisse d'un équipage considérable : quarante hommes par torpilleur suffisent pour assurer

ce transfert. Or la situation des effectifs ne permet de fournir que quarante hommes au lieu de cent vingt. Mais encore, où trouvera-t-on quarante marins capables de faire cette traversée, ainsi que le précise la note plus haut citée, « dans des conditions de sécurité suffisante »?

Il n'y a personne dans les dépôts, et les bâtiments qui ont eu du mal à former ou tout au moins à dégrossir les hommes qu'ils ont à leur bord n'aiment généralement pas à se démunir des meilleurs éléments. Alors on désignera n'importe qui, et le commandant chargé de conduire ces trois bâtiments fera bien « de prier la Bonne Mère » pour qu'elle protège « le marin qui est à la mer ».

Un petit bâtiment qui trouve du gros temps sur sa route est aujourd'hui pratiquement en perdition : une moitié des matelots est penchée par-dessus le bastingage, l'autre moitié est affalée à fond de cale, tous sont anéantis par le mal de mer ; il reste quelques officiers mariniers et les officiers pour assurer le service, et, comme il y a un Dieu pour les marins, il arrive que l'on s'en tire.

Mais il n'en sera peut-être pas toujours ainsi. Un navire qui s'aventure à la mer avec un équipage de novices, sujets au mal de mer, peut se trouver en mauvaise posture et, depuis quelque temps, nombre de commandants de petites unités se sont vus dans des situations extrêmement délicates, faute de chauffeur pour maintenir la pression dans la chaudière ou de gabier pour tenir la barre sans défaillance dans la mer démontée.

Tout récemment le *Toul*, venant d'Ajaccio à Toulon, put surmonter la tempête grâce à l'énergie de son commandant et de ses officiers, bien qu'il eût eu pendant quelques heures ses chaufferies hors d'usage. Les grands navires d'ailleurs n'échappent pas à ce péril, et, si l'histoire est peu connue, elle n'en est pas moins vraie, du croiseur cuirassé *Jules-Michelet* qui s'est trouvé en perdition pendant sept heures dans l'océan Indien, lorsqu'il se rendait, il y a deux ans, dans les mers de Chine. Son équipage comprenait quatre cents novices et, à leur premier contact avec la mousson, tous les chauffeurs étaient malades à fond de cale, incapables du moindre service. Grâce à quelques vieux quartiers-maîtres chauffeurs, à quelques gradés et aux officiers aguerris, le navire put atteindre Colombo puis Saïgon, mais un arbre de couche était faussé, une machine se trouvait hors

de service, et pour réparer cette avarie quatre mois d'arsenal et quelques millions ont été nécessaires.

*
* *

On s'est imaginé que l'on pourrait former des marins en dix-huit mois ; c'est là, de toute évidence, une chose absolument impossible. Pour s'aguerrir contre le mal de mer il faut un plus long apprentissage, il faut avoir fait de nombreuses sorties par mauvais temps ; or, si l'on compte les jours passés à la mer pendant son temps de service par un marin de la marine de guerre, on verra qu'il est à peine de soixante jours par an, ce qui ne représente en moyenne qu'une vingtaine de sorties par mauvais temps.

Autre question de la plus haute importance, je veux parler de l'usage du vocabulaire maritime : quiconque a des notions de marine sait que l'on y parle un langage spécial et que l'on ne peut pas en parler d'autre ; une ficelle est appelée un filin, la boussole porte le nom de compas, un baquet d'eau est une baille, si bien que le parler courant ne peut s'apprendre ni en huit jours ni en six mois. Il faut un long usage pour se familiariser avec cette langue nouvelle. Faute de quoi il arrive, comme je l'ai vu de mes yeux, que des matelots à qui l'on commande *étale dessus* ne comprennent pas, et *larguent tout*, ce qui est précisément le contraire, au risque de causer un accident.

Les Anglais ne voudraient à aucun prix de marins qui feraient un service de dix-huit mois. Si nous pouvions avoir la stabilité du personnel qu'ils connaissent dans leur marine, il y aurait chez nous un grand progrès.

On n'accepte pas en Angleterre d'engagements dans la marine de moins de dix ans. Les Anglais payent en conséquence et trouvent des volontaires. Ceux qui viennent de voir l'escadre anglaise en rade de Toulon et qui ont eu la chance de pouvoir visiter un de ses cuirassés ont pu comprendre ce que c'est qu'une marine digne d'un grand pays et ont senti la misère de la nôtre.

Pas d'argent, pas de marins. Il faut payer les marins ; il faut les payer cher, pour qu'ils trouvent un avantage à s'engager ; il faut aussi leur assurer après le service la perspective de situations avantageuses : d'abord, parce qu'ils

font un métier très dur, ensuite parce qu'on réalisera ainsi des économies considérables. Je m'explique :

A l'heure actuelle, nos bâtiments, qu'ils soient des cuirassés, des torpilleurs ou des sous-marins, sont des objets de plus en plus délicats ; confiés à des mains inexpérimentées, ils sont toujours cassés et toujours en réparation. Qu'on demande au ministère de la Marine de publier une liste donnant pour chaque bâtiment la durée des réparations subies à l'arsenal depuis quelques années et d'en établir le prix et l'on sera tout de suite édifié.

Ayez au contraire des marins bien payés et qui feront dix ans, quinze ans, vingt ans de service : les arsenaux pourront fermer leurs portes, les bâtiments seront bien entretenus, toujours propres, toujours prêts à marcher, et vous économiserez sur le chapitre des réparations des centaines de millions. Seuls les ouvriers des arsenaux se plaindront de cet état de choses, car on en est venu aujourd'hui à croire que la marine n'a d'autres raison d'être que de faire vivre les arsenaux et de nourrir des électeurs.

A la vérité, ici comme ailleurs se révèle le malaise général dont souffre notre pays, et c'est le régime qu'on doit mettre en cause. Nous sommes gouvernés par des hommes qui n'ont pas compris que nous sommes devenus un très grand peuple par la force de notre armée autant que par l'étendue de notre domaine dans le monde.

De quelque côté que l'on se tourne aujourd'hui on n'aperçoit que des fonctionnaires découragés. Non seulement parce que leur maigre traitement ne leur permet pas de faire bonne figure, mais aussi parce que, sous ce régime, il n'y a ni récompense ni sanction.

Ce sont là les causes profondes du découragement général. Ajoutez-y les raisons d'ordre matériel que signalait le rapporteur du dernier budget lorsqu'il faisait ressortir qu'un lieutenant de vaisseau reçoit en France une solde annuelle de 2 000 francs-or, tandis qu'il reçoit 3 400 francs en Italie, de 4 à 7 000 francs en Allemagne, et de 6 000 à 8 500 francs en Angleterre ; que pour un capitaine de frégate les soldes sont de 3 000 francs-or en France, 5 000 francs en Italie, 6 à 9 000 francs en Allemagne, 16 à 20 000 francs en Angleterre. Vous saurez ainsi pourquoi la marine suit la loi commune du découragement et de la désaffection.

Nous avons en ce moment, rue Royale, un ministre qui

s'efforce de relever la marine française. M. Leygues, qui a signé de son nom une étude sur Colbert, doit bien savoir que le vrai mérite de l'intègre ministre de Louis XIV a été non pas tant de construire des vaisseaux que de former des équipages et d'assurer à la France une pépinière de vrais marins qui firent sa gloire jusqu'à la Révolution. M. Leygues le voudrait-il que le Parlement ne l'aurait point suivi, car le marin n'étant pas électeur n'est pas intéressant.

La première République, comme on le sait, détruisit l'œuvre de Colbert. Plus lentement, mais non moins sûrement, la troisième République a détruit la marine que la monarchie et l'Empire avaient régénérée.

Nous occupions en 1870 le deuxième rang dans le monde ; nous venons aujourd'hui bien loin après l'Angleterre, les États-Unis et le Japon. L'Allemagne aura bientôt fait de nous distancer à nouveau ; quant à l'Italie, je n'ose pas dire qu'elle est aujourd'hui plus forte que nous sur mer, mais tous les officiers-canonniers de l'escadre savent bien que nos bateaux ne possèdent pas de « fire-Director » alors que nos voisins l'ont installé depuis longtemps sur leurs navires. Nos officiers savent aussi d'ailleurs que c'est le chef qui est aujourd'hui à la tête de l'escadre qui est directement responsable de cet état d'infériorité matérielle.

Il ne suffit pas en effet d'avoir des bateaux, beaucoup de bateaux, des bateaux neufs et rapides ; s'ils ne sont pas armés et équipés et s'ils ne sont pas montés par des marins, à quoi peuvent-ils servir?

Il faut reconnaître que le Parlement, tout en marchandant les fonds qui lui ont été demandés, a voté des crédits et que les arsenaux accomplissent un effort méritoire pour construire croiseurs, torpilleurs ou sous-marins, mais il faut le répéter : à quoi bon, si l'on n'a pas d'équipages pour armer ces navires? Or, lorsqu'il s'agit de former les équipages des nouvelles unités, on s'aperçoit vite de la difficuté et de notre misère. L'armement du *Primauguet* pour la Chine en est uu récent exemple.

Avec cet esprit d'égalité que nous poussons jusqu'à l'absurde, on a voulu assimiler la marine à l'armée. C'est une erreur aussi redoutable que celle qui a fait assimiler les officiers aux fonctionnaires. On peut faire un soldat en prenant un ouvrier, un cultivateur ; on lui met un képi sur la tête, entre les mains un fusil, un bâton ou une fourche, et quand

on lui commande en avant, il sait ce que cela veut dire ; mais il ne suffit pas de mettre un bonnet à pompon rouge sur la tête d'un homme pour en faire un marin. Il y faut dix années et non pas dix-huit mois ; au bout de dix-huit mois de service, un homme sait à peine reconnaître l'avant de l'arrière, distinguer bâbord de tribord. En vertu du principe d'égalité, on a décidé que les marins français, tout comme les soldats, feraient dix-huit mois de service et nul ne s'y est opposé. Une amirauté indépendante et forte se serait élevée contre une telle loi, et en aurait au besoin appelé au pays pour le défendre contre l'incurie de ses gouvernants.

Sans doute nous dira-t-on que la crise d'après guerre était inévitable, qu'elle a atteint toutes les nations belligérantes, et que nous allons en sortir. On nous dira aussi que notre aviation maritime se développe magnifiquement et c'est peut-être là, en effet, la seule chose qui soit encore intacte et qui sauve les apparences. On ajoutera qu'il y a des engagements volontaires, permettant d'envisager un avenir meilleur, et je n'en disconviens pas, mais je sais qu'un certain nombre de ces engagés volontaires sont des communistes envoyés par le parti pour créer des cellules à bord des bâtiments ; plusieurs commandants se sont émus de cette situation et l'ont signalée au ministre.

On nous dira enfin que les accords de Washington nous ont fortement handicapés. Il est certain que M. Briand a porté là un coup à notre marine, mais la décadence a eu d'autres causes encore. Nous sommes aujourd'hui dans une situation telle que si, un jour, un régime stable paraît en France et qu'un homme veuille rendre à notre pays un rang honorable dans le monde et sur la mer, il lui faudra quinze ans de patience et de rude volonté pour recréer une marine, car il ne s'agira pas seulement de faire des bateaux, il faudra refaire l'esprit de la marine française.

**Hector de Béarn.**

# Une Ténébreuse Affaire

## Louis Balssa, oncle de Balzac, fut-il un assassin? (1)

Il était temps d'interroger Balssa lui-même. Le juge s'y décida le 30 août, c'est-à-dire quatorze jours après l'arrestation. En ce temps-là, les prévenus n'étaient assistés d'aucun avocat, ne pouvaient, par conséquent, prendre connaissance du dossier et, pour tout dire, n'en menaient pas large. Nous n'avons de ce premier interrogatoire qu'un procès-verbal extrêmement sec, écrit dans ce patois de gendarme dont on vient d'avoir un échantillon. Après les déclarations d'identité s'échangent les demandes et les réponses suivantes :

Interpellé si Cécile Soulié n'a pas été servante chez lui.

A répondu qu'elle a resté chez lui en cette qualité pendant environ neuf mois.

Interpellé s'il l'a fréquentée ensuite, après qu'elle eut quitté son mari et fut venue habiter au lieu de Louberc.

A répondu et avoué l'interrogat, avec cette modification qu'il ne fréquentait pas assidûment ladite Cécile Soulié et qu'il ne lui parlait que lorsqu'il avait l'occasion de la rencontrer.

Interpellé si Cécile Soulié n'était enceinte des œuvres du répondant depuis six mois avant sa mort.

(1) Voir *la Revue universelle* du 1er juin 1927.

A répondu et dénié.

Interpellé si ladite Soulié n'avait réclamé de lui à plusieurs reprises un dédommagement pécuniaire, ou bien qu'il l'épousât.

A dénié l'interrogat.

Interpellé s'il ne lui avait promis de la récompenser et si, à la suite de pourparlers qu'ils eurent à ce sujet, il ne proposa à ladite Soulié une entrevue dans un lieu désigné pour le dimanche 5 juillet dernier, à l'entrée de la nuit.

A répondu et dénié.

Interpellé de donner l'employ de la journée, de la soirée et de la nuit du dimanche 5 juillet dernier.

A répondu que dans la matinée il fut lier des gerbes sur un champ appelé la Toupinette, qu'à son retour, il mangea la soupe et fut immédiatement entendre la messe à Montirat. Que Louis Balsa, son fils, ayant égaré une brebis faisant partie d'un troupeau dont la garde avait été confiée au répondant, il se rendit dans l'après-dîner et après vêpres du côté de Gaffatou, pour faire la recherche de cette brebis, qu'il la retrouva et la ramena au nommé Baptiste, métayer du sieur Albar, au lieu de Canezac, auquel le dit troupeau appartenait ; qu'il arriva chez cet individu environ demi-heure avant le coucher du soleil, rencontra la femme dudit Baptiste auprès du lieu de Canezac, qu'il trouva le mari dans la basse-cour et lui remit la brebis égarée ; qu'il revint immédiatement chez lui, d'où il partit sans presque s'y arrêter pour se rendre à Bourgnounac, où il croyait trouver le sieur Delbrieu, percepteur des contributions de la commune de Montirat, auquel il voulait remettre un à-compte sur les contributions qu'il lui devait, ayant reçu de ce percepteur un avis la semaine d'auparavant ; qu'après avoir fait environ un quart de lieue sur la route de Bourgnounac, il rencontra une femme dont il ne peut pas désigner le nom ni l'habitation, et à laquelle il demanda si Delrieu était à Bourgnounac, que cette femme lui ayant répondu qu'il n'y était pas, il reprit le chemin de chez lui, où il se rendit sans s'arrêter en aucun endroit et où il se coucha, après avoir mangé la soupe, vers les neuf heures du soir.

Le juge demande à Balssa pourquoi, après avoir dit (à la femme Lacroix, sa voisine) qu'il allait à Montirat, il a pris la direction opposée, celle de Bourgnounac. Il répond qu'il a simplement changé d'idée : « qu'il avait l'intention de se rendre à Montirat pour engager Joseph Balsa, son frère, à lui prêter quelque argent, et qu'il changea ensuite d'intention ».

Interpellé s'il n'était à la compagnie d'un individu lorsqu'il prit le chemin de Bourgnounac, qui était cet individu et où ils se rendirent ensemble.

A répondu qu'il était seul lorsqu'il s'achemina vers le lieu de Bourgnounac.

Interpellé de désigner d'une manière positive le lieu où il rencontra la femme dont il a déjà parlé, sur le chemin de Bourgnounac.

A répondu qu'il la rencontra au lieu appelé l'Igue de Cap Nau, auprès d'un pré nouvellement converti en champ labourable, appartenant au nommé Casté du lieu de Bosc, et qu'il ne dépassa pas ce champ.

Le prévenu a signé cet interrogatoire *Balssa*, d'une grosse écriture pénible et entortillée. En définitive, il n'avouait rien et ne donnait pas grande prise sur lui. On ne pouvait guère trouver suspect que cette idée singulière d'aller trouver le percepteur le dimanche soir à la nuit, et le fait, un peu étrange, de revenir sur ses pas après avoir inutilement franchi quatre à cinq kilomètres : marche et contremarche pour rien. Ses déclarations reçurent, du reste, un démenti important. La femme qu'il disait avoir rencontrée et questionnée près du champ Casté fut retrouvée : c'était Marie Serieys, veuve Alaux. Elle affirma que Balssa ne lui avait rien demandé, ne lui avait même pas adressé la parole.

Nous avons interpellé le témoin si Balsa, lorsqu'il la rencontra vis-à-vis le champ de Casté, ne lui demanda si Delrieu, percepteur, se trouvait dans ce moment à Bourgnounac, et si la déclarante ayant répondu qu'il n'y était pas, ledit Balsa ne rétrograda et ne reprit le chemin de la Nougaïrié.

Répond qu'elle persiste à dire que Balsa ne lui adressa point la parole et qu'il continua son chemin sur Bourgnounac, que, s'il est vrai qu'il rétrograda, elle ne s'en aperçut pas.

De son côté, Antoine Bergougnon déclara que, lorsqu'il rencontra Balssa, celui-ci avait largement dépassé le champ Casté ; il « avait fait à peu près un quart d'heure de chemin au delà de ce champ, continuant toujours à se diriger sur Bourgnounac ». Ainsi, le motif invoqué par le Prince pour justifier son retour, l'absence du percepteur, qu'il aurait apprise en route, était reconnu faux ; de même, l'affirmation d'avoir rétrogradé après le champ Casté. Balssa avait continué sa route, sans aller toutefois jusqu'à Bourgnounac,

où personne ne l'avait vu. Où s'était-il rendu? Son voyage devenait sans objet, et par là évidemment suspect. Rien ne prouvait cependant qu'il eût atteint la côte du Carrelié, distante encore de trois à quatre kilomètres.

D'autre part, les propos compromettants, sorte d'aveux, qui lui avaient été d'abord attribués, furent démentis. Le lundi 6 juillet, lendemain du crime, il n'avait pas dit à la femme Bories, sa voisine, en parlant de Cécile Soulié : *Je ne la crains plus*. Charlotte Combes, femme Lacroix, autre voisine, qui avait moissonné avec lui, et pour son compte, pendant toute cette journée, rapporta ainsi les propos échangés :

La déclarante entendit la femme Bories, de la Nougaïrié, lorsqu'elle disait à Balsa que Cécile Soulié s'étant jactée de mettre le feu à la gerbière dudit Balsa, elle, femme Bories, était en peine qu'il plaçât, comme il l'avait fait les autres années, sa gerbière auprès de la sienne, et qu'à cela Balsa répondit que *c'était des paroles en l'air et qu'il ne croyait pas que Cécile Soulié eût tenu ce propos.*

Interpellée si elle n'entendit pas que Balsa répondit à la femme Bories en parlant de Cécile Soulié : *Je ne la crains plus.*

Répond qu'elle n'entendit pas ce propos et qu'elle ne croit pas que Balsa l'ait tenu parce que, se trouvant très près de celui-ci, elle était très à portée de l'entendre.

Ce démenti est d'autant plus frappant que la femme Lacroix n'était point favorable à Balssa. C'est elle qui avait révélé qu'après lui avoir dit se rendre à Montirat, le prévenu avait pris le chemin de Bourgnounac. Elle ajouta qu'en ce même lundi, où elle l'avait aidé à moissonner, Balssa lui avait paru « accablé de sommeil » et qu'il s'était même couché un instant au pied d'un arbre ; que, par la suite, il avait insisté à plusieurs reprises auprès d'elle pour qu'elle ne répétât pas ses propos ; qu'elle s'y était refusée. Elle avait ensuite raconté les hésitations et les perplexités de Balssa avant son départ : « Ledit Balsa dit à la déclarante qu'il ne savait quel parti prendre, qu'il paraissait déterminé à se remettre volontairement en prison, mais qu'il a, sans doute, changé d'idée, qu'il disparut le même jour, dimanche (19 juillet). »

Autre propos démenti, celui que Balssa aurait tenu dans une auberge de Carmaux, qu'*il voulait faire son sac pour aller dans le Bas Languedoc et que personne ne le reverrait*

*jamais*. Le nommé Pierre Sudre, cultivateur à Salve-Redonde, commune d'Almayrac, qui, d'après le frère et la belle-sœur de la victime, aurait entendu ce propos, déclara le tenir simplement de la femme de Mader, dit Jean Le Grand, aubergiste à Cramaux (c'est ainsi qu'on écrivait alors Carmaux). Cette femme, citée à son tour, déposa que les propos en question lui avaient été tenus une semaine ou deux avant le crime, par un individu qu'elle ne connaît pas :

*D.* — Était-ce Louis Balsa?

*R.* — Elle ne connaît pas Louis Balsa. L'individu qui tint le propos était un jeune homme d'environ vingt-sept ans, blond, de taille moyenne.

On voit de quels racontars avait fait état la première enquête. Le juge s'efforça encore d'établir l'identité des deux individus rencontrés le soir du 5 juillet, le long de la côte du Carrelié, et dans lesquels il voyait les assassins. Son but était évidemment de prouver que Balzac était l'un d'eux, et de découvrir l'autre, son complice. André Issalis, cité pour la deuxième fois le 29 décembre, et que ce rappel avait mis d'assez méchante humeur, répondit « n'avoir rien à ajouter à sa première déposition ». Interpellé, il maintint qu'« il ne connut pas les individus rencontrés par lui sur la côte du Carrelié. *Ils suivaient un sentier tracé à côté de la côte; ils avaient bien l'air de vouloir éviter d'être rencontrés, mais ne fuirent pas.* » Il n'y avait pas à insister. Quant au complice présumé de Balssa, c'est dans la personne du nommé Candour ou Candouret, géomètre à la Nicouse, commune de Saint-André (Aveyron) que le juge Cahuzac pensa le trouver. Il chargea son collègue Alibert, juge d'instruction à Villefranche, de le faire comparaître et de le soumettre à un interrogatoire serré : « On le soupçonne, disait-il, d'être l'individu qui accompagnait Balsa dans la nuit du 5 au 6 juillet. On le dit entreprenant et mal famé. Il a accompagné Balsa chez Niel, où il était allé voir Cécile Soulié pendant qu'elle y était servante. »

Candour (Jean-Gabriel-Marie), quarante et un ans, géomètre, fut donc cité et comparut le 22 décembre devant le juge. Il déclara ne rien savoir de l'affaire que par ouï-dire.

Depuis que Balsa fut arrêté, j'ai entendu dire que ladite Soulié le fréquentait familièrement et qu'elle l'avait menacé plusieurs fois

de lui brûler son paillier ou sa maison, s'il ne l'indemnisait pas du tort qu'il lui avait causé.

*D.* — Connaissiez-vous particulièrement ladite Cécile Soulié?

*R.* — Je ne la connaissais que pour l'avoir vue une ou deux fois. Je la vis en dernier lieu dans l'écurie du sieur Niel, de la Rode, en présence du sieur Cabrolier, officier de santé de Bourgnounac. Le motif de mon entrevue avec elle fut de lui demander des renseigaments sur le compte d'une jeune fille servante alors chez ledit Niel, et que je me proposais de prendre à mon service, ce dont ladite Soulié me dissuada.

*D.* — Connaissez-vous particulièrement Louis Balsa, de La Nougaïrié?

*R.* — Non, monsieur, je ne lui ai jamais adressé la parole.

*D.* — Il est cependant prétendu que, peu avant l'assassinat de ladite Soulié, vous accompagnâtes ledit Balssa sur le chemin qui conduit à La Nougaïrié et à Bourgnounac.

*R.* — Je conteste formellement ce fait.

*D.* — Où étiez-vous dans la soirée et où passâtes-vous la nuit du 5 au 6 juillet dernier? Je vous demanderai aussi quel fut l'emploi de votre temps aux susdites époques?

*R.* — Le 5 juillet dernier, jour de dimanche, je soupai chez Gros, aubergiste à la Garde-Viaur, en compagnie de François Mairaudier ; je me retirai vers onze heures du soir pour aller coucher chez moi à La Nicouse.

Cet alibi fut sans doute reconnu exact, car, par la suite, Candour ou Candouret fut mis complètement hors de cause. L'instruction avait donc fait fausse route, et le complice restait inconnu. Sur son compte, par un de ces caprices qui paraissent des mystères et qui n'en sont pas toujours, la voix publique demeurait muette. Devant le juge, du moins, nul n'osa proférer de nom. Comme le dit une femme de La Calquière, Catherine Trouan, épouse de Jean Bourdariès : « Dans le public, on soupçonne Balsa d'être l'auteur de ce meurtre. *On soupçonne aussi qu'il avait un compagnon, mais on ne le désigne pas.* » La justice n'alla guère au delà de ce soupçon si vague, ni pour le justifier, ni pour l'infirmer.

Les dernières lueurs jetées sur l'affaire le furent à la suite de la déposition d'une domestique, Catherine Miquet, dite Catinou. C'était une amie de Cécile Soulié, qui l'avait chargée de lui chercher une chambre à Villefranche, pour y faire ses couches, et lorsqu'elle l'aurait trouvée, de l'aviser

par une lettre, chez le sieur Niel. La Callauresse eût également voulu que son amie lui écrivît « d'emmener avec elle Louis Balza, auteur de sa grossesse ». Mais la petite bonne jugea cette addition compromettante. Sa lettre, retrouvée sur Cécile Soulié après sa mort, est courte et inoffensive. Écrite par une tierce personne — car ni la Callore ni son amie ne savaient lire ni écrire — elle annonce simplement que Catinou a trouvé une place pour Cécile à Villefranche. Par « place », c'était « chambre » qu'il fallait entendre : on n'avait pas fait de prix, mais la demoiselle (qui louait la chambre) avait dit qu'on s'arrangerait toujours... Catherine Miquet ajouta devant le juge qu'après l'assassinat une nommée Marie, dont elle ne se rappelait plus le nom de famille, mais qui habitait au Carrelié, dans la maison de Jean Laprique-Mayraudier, lui avait raconté que « ladite Soulié l'avait envoyée parler au prévenu des arrangements à prendre pour ses couches, mais qu'elle n'avait point été contente de ses réponses, qui paraissaient des menaces. Ladite Marie me dit encore (c'est Catinou qui parle) que, postérieusement, Cécile Soulié lui avait dit avoir parlé audit Balza, qui s'était un peu radouci, et qu'ils s'étaient donné un autre rendez-vous. Ladite Marie m'ajouta que, le même soir qu'elle (Cécile) lui avait cité pour ce rendez-vous, elle avait été assassinée. »

La « Marie » qui aurait tenu ce langage fut retrouvée. C'était une fille de vingt-neuf ans nommée Marie Cayron, et qui habitait, en effet, au Carrelié, dans la maison de Jean Laprique-Mayraudier. Sa déposition, reçue le 4 janvier 1819, fut toute différente de celle que l'on attendait. Le témoin déclara connaître depuis longtemps Cécile Soulié, dite la Callore. Elles avaient couché ensemble quelques jours avant la fête de la Saint-Jean-Baptiste (24 juin). Cécile lui avait confié qu'elle était enceinte des œuvres de Louis Balssa, lequel devait la conduire à Villefranche pour y faire ses couches. Cependant, toujours d'après Marie Cayron, quelques jours après Cécile engagea son amie à aller trouver Balsa, pour le persuader « de la conduire à Villefranche ou de lui louer une chambre dans le pays pour y faire ses couches, parce que ni son père, ni sa mère ne voulaient la recevoir chez eux et qu'elle croyait être au terme de sa grossesse à peu près dans deux mois. Il était alors presque nuit quand cette proposition fut faite et la déclarante refusa d'aller

chez Balsa le soir, mais promit de s'y rendre le lendemain ». Elle n'y alla pas, néanmoins, car elle « craignait que Balsa ne la maltraitât ». Quelques jours après, ajouta-t-elle, Cécile lui dit « qu'elle avait elle-même parlé à Balsa, qu'ils s'étaient donné rendez-vous au delà du Viaur, dans la côte du Carrelié. Peu de jours après, la déclarante entendit dire que Cécile Soulié avait été trouvée étranglée, à peu de distance du Viaur. »

« Interpellée », suivant le langage du greffier, « si elle n'a dit à personne qu'elle avait été réellement trouver Balsa, et qu'elle n'avait pas été contente de ses réponses, qui lui avaient paru des menaces », Marie Cayron « le dénia ». Elle nia aussi avoir dit qu' « ensuite Balsa s'était un peu radouci et que Cécile et lui s'étaient donné un autre rendez-vous. »

Interpellée enfin si elle n'a pas dit que, le même soir que Cécile Soulié lui avait indiqué pour le rendez-vous, elle (Cécile) avait été assassinée.

A répondu et avoué, ajoutant qu'elle a répété cela à plusieurs reprises, parce que Cécile Soulié l'avait engagée à l'accompagner à ce rendez-vous et qu'elle fut heureuse de ne pas l'y suivre, parce qu'elle a pensé qu'elle aurait été sans doute étranglée, tout comme Cécile Soulié.

De cette déposition, à la fois favorable et défavorable à Balssa, il résultait que le « Prince » n'avait jamais reconnu sa prétendue paternité, et ne s'était jamais engagé à faire les frais des couches, ni à Villefranche, ni ailleurs. Sinon, pourquoi la Callore lui eût-elle envoyé Marie Cayron comme ambassadeur, afin de le disposer à prendre cet engagement? L'ambassade n'ayant pas eu lieu, Balssa n'avait donc rien promis avant le rendez-vous mortel. Ce rendez-vous, était-ce lui qui l'avait donné? Marie Cayron ne l'affirmait pas, mais elle ajoutait que Cécile Soulié l'aurait priée de l'y accompagner. Remarquons simplement que cette déposition contraste avec la plupart des autres, suivant lesquelles la Callore ou dissimule ou indique d'une façon très vague le lieu du rendez-vous, comme la personne à qui elle le donne. Marie Cayron n'a parlé que six mois après le crime ; sa mémoire a pu se grossir et s'orner involontairement de quelques détails appris depuis par la rumeur publique.

En définitive, le juge n'avait réuni que des présomptions. C'est alors que les « moutons » entrèrent en scène. Le procureur du roi reçut une lettre datée de la maison centrale de Montpellier, 13 janvier 1819. Les signataires, nommés Delsol et Marty, prétendaient qu'étant détenus, avant leur jugement, à la maison correctionnelle d'Albi, « ils y entendirent le sieur *Selbas*, de Montirac (*sic*), détenu avec eux, leur raconter son malheur, tel qu'il a commis son crime, avec contience *(sic)*. Cependant, ajoutent-ils (respectons le style et l'orthographe), nous ne sommes pas si bien campé de son nom propre, mais cet celui qu'il avoient tué une fille ençinte ». Sur commission rogatoire, le juge d'instruction de Montpellier entend ces témoins le 23 janvier. François Delsol, originaire du Tarn, comme Marty, déclare que Balssa couchait avec Marty et lui, « dans le même lit de camp ». Dans un moment d'abandon, après s'être enquis du défenseur qu'ils avaient choisi, il leur aurait demandé « s'il fallait faire l'aveu au défenseur du crime que l'on avait commis et si l'on n'avait rien à craindre de l'aveu qu'on lui faisait ». Ses co-détenus ayant répondu négativement, l'interrogèrent à leur tour : Avait-il donc commis un crime? Il aurait répondu : « Oui, malheureusement pour moi, car j'ai tué une fille enceinte. » La déposition de Marty est identique à celle de Delsol.

Dans son deuxième interrogatoire, le 16 mars, Balssa nia purement et simplement ces aveux. Persistant, au reste, dans ses dénégations antérieures, il protesta n'avoir jamais donné de rendez-vous à Cécile Soulié « et ne pas savoir même où était la fontaine de Frexaires ». Le procès-verbal ajoute :

Observé au répondant qu'il est bien clairement établi qu'il a donné rendez-vous à Cécile Soulié au lieu et à l'heure qui ont été indiqués, et l'avoir interpellé d'expliquer comment il a pu arriver qu'on lui ait donné la mort précisément au lieu du rendez-vous, si ce n'est le répondant lui-même qui lui a donné la mort.

A répondu qu'il persiste à soutenir qu'il n'a donné aucun rendez-vous à Cécile Soulié et qu'il ne s'est pas lui-même rendu au lieu qui lui a été indiqué.

Interpellé s'il n'a pris des précautions pour soustraire ses biens à la justice peu de jours après avoir commis l'assassinat qui lui est imputé.

Répond qu'au mois de juin ou juillet de l'année dernière, se trou-

vant malade, il avait résolu de faire une vente de ses biens à Marie Balsa, sa sœur, à la charge de rendre ses dits biens à Louis Balsa, fils du répondant, mais qu'il n'a pas exécuté ce projet.

Interpellé s'il ne prit la fuite et ne s'est caché pour éviter d'être arrêté par suite du crime qu'il avait commis.

A répondu et dénié.

C'est tout et, là-dessus, l'instruction est close. Pouvait-on dire qu'elle avait *clairement établi* ce qui fut sa thèse, que Balssa avait tué Cécile Soulié parce que celle-ci était grosse de son fait et qu'il voulait éviter ses réclamations? Elle n'avait nullement réussi à prouver ni que le prévenu eût donné à Cécile Soulié le rendez-vous mortel, ni qu'il se fût rendu à ce rendez-vous, et ce manque de preuves sur ces deux points capitaux aurait dû, semble-t-il, interdire tout jugement. On ne relevait en somme contre Balssa qu'un voyage mystérieux accompli vers l'heure du crime, et auquel il avait donné un but reconnu faux. C'était là de quoi éveiller un soupçon, non de quoi asseoir une certitude, car les derniers témoins qui l'avaient rencontré avaient laissé le « Prince » à une assez grande distance du lieu où le crime fut commis. De plus, la justice elle-même pensait que les coupables étaient au nombre de deux, et si Balssa était l'un d'eux, ce qui restait à prouver, elle n'avait pas réussi à découvrir son complice.

Mais, en ce temps-là, Thémis était simple et rude. Le parquet n'hésita pas. Dans son réquisitoire, le 19 mars, le procureur du roi affirma « suffisamment établi par la procédure que Louis Balssa s'était rendu coupable d'un meurtre avec préméditation sur la personne de Cécile Soulié, qu'il avait rendue enceinte ». La chambre du conseil du tribunal fut moins formelle. Elle admit, cependant, que « de la réunion des différentes circonstances qui résultent de la procédure, il s'éveille de graves présomptions que Louis Balsa s'est rendu coupable, avec préméditation, du meurtre commis sur la personne de Cécile Soulier. » Conclusions qu'adopta la chambre des mises en accusation de la cour de Toulouse, le 26 mars : « Considérant, disait-elle, qu'il existe des indices graves et suffisants de culpabilité contre le nommé Louis Balza », celui-ci était renvoyé devant la cour d'assises d'Albi.

La nouvelle fit sensation dans le pays et même au delà,

jusqu'à la prison de Montpellier. Tout un groupe de détenus, originaires du Tarn, entre lesquels plusieurs femmes, affirmèrent avoir reçu, eux aussi, les confidences de Balssa : « Nous avions, dit Suzanne Auris, le privilège (à la prison d'Albi) de faire la conversation avec les hommes par un guichet. Parmi eux se trouvait un individu accusé d'avoir tué une fille. Il convint en ma présence, et les larmes aux yeux, qu'il avait pris une fille à son service et qu'il avait eu commerce avec elle, à la suite duquel elle était devenue enceinte. Elle exigea que son maître l'épousât. Celui-ci, fatigué de ses plaintes et de ses reproches, sous le prétexte de la conduire dans un lieu solitaire où ils pourraient se marier clandestinement, l'entraîna dans un bois pendant la nuit et la pendit lui-même à un arbre. » Suivant Marie Barthès, autre détenue, Balssa, après avoir avoué qu'il avait rendu enceinte une fille à son service, aurait ajouté « que son dessein était de l'épouser, mais que, l'ayant trouvée un jour dans les bras d'un homme, dans sa fureur il l'avait tuée, et avait été ensuite suspendre son cadavre à un arbre. » Les imaginations avaient évidemment travaillé et le désir de se payer un petit voyage à Albi n'était pas étranger à cette fièvre.

Le 7 mai 1819, Balssa subissait un troisième et dernier interrogatoire. Il y maintenait toutes ses dénégations. A la demande « où il a passé la soirée du 5 juillet », il répondait « qu'il avait l'intention de se rendre à Bourgnounac pour payer ses impositions, qu'il ne se rendit pas tout à fait jusqu'à ce lieu et qu'il rentra chez lui vers les huit ou neuf heures du soir et qu'il se coucha immédiatement après son soupé. » Quant à la question qu'il aurait adressée à Delsol et à Marty, « si l'on peut se confier à son avocat », il la nia purement et simplement et soutint « n'avoir fait aucune demande de ce genre à aucun des détenus dans ladite prison ». Il annonça, enfin, avoir fait choix, comme défenseur, de Me Cordurié.

L'accusation dressa la liste de ses témoins. Ceux-ci étaient au nombre de vingt et un, y compris Delsol et Marty. Tous avaient été entendus à l'instruction, et nous avons résumé leurs témoignages. Quant aux témoins à décharge, ils n'étaient que huit. C'étaient :

1° Jean-Gabriel-Marie Candour, géomètre à La Nicouse, commune de Saint-André

2° Jean-Pierre-Martin, propriétaire, maire de Montirat, demeurant à La Bourdarié ;

3° Pierre-Salvy Bories, propriétaire, adjoint au maire de Montirat ;

4° Jean-Michel Senceré, prêtre, habitant au Telh, succursale de Montirat ;

5° Jean-Pierre Bories, prêtre, succursale de Canezac ;

6° Jean Balza, âgé de vingt-cinq ans, propriétaire à Courtille, commune de Montirat ;

7° Marianne Alaux, veuve Lannou, habitant aux Anglès, commune de Montirat ;

8° François Bennat, propriétaire à Montirat.

Presque toutes ces personnes devaient être ce que l'on appelle des témoins de moralité, entre autres les deux prêtres, le maire et l'adjoint de Montirat. Le fait qu'ils avaient consenti à venir déposer en faveur de Balssa suffit à montrer que celui-ci ne jouissait pas de cette « mauvaise réputation » que le parquet s'était efforcé d'accréditer. Nous n'avons malheureusement pas leurs dépositions. Il ne reste au greffe d'Albi qu'un résumé absolument sommaire des débats aux assises : c'est l'œuvre du greffier, et son unique objet est de montrer que les formalités légales ont été remplies. En ce temps-là, il n'y avait pas de journal à Albi. Toulouse était loin, Paris plus loin encore, et les gazettes qui, l'année précédente, pour l'affaire Fualdès, avaient expédié leurs meilleurs rédacteurs à cette même cour d'assises, dédaignèrent complètement ce crime obscur et banal. Pouvait-on prévoir que l'inculpé, cet humble paysan de Canezac, aurait pour neveu un grand homme? Seul, Balzac sentait déjà tressaillir en lui son génie...

Les débats du 14 juin 1819 nous échappent donc entièrement. On ne peut constater qu'une chose, c'est qu'ils ne traînèrent pas. En une seule journée, interrogatoire, audition des témoins, réquisitoire, plaidoirie, verdict, tout fut enlevé et liquidé. Le président était M. Serres de Colombars, conseiller à la cour de Toulouse ; les autres juges, ceux de l'affaire Fualdès. Le jury comptait moins de personnages notables, moins de noms à particules que celui de cette retentissante affaire. Sur trente membres, on relève dix-sept propriétaires, huit négociants ou marchands, un chef de légion (M. Séré de Rivière), un médecin, un inspecteur des

forêts, un ex-conseiller de préfecture, un licencié. Le chef élu fut le sieur Batut, marchand patenté. Avant les débats, le président avertit sévèrement le défenseur, Me Cordurié, qu'il ne pouvait « rien dire contre sa conscience, contre le respect dû aux lois » et qu'il devait « s'exprimer avec décence et modération ». Le pauvre avocat dut s'estimer heureux de faire exclure le témoin-détenu Delsol, après avoir rappelé que cet individu avait été condamné à la peine de mort par la cour prévôtale du Tarn, pour émission de fausse monnaie, et que sa peine avait été commuée en douze ans d'emprisonnement. L'avocat général avait soutenu que cette peine n'était ni afflictive, ni infamante ! ! L'autre témoin-détenu, Marty, fut entendu sans opposition, mais sans être admis à prêter serment.

Le président résuma les débats et « fit remarquer aux jurés les principales preuves pour ou contre l'accusé ». La question posée fut : *Louis Balza (sic) est-il coupable d'avoir, avec préméditation, commis un meurtre sur la personne de Cécile Soulié?* La réponse fut oui, *à la simple majorité*, ce qui prouve que, malgré tous les efforts de l'accusation, plus d'un juré n'avait pu croire à la culpabilité de Balssa. Celui-ci n'en fut pas moins condamné à mort.

En vérité, si toute cette affaire se bornait aux pièces de l'instruction, et aux débats, on pourrait conclure à une erreur judiciaire. C'est à une conclusion de ce genre que sont arrivés, on le sait, ceux qui ont revu le dossier de l'affaire Fualdès. Partis pris de l'accusation, affirmations sans preuve, interrogatoires lamentablement écourtés, pression sur les témoins, absence complète de confrontation entre eux, lorsqu'ils se contredisent, comme entre le prévenu et les témoins, tels sont les menus vices de la procédure. Mais il y a une autre pièce, au vu de laquelle le jugement hésite. Deux jours après l'arrêt, le 16 juin, à la demande de l'avocat de Balssa, le président des assises, Serres de Colombars, se rendait à la prison pour y entendre le condamné, qui avait, disait-il, des révélations à faire. Laissons la parole au greffier :

Avons fait comparaître ledit Balsa dans une des chambres de ladite maison (de justice), lequel nous a déclaré que le nommé Jean Albar, demeurant au lieu de Canezac, commune de Montirat, proposa au déclarant de permettre qu'on lui attribuât d'être l'auteur de la

grossesse de Cécile Soulié, moyennant une somme de deux cents francs ; que ledit Jean Albar vint le trouver dans la soirée du 4 juillet, jour du samedi et, suivant le signal dont ils avaient convenu précédemment, Jean Albar appela le déclarant par un coup de sifflet. Le déclarant s'étant mis à sa croisée, Jean Albar lui dit que, le lendemain à l'entrée de la nuit, Cécile Soulié devait se trouver au bas de la côte du Carrelié, et, en conséquence, qu'il fallait que le déclarant se rendît à la même heure au haut de cette côte. Le déclarant ajoute qu'il adhéra à cet avis et qu'il se rendit, en effet, à l'heure convenue, au haut de ladite côte, qu'après avoir attendu près de demi-heure, Jean Albar arriva en courant dans les champs, d'après le rapport que celui-ci en fit au déclarant ; qu'ensemble ils descendirent la côte du Carrelié ; qu'au commencement de cette descente, ils firent la rencontre de deux hommes qu'il soupçonne, d'après les débats, être Granier et Issalis. Le déclarant atteste qu'au moment de cette rencontre, Jean Albar quitta la direction du chemin pour se dérober aux regards des deux passants ci-dessus désignés. En descendant la côte du Carrelié, Jean Albar lui dit que, *si Cécile Soulié ne voulait pas adhérer à ce que le déclarant et Jean Albar avaient convenu, ladite Soulié ne repasserait pas le Viaur.*

Parvenus au bas de la côte, Jean Albar et le déclarant rencontrèrent Cécile Soulié assise sur les ruines d'un vieux pont. Jean Albar témoigna à cette fille qu'il avait envie de se désaltérer, sans cependant entrer dans aucune maison. Alors, elle lui proposa de le conduire à une fontaine voisine. Jean Albar accepta la proposition, et, laissant faire à cette fille quelques pas en avant, il dit au déclarant de se tenir près du moulin et de l'avertir par un coup de sifflet s'il apercevait quelqu'un venant de ce côté en traversant la rivière, ou sortant du moulin pour aller puiser de l'eau à la fontaine. Après une demi-heure d'absence, Jean Albar revint tout seul et dit au déclarant : *Cécile Soulié n'a pas voulu donner son consentement à ce que nous avions arrêté, vous et moi, je lui ai serré le col avec le lien d'osier que je vous montre, et je ne crois pas qu'elle repasse la rivière du Viaur.* Le déclarant ajoute encore qu'en remontant la côte du Carrelié, il demanda à Jean Albar pourquoi ils ne s'étaient pas accordés, lui et Cécile Soulié. Ledit Albar lui répondit que Cécile Soulié avait prétendu qu'elle avait abandonné son mari parce qu'il était vieux, et qu'elle ne voulait plus avoir à faire qu'avec un homme de l'âge d'elle, Cécile Soulié ; qu'ils continuèrent de marcher ensemble jusqu'à ce qu'ils furent (*sic*) rendus auprès de leurs habitations respectives, situées l'une vis-à-vis de l'autre.

Lecture faite audit Balza de sa déclaration, a dit qu'elle est con-

forme à ses dires et contient vérité. Et a signé avec nous, président, et le greffier.

BALSA ; SERRES DE COLOMBARS, président ; LOUBIÈRE, greffier.

Ainsi, de son propre aveu, Louis Balssa n'était pas étranger au crime. C'était bien à la côte du Carrelié qu'il s'était rendu, le soir du 5 juillet. C'était bien son complice et lui qu'avaient rencontré Issalis et Granier. Ce complice, que la justice n'avait su découvrir, Balssa le nommait. Mais était-il sincère dans cette déclaration et ne serait-ce pas pour se disculper lui-même qu'il l'aurait désigné? L'hypothèse n'est pas de celles que l'on a le droit d'écarter ; elle n'est pas non plus de celles qu'après réflexion, on puisse retenir. Les dires de Balssa concordent ici avec des témoignages que l'instruction avait soit dédaignés, soit omis d'éclaircir — témoignages restés ignorés de Balssa et d'après lesquels Cécile Soulié aurait tout d'abord désigné comme auteur de sa grossesse, non Balssa, mais un inconnu qu'elle se faisait fort, toutefois, de nommer s'il ne se conduisait pas bien avec elle. D'après les mêmes témoignages, la Callore s'était rendue à plusieurs reprises, dans la semaine qui avait précédé sa mort, non pas chez Balssa, mais (le jeudi) chez un métayer du sieur Albar et (le samedi) chez le notaire, lequel devait être aussi un Albar, pour y toucher de l'argent.

Coïncidence curieuse : c'est également le samedi que Jean Albar vient trouver Balssa pour l'informer du rendez-vous donné le lendemain à Cécile et l'inviter à s'y rendre aussi. Ce Jean Albar que Balssa représente, lui aussi, comme un homme âgé (vu la réponse que lui aurait faite la Callore), ne devait pas être le Jean Albar, fils de Me Albar, notaire, qui avait été en 1757 le parrain de Charles-Alexis Balssa, frère de Bernard-François et de Louis. Mais c'était peut-être son fils ou son neveu. Ce n'était pas, non plus, Jean-Baptiste-Mathieu Albar, qui avait déposé à l'instruction et n'était âgé que de trente-deux ans. On se souvient que cet homme déclara avoir employé pendant deux ans la Callore et que, durant ce temps, Balssa l'avait « fréquentée assidûment » et prise ensuite à son service. Témoignage singulièrement suspect car, en représentant Balssa comme féru de la Callore, n'avait-il pas pour but de détourner les soupçons d'un autre, qui lui tenait de près et vivait sans doute sous le même toit? Jean et Jean-Baptiste-Mathieu Albar sont en effet, repré-

sentés tous deux comme habitant le même hameau de Canezac. Jean était sans doute celui qui avait pour métayer le sieur Baptiste, propriétaire du troupeau de moutons confié à la garde du jeune Balssa. C'est tantôt lui, tantôt le métayer, que la Callore allait relancer. Le complice désigné par Balssa s'identifie ainsi au riche soupirant apparu dans la pénombre, à l'homme de reins assez solides pour faire les frais des couches et des mois de nourrice. Cet homme avait évidemment intérêt à voir cesser ce chantage.

Ce que l'on ne comprend pas, il faut bien l'avouer, c'est que Louis Balssa se soit associé à lui. Les motifs de sa complicité nous échappent. Ce n'est pas, semble-t-il, pour deux cents francs — quoiqu'il faille multiplier par dix pour avoir la valeur actuelle de cette somme — qu'un père de famille honorable et quinquagénaire aurait pu accepter de reconnaître un bâtard et moins encore de prendre part à une expédition dont le meurtre était l'objet. Car les paroles prêtées par Balssa à Jean Albar : « Si Cécile Soulié n'accepte pas ce qu'ils ont convenu et l'on ne sait pas ce qu'ils ont convenu) Cécile Soulié ne repassera pas le Viaur ; » le soin de mettre Balssa en sentinelle pendant qu'Albar s'éloigne avec la victime, montre, si Balssa a dit vrai, qu'Albar avait résolu à l'avance la mort de Cécile.

Balssa n'a-t-il pas pris au meurtre une part plus active et plus directe? D'après certains propos qui courent encore le pays, il aurait tenu la victime, pendant que l'autre lui passait le licol. Ces rumeurs s'accorderaient avec l'opinion de certains témoins, et notamment celle du père de la victime, que « vu la force et la vivacité de sa fille », un seul homme n'aurait pu en venir à bout. Mais précisément en raison de cette force et de cette vivacité, Balssa, tout petit homme, était-il de taille à tenir la Callore? Cécile se fût débattue, défendue, elle eût sans doute cruellement marqué celui qui se serait efforcé de la tenir et celui-ci, de son côté, eût plus ou moins meurtri ou blessé la victime. Or le corps n'avait pas une égratignure. Tout montre que Cécile Soulié a été surprise sans défense et sans pouvoir même jeter un cri. L'instrument choisi n'exigeait pas, du reste, le concours de deux hommes. Il faut avoir vécu de la vie rustique pour connaître la force d'une tige d'osier de la grosseur d'un petit doigt. Souple et résistante, la mince baguette s'enroule autour d'un fagot et, nouée, puis tordue, elle le serre

à le faire craquer, sans rompre jamais. On a vu des moissonneurs lier des gerbes, des bûcherons lier des faix de bois. C'est ainsi que la pauvre Callore a été sauvagement liée. Passant derrière elle, le meurtrier lui a jeté l'osier autour du cou, puis a serré et tordu les extrémités, en appuyant au besoin du genou sur le corps. La victime a été jugulée sans pouvoir atteindre son meurtrier. Ses deux mains jetées en avant n'ont rencontré que le vide, et le cri même qu'elle a cherché à pousser a expiré dans sa gorge.

Les déclarations de Balssa n'ont donc rien d'invraisemblable et il se peut fort bien que les choses se soient passées comme il le dit : un des hommes a fait le guet, pendant que l'autre assassinait. Ces déclarations s'accordent même avec le propos de la meunière de Mirandol qui, étant sortie pendant que Joseph Guillen et Gaffard étaient au moulin, c'est-à-dire vers dix heures du soir, dit qu'« elle avait trouvé au fond de la côte un homme qui lui avait causé une grande frayeur ». Peut-être cet homme était-il Balsa? Il se trouvait, dans tous les cas, à l'endroit où Balssa dit qu'Albar l'avait placé.

L'oncle de Balzac n'aurait donc été qu'un complice, et encore un complice involontaire, car il aurait ignoré, en partant, les desseins homicides de son voisin. Dans ce cas, on se demande pourquoi il avait gardé si longtemps le silence, et attendu, pour le rompre, d'être condamné à mort. Peut-être espérait-il être acquitté? Quoi qu'il en soit, ses aveux, loin de le servir, se retournèrent contre lui. On n'y vit qu'une manœuvre pour recommencer le procès et différer le dernier supplice. L'instruction ne fut pas reprise, Jean Albar ne fut pas inquiété. Il semble, cependant, qu'on lui ait demandé l'emploi de son temps pendant la nuit du meurtre. Mais, d'après la tradition, il aurait trouvé un alibi, c'est-à-dire soldé un témoin, dont on murmure encore le nom. Ce qui est sûr, c'est que le pourvoi en cassation de Louis Balssa fut rejeté ; de même, son recours en grâce. Le 16 août — deux mois après le verdict, — le condamné monta sur l'échafaud.

Après le supplice infamant, l'opinion du pays, qui lui avait été si défavorable, se retourna tout entière. A son lit de mort, un des hommes les plus mêlés à l'affaire (ce n'était pas Jean Albar) déclara qu'un innocent avait payé pour le coupable. L'impression dans le pays fut grande et ne tendit pas médiocrement à accréditer la version de l'innocence de Balssa.

Le puissant romancier, qui fut le neveu illustre du condamné, a-t-il connu ce drame? On n'en saurait douter, car son père, tout le premier, ne l'avait pas ignoré. On dit même dans le pays que c'est à la suite de la condamnation de son frère que Bernard-François Balssa aurait obtenu de Louis XVIII la permission de s'appeler *de Balzac* — légende pure, car le changement de nom est bien antérieur et n'a jamais été autorisé. On ne la cite que pour montrer le travail de l'imagination populaire sur un thème qui l'avait émue.

Dans tous les cas, Bernard-François tint à convaincre son fils que toute sa famille n'était pas comme le malheureux Louis. C'est dans ce but que, le 25 juillet 1825, il lui écrivit cette lettre, restée dans la collection Spœlberch de Lovenjoul : « Le même envoi de ta mère m'apprend que mon frère, premier né après moi, est mort à soixante-dix-neuf ans, le onze de ce mois, laissant une famille considérable, désolée, et que ce coup a tellement frappé l'un de ses fils, notaire, qui m'écrit cet événement, qu'il se dispose à quitter le pays pour se rapprocher de nous dans celui-ci. Quoique cette mort ne change rien à mes affaires, elle m'afflige beaucoup, parce que ce frère, par une conduite et un amour du travail qui excitent les regrets de tout le pays, a obtenu une aisance marquante. »

Honoré de Balzac ne dédaigna pas ses cousins, même le fils de celui que l'opinion représentait maintenant comme victime d'une erreur atroce. Ce Louis Balssa, son cousin germain, après avoir gardé les moutons, était devenu cultivateur et tisserand. C'était, lui aussi, un tout petit homme, mais d'une patience angélique. Il débrouillait sans un signe d'humeur, les écheveaux emmêlés de son chanvre. Tout le pays de Canezac l'a bien connu, car il n'est mort qu'en 1889, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Honoré, en son temps, lui avait écrit et l'avait même invité à venir le voir à Paris. Ses lettres ont été perdues, mais le fait nous a été attesté par M. Hippolyte Balssa, petit-fils de celui qui les avait reçues. Par un caprice de la nature et peut-être aussi par une revanche du destin, la postérité du condamné conserve seule aujourd'hui ce nom de Balssa, qu'à travers un changement léger, le génie a rendu immortel.

PAUL BALLAGUY.

# les idées & les faits

## LA VIE A L'ÉTRANGER

### APRÈS LA RUPTURE

L'Angleterre a rompu avec les Soviets : et après? Voilà la question qui est sur toutes les lèvres. Nous vivons dans un temps où l'on ne s'attarde pas aux longues méditations sur les faits accomplis. Une page tourne. Vite on l'envoie aux futurs historiens et les regards se jettent sur le feuillet vierge. Un peu de patience, s'il vous plaît, et aussi un peu de prudence. Que de fois n'a-t-on pas gâché l'avenir en ignorant les enseignements du passé? S'il est un geste dont il soit indispensable de discerner les causes et de préciser la portée, c'est bien celui qui consacre l'aveu et l'abandon d'une erreur dont toute la politique internationale a subi l'entraînement.

Ce qui frappe le plus dans ce geste, c'est sa rudesse. On ne voit pas tous les jours une rupture prendre la forme d'une perquisition dans des établissements étrangers avec forcement de coffres-forts. Or c'est cela qui a créé de l'irréparable. Le reste n'a été que formalités de liquidation politique et diplomatique. La presse anglaise l'a si bien compris qu'elle a cherché des précédents. N'est-il pas arrivé à un diplomate suédois d'être bel et bien incarcéré par le gouvernement de George Ier pour avoir, à l'instigation de Charles XII, favorisé un complot jacobite? Sans oublier l'enlèvement cavalier des délégués du congrès de Rastadt.

La violence de la diplomatie est celle du mouton enragé. Elle traduit l'exaspération d'une vaine longanimité. M. Chamberlain a pu dire que le plus surprenant de la décision était de s'être fait si long-

temps attendre. L'argument n'a pas été relevé. Par qui aurait-il pu l'être? Par M. Lloyd George, l'inventeur de la combinaison du « capitalisme du bolchevisme »? Il a laissé dans les archives des aveux de déception. Le leader travailliste lui-même, M. Mac Donald, a dû stigmatiser en 1924 les intrigues de M. Zinovieff. L'échec a été reconnu par tous les partis, de même que l'expérience a été acceptée par tous. Et ceux qui ont apporté le plus d'impartialité sont assurément les conservateurs. Portés au pouvoir par une vague de protestation populaire, précisément à la suite de la faillite éclatante du programme de Prinkipo et de Gênes, ils ont attendu deux ans et demi avant de tirer la conclusion. C'est ce qu'on peut appeler prendre le temps de la réflexion.

Pourquoi de si longues hésitations et pourquoi la décision soudaine? Il est plus facile de répondre à la première question qu'à la seconde.

Indubitablement, toutes les raisons d'agir existaient bien avant le début de mai 1917. La conception qui a inspiré la politique britannique au lendemain de la guerre s'est effondrée dès le premier contact avec les réalités parce qu'elle reposait sur des illusions. Un marché? n'était-ce pas la combinaison qui devait se présenter naturellement à l'esprit d'un peuple mercantile, hanté par le désir de rétablir le courant d'affaires interrompu par le cataclysme? Un marché prosaïque jusqu'au cynisme. L'Angleterre renonçait aux préjugés bourgeois. Les Soviets renonçaient à l'action révolutionnaire. S'il n'y avait eu que la moralité douteuse de l'opération, le succès aurait pu la réhabiliter. Mais l'affaire était plus qu'une erreur, une sottise, et c'est par là que s'est préparée la revanche de la justice immanente. Double sottise parce que chaque partie promettait ce qu'elle ne pouvait tenir. La Russie révolutionnaire ne pouvait renoncer à cette mystique dont la pénétrante analyse d'Henri Massis a démontré le rôle capital dans l'assaut livré à l'Occident. L'Angleterre ne pouvait accorder le concours financier sur lequel comptaient les Soviets. La conversion du cambrioleur par la vertu du coffre-fort suppose l'ouverture bénévole du coffre-fort. Or le coffre-fort a refusé délibérément de s'ouvrir et pour cause. Si dégagé qu'il soit de scrupules, le capitalisme réclame des garanties.

Les Soviets se seraient ils apprivoisés, si on leur avait fait un pont d'or? La question est superflue puisque la construction de ce pont d'or supposait l'apprivoisement préalable. Dans cette opération, comme dans beaucoup d'autres, on a mis la charrue avant les bœufs. Cela ne pouvait conduire qu'à des déceptions très rapides. L'expérience ne vaut pas pour l'Angleterre seule. Elle est plus convaincante encore pour ceux qui ont crié casse-cou et préconisé un autre système.

Fallait-il leur donner la satisfaction de triompher au moment précis où l'on cherchait à détourner M. Poincaré de la politique de contrainte? C'est l'opération de la Ruhr qui a prolongé l'expérience anglo-russe. Le rapprochement est à retenir alors que la rupture de l'Angleterre et des Soviets coïncide avec l'étiolement des oliviers de Locarno. Ainsi apparaît l'enchaînement étroit de la manœuvre russe et de la manœuvre allemande.

On ne reprochera pas aux Anglais de ne pas avoir poussé l'expérience jusqu'au bout. Ils ont accepté les déboires commerciaux, les premières manifestations de la mobilisation de l'Asie, les complicités flagrantes dans la grève des charbonnages. Pour les arracher à leur passivité, il ne faut pas moins que les révélations éclatantes de la crise chinoise qui montre l'empire ébranlé jusque dans ses fondements. Le 26 février, M. Chamberlain lance l'avertissement suprême. Près de trois mois s'écoulent encore avant la rupture. Pourquoi? Parce que le gouvernement anglais est divisé. Jusqu'à la dernière minute, les partisans de la modération, qui ne sont rien de moins que le chef du Foreign Office, M. Chamberlain, et le président du Conseil lui-même, tergiversent. Faut-il vraiment aller jusqu'au bout? N'est-il pas préférable de laisser à l'adversaire une voie de retraite? La discorde est à Moscou. Le bolchevisme tarde à s'embourgeoiser : il faudra bien qu'il y vienne. Ses affaires ne prennent pas une tournure particulièrement favorable, même en Chine où ses alliés ont été plus prompts que lui à trouver le chemin de la caisse. Sans doute, le courant d'affaires qui s'est établi dans la Russie est faible. Les ventes ne représentent pas la cinquantième partie des exportations britanniques. Pourtant il y a un mouvement d'échanges qui dans le dernier semestre a atteint 161 millions de roubles, plus de deux milliards de francs-papier. C'est beaucoup mieux que ne fait l'Allemagne qui voit son activité en régression constante malgré d'abondantes ouvertures de crédit : 300 millions de marks en 1926, plus de 175 depuis le début de 1927. Si la balance commerciale est favorable aux Russes, cela ne prouve-t-il pas que l'industrie anglaise va chercher chez eux des matières indispensables? On peut faire mieux. Ne parle-t-on pas d'une opération de dix millions de livres sterling combinée par l'intermédiaire d'une grande banque de la cité : preuve que Moscou n'est pas sourd aux avertissements. Pourquoi dans ces conditions ne pas se contenter d'une affirmation de force sans brusquer la rupture?

Oui, pourquoi? Est-ce parce que le vol d'un document ultra-secret au ministère de l'aviation a dévoilé les menées d'espionnage? C'est une justification de l'action, non une révélation. Le dossier édifiant publié à Londres montre assez que le gouvernement britannique ne

manquait pas d'arguments depuis longtemps. Est-ce parce qu'on a découvert que la tolérance n'était pas le meilleur stimulant des affaires? L'exemple des États-Unis a été invoqué. Il n'est pas probant. L'Amérique est dans une position très particulière. Nul ne se gêne moins qu'elle pour traiter le bolchevisme comme il le mérite : voyez le réquisitoire foudroyant de M. Herrick. Pourtant elle fait en Chine, par suite de sa méfiance à l'égard de l'Angleterre et du Japon, exactement la même politique que celle des Soviets. Voilà une contradiction que les Anglais ne peuvent pas se permettre.

Tous les arguments qui ont été invoqués pour justifier la rupture se ramènent à la nécessité d'en finir avec une équivoque absurde : Cesser de recevoir les coups sans pouvoir les rendre. L'Angleterre reconnaît qu'elle se trouve en face d'une hostilité qui dépasse les limites d'une opposition de formules sociales, pour viser l'effondrement même de l'Empire. Le conflit n'est pas seulement entre le communisme et le capitalisme, il est bien plus encore entre l'impérialisme moscovite et l'impérialisme britannique. C'est pour cela que les plus conciliants des chefs conservateurs ont cédé au courant. C'est pour cela que le geste de rupture ne s'est pas borné à la condamnation d'une expérience commerciale. Seule la mesure radicale de la rupture diplomatique a été jugée capable de délimiter rigoureusement les responsabilités pour le passé, de dégager le terrain pour l'avenir.

Cet avenir, comment les Anglais le conçoivent-ils? Se bornent-ils à abandonner un chemin qui mène au désastre sans discerner exactement la nouvelle route qu'ils prennent, à plus forte raison par où cette route passe et où elle conduit? La chose est non seulement possible, mais vraisemblable. Rien n'est moins anglais que la conception d'une politique à longue échéance. La Grande-Bretagne a quelques directives élémentaires qu'elle accommode suivant le développement des événements, non en prévision des événements. Je ne crois pas que l'on puisse citer un seul de ses hommes d'État les plus marquants : un Pitt, un Palmerston, un Disraëli, qui se soit distingué autrement que par la ténacité à tirer une conclusion favorable d'une aventure qui aurait pu être évitée. Et pourtant les dirigeants d'outre-Manche ont toujours bénéficié d'une des conditions les plus favorables à la conception d'une politique : la durée. C'est par lustres que se mesurent les périodes de leur balancier parlementaire. Rarement un gouvernement a été à cet égard plus favorisé que celui qui préside actuellement aux destinées britanniques. La position du cabinet Baldwin est telle qu'on peut dire que son destin futur dépend seulement des fautes qu'il peut commettre. Plus d'opposition. Le parti libéral en est arrivé à ce point où on se demande s'il cessera d'exister. Le parti

travailliste, seul qualifié pour recueillir l'héritage, a donné à la bourgeoisie d'affaires une démonstration de ses capacités qui n'est pas près d'être oubliée. A des hommes aussi sûrs que possible de leur avenir, que manque-t-il pour maîtriser cet avenir? Simplement d'en avoir un peu dans l'esprit. Mais ce n'est pas dans le tempérament national et, avec toutes leurs qualités très précieuses d'honnêteté et de labeur, les chefs actuels n'ont rien de ce qu'il faudrait pour modifier la tradition.

Il n'est donc pas surprenant que ce ne soit pas à Londres que l'on ait vu s'allumer le projecteur qui a lancé une première lueur sur les perspectives ouvertes par le conflit anglo-soviétique. Il est, en revanche, tout à fait logique que ce soit à Rome, car nous trouvons là le seul homme d'État peut-être qui réalise à l'heure actuelle les deux conditions : la confiance dans son avenir, et la volonté de le dominer.

Encore faut-il comprendre le sphinx. Le discours prononcé par M. Mussolini, le 27 mai, qui a éveillé tant de curiosités, ne renferme pas la moindre allusion directe au conflit anglo-soviétique. Mais si on l'analyse avec soin on constate qu'il est entièrement consacré à en dégager la conclusion. L'homme d'État italien prend d'abord acte du fait que la politique de réconciliation n'a pas donné les résultats attendus. Il enregistre la faillite de la campagne de désarmement. Il entrevoit une périlleuse échéance entre 1935 et 1940, moment où doit prendre fin l'occupation du Rhin et où entrera en scène la génération née de la saignée de la guerre. Pour conjurer ce péril, et pour le prévenir si possible, M. Mussolini, qui se place naturellement au point de vue italien, stimule l'ardeur de ses compatriotes, il prêche la croisade des berceaux, il renouvelle l'interdit, signifié déjà l'an dernier aux menées irrédentistes allemandes, en l'appuyant cette fois de la menace de cinq millions de baïonnettes. La sommation ne manque pas de piquant au lendemain de la conclusion d'un pacte italo-allemand. On n'en est pas revenu à Berlin. Quoi de plus clair cependant : M. Mussolini constate simplement que le conflit anglo-soviétique inaugure une nouvelle phase de la politique européenne. L'espoir de ramener la Russie est abandonné.

La moindre conclusion qu'on puisse en tirer est la nécessité de revenir au blocus. La méthode peut avoir du bon. La manière dont les Soviets ont accusé le coup trahit plus de crainte que de dépit. Le colosse russe a toujours eu des pieds d'argile. Plus que jamais, sa force n'est faite que de la faiblesse de ses adversaires. Or, voici que les Anglais reviennent à la manière forte. Leur exemple est de ceux qui ne peuvent laisser les autres nations indifférentes. Il y a des solidarités qui sont écrites sur la carte.

De quelque manière que la crise évolue, il saute aux yeux que la solution n'est pas à Moscou, mais à Berlin. Que faire contre une Russie bénéficiant d'une complicité même discrète de l'Allemagne? Or précisément la collusion éclate. Le Reich n'a pas laissé passer vingt-quatre heures sur la rupture anglaise sans croire nécessaire d'affirmer qu'il ne suit pas l'Angleterre. L'empressement est compromettant. Moins encore que la nécessité d'accepter la mission de représenter la Russie. Voilà une corvée dont M. Stresemann se serait bien passé. Faut-il qu'il soit tenu par les doubles liens de Rapallo et de Berlin pour qu'il en ait été réduit à faire la grimace en avalant la pilule ! Jouer sur les deux tableaux réserve des surprises désagréables quand on n'est pas absolument libre de sa manœuvre. La position de tampon de choc se révèle alors moins confortable que celle d'intermédiaire de conciliation. Une seule chance reste à la nation dont les deux parties sont amenées à se disputer le concours : c'est la survivance de l'esprit de Locarno.

En bonne logique, la faillite d'une expérience compromet singulièrement l'autre. Tout le système de la conciliation est basé sur l'adhésion sincère des vaincus au nouvel ordre européen. Du côté russe, l'échec est complet. Du côté allemand, le moins que l'on puisse dire est que la prolongation de l'équivoque serait dangereuse. Deux seules tactiques possibles : s'engager dans l'engrenage des concessions ou faire comprendre la nécessité de marcher droit. Sans hésitation M. Mussolini a choisi la seconde méthode. Reste à savoir ce que l'on décidera à Paris et à Londres.

La France a une belle occasion de reprendre la direction du jeu. Tous les atouts dans la main : la liberté d'action du redressement financier, l'autorité de la prévoyance qui avait deviné les déboires britanniques, l'empressement manifesté par l'Angleterre à resserrer l'Entente. Il suffit de vouloir et de comprendre que le seul moyen de relier la politique suivie depuis deux ans à la situation nouvelle est de faire une réalité de ce qui n'a été jusqu'ici qu'une formule. Les locarniens les plus fanatiques se sont toujours défendu de préparer la révision des traités. Toujours ils se sont vantés de ramener l'Allemagne à l'Occident. Voici le moment de mettre la théorie à l'épreuve. L'Angleterre sonne le ralliement de la défense de l'Occident, il faut savoir où commence l'Occident : au Niémen ou au Rhin.

SAINT-BRICE.

## *Les Universités américaines.*

L'« Université » en Amérique n'évoque pas l'idée d'une organisation officielle, uniforme, avec ses programmes et règlements dûment sanctionnés et approuvés par les chefs de gouvernement. La diversité immense des États de l'Union ne saurait s'accommoder de cette rigidité. Le système d'éducation repose tout entier sur la liberté et l'initiative. Du reste, la colonisation progressive de l'Amérique explique, en partie, les variations de régimes. Tandis que dans l'Est, dans la partie appelée Nouvelle-Angleterre et correspondant aux États de Massachusetts, Connecticut, New-Hampshire, Vermont, Rhode-Island, le système anglais prévalait, l'Ouest inculte et libre a vu naître plus tard des organisations autochtones adaptées à la nouvelle civilisation. Il est vrai que l'influence germanique s'y fit sentir et contribua à la conception et à l'organisation de ces Universités nouvelles.

Pour comprendre le système universitaire de la grande république, il faut donc que nous nous souvenions de plusieurs choses : l'étendue et la variété du territoire qui nous occupe, sa civilisation progressive, le mélange extraordinaire des races et des langues et enfin le but très spécial de l'éducation là-bas.

Ne fallait-il pas avant tout amalgamer ces races et faire des Américains et des « gentlemen » de tous ces étudiants? Aussi, lisons-nous dans le programme des cours de Leland Stanford Junior University, l'exposé du but poursuivi *To fit young men for success in life* — équiper des jeunes gens pour la réussite dans la vie, et dans celui de Cornell ces paroles du fondateur : « Je désire fonder une institution où tout individu pourra trouver à s'instruire dans n'importe quel sujet. » D'où variété et but utilitaire de l'enseignement. Nous sommes loin des méthodes spéculatives françaises, des théories, de la Science avec un grand S. L'Université, au sens européen du mot, n'existe pas en Amérique.

La division actuelle comprend les Universités privées, les Universités d'États et les Collèges. Cette dernière appellation mérite une remarque particulière, car elle est souvent, en France, l'occasion d'une confusion regrettable.

Sans recourir pour la justifier au sens étymologique *collegium* qui a laissé des traces chez nous, des raisons historiques l'expliqueront. On décida dès l'époque coloniale de désigner par ce mot les premiers groupements universitaires où une éducation libérale serait donnée. C'est ainsi que l'Université Harvard fondée en 1636 s'appela d'abord Harvard College. Plus tard, des cours avancés se constituant et des écoles techniques venant s'adjoindre, le collège devint université et l'appellation première ne désigna plus que la foule des *under-*

*graduates*, ou candidats au baccalauréat. Il est donc totalement inexact de confondre les collèges américains avec nos établissements secondaires d'enseignement.

Le collège ne s'est pas arrêté à ce premier stade de son évolution. Des raisons sociales sont intervenues. On a songé non seulement à éduquer la masse mais à créer une élite. Quoique d'esprit démocratique (si la démocratie n'est pas un leurre!), la nation possède évidemment des privilégiés de la fortune et de la naissance. Ceux-ci ont vu avec défaveur leurs fils confondus dans l'immense troupeau de sept ou dix mille étudiants qui envahissaient les Universités de l'Ouest. On a détaché les groupements d'*undergraduates* des Universités, on s'est débarrassé des grandes écoles, et le collège est devenu une cellule indépendante. Il a essaimé dans les plus jolis coins des États, recherchant la campagne voisine des grandes villes, les vallées, lacs, prairies, tout un cadre enchanteur et propice au travail. On a vu surgir des pavillons de brique, suivant les lois d'une architecture gothique, grecque ou byzantine et la popularité de cette institution est devenue considérable. Le collège a bien vite développé des coutumes, des traditions, un « esprit de corps », et une aristocratie intellectuelle s'est constituée ainsi peu à peu. Les diplômes conférés sont les mêmes qu'à l'Université, pour le premier degré, le baccalauréat, sanction de quatre années d'études. Du reste, ce diplôme n'est qu'un heureux incident dans une vie fort occupée. Stanford College nous dit qu'il est « un jouet d'enfant, s'il est vrai que le rôle du collège consiste à former des hommes ».

Quant aux Universités privées, elles furent créées les premières. En 1636, le gouvernement de la colonie de Massachusetts vota une subvention pour la fondation d'une école ou collège à Boston. Le legs généreux de John Harvard s'y ajoutant en 1638, la réalisation du projet devint possible et Harvard College fut créé. Depuis lors, le collège a prospéré et est devenu université comprenant école de droit, de médecine, d'agriculture ; faculté des lettres, des sciences, de théologie ; école dentaire, école vétérinaire, école d'ingénieurs, école commerciale, école normale, etc... Le type de l'université privée, est celle de Harvard, la plus ancienne de toutes. Elle tire ses ressources des fondations qui lui ont été faites, des dons généreux de ses amis et des pensions assez élevées des étudiants. Les frais d'immatriculation reviennent à peu près à 75 dollars pour chaque cours suivi. L'université compte aujourd'hui près de 7 000 étudiants, 1 000 professeurs et possède une bibliothèque de 2 332 400 volumes. Dans le stade où se disputent les grands matchs de football, 70 000 personnes peuvent trouver place. Ses bâtiments se groupent autour de pelouses agréables ombragées d'arbres centenaires, près d'une vieille chapelle vêtue de vigne vierge. Il est difficile de rendre le charme de ces lieux. Elle est située à Cambridge, ville qu'un long pont sur le Charles sépare de Boston. L'atmosphère y est moins bruyante et les rues plus aérées.

Les étudiants s'y divisent comme partout en *undergraduates*, candidats au bachot, et *graduates*, élèves des grandes écoles. Les premiers sont répartis en quatre classes correspondant aux années d'ancienneté : freshmen, première année ; sophomores, deuxième année ; juniors et seniors pour les troisième et quatrième années. Chaque classe a son président et son conseil. Les undergraduates sont logés à l'Université même, dans de grands pavillons de brique rose, disséminés sur le « campus ».

L'Université est dirigée par un président assisté d'un conseil d'administration (*Board of Trustees*). Tous deux font les nominations de professeurs, fixent les traitements, les avancements, les retraites et s'occupent de la gestion administrative de l'université. Pour les questions académiques et la police intérieure, les professeurs se réunissent en assemblée plénière ou *Academie Council*. On pourrait qualifier ce concile de corps législatif en attribuant au président et aux Trustees le pouvoir exécutif. Les débats sont secrets et, seuls, les professeurs titulaires y prennent part et votent. Le président, marteau en main, impose des silences, précise des motions, propose des amendements. Le « cursus honorum », en Amérique démocratique, est, en effet, fort compliqué. Tandis que le titre de début « instructor » est une période de stage qui peut s'éterniser, le titre de « professor » comporte trois échelons très définis, « assistant-professor, associate-professor, et full-professor », degré suprême. Les traitements sont, bien entendu, en raison du titre.

L'ensemble du corps enseignant forme la Faculté. Là, les subdivisions naissent de nouveau. Chaque branche d'étude devient un « department » ayant à sa tête un « chairman » ou directeur, chargé de la répartition du travail et d'innombrables rapports officiels. Il gère les fonds spéciaux du département et donne l'impulsion aux études. Du reste, toute une législation règle l'organisation interne des sections et la vie académique en général. C'est une arithmétique compliquée d'heures de cours, d'équivalents, de « crédits » ; l'assiduité est quasi obligatoire, les services sont notés d'après les lettres A, B, C, D jusqu'à G. On peut dire que le baccalauréat final sera la somme de toutes ces heures de « travaux forcés » !

Les mêmes caractères se retrouvent dans les grandes Universités privées et la plupart des Universités d'États et Collèges. Citons, dans l'Est, Yale près de New-Haven, Princeton et l'immense usine de Columbia à New-York où 35 000 étudiants sont immatriculés. Il est vrai que, dans cette dernière, les cours de journalisme et de commerce absorbent une grande partie de la clientèle et que les classes du soir y attirent des élèves de toutes catégories. Les nationalités les plus diverses s'y coudoient : Chinois, Japonais, Hindous en turban, Polonais, Tchèques, etc... Les bâtiments poussent comme des champignons, et il n'y a pas d'année qui ne voie de nouveaux laboratoires surgir du sol tout équipés.

Les Universités d'États ont une originalité particulière. Elles n'ont pas l'autonomie des grandes fondations de l'Est, mais n'ayant derrière elles ni tradition ni convention qui les lie, elles ont une allure plus libre, plus jeune, plus dégagée. Elles sont ce que l'Ouest est à l'Est, ce qu'est la « prairie » sauvage et éventée à la ville resserrée derrière ses murailles. Ces Universités existent dans vingt-neuf États, ce qui fait presque les deux tiers du nombre total. Les plus célèbres sont celles de Californie, Michigan, Minnesota, Wisconsin, Illinois, Pensylvanie.

Elles sont subventionnées par l'État où elles sont établies, contrôlées par le gouverneur ou un comité nommé par lui à cet effet. Les dons particuliers, les legs, les pensions des élèves viennent grossir la somme initiale, fixée par un impôt permanent ou renouvelable chaque année. En 1862, le Morrill Act leur conféra la terre. Là, comme dans l'Est, on trouve un président et un conseil, mais c'est le gouverneur approuvé par ses Chambres qui nomme ces derniers. La nécessité de former des ingénieurs et des agriculteurs pour ces régions immenses a donné un développement particulier aux écoles d'agriculture et polytechniques. L'université de Wisconsin, fondée en 1848, a une faculté des lettres, des sciences, de droit, de pharmacie, une école d'agriculture, d'ingénieurs, de musique, un institut d'arts et métiers. Le système de la coéducation est généralement adopté.

Quant aux Collèges, leur grand charme consiste dans leur situation et dans la vie qu'on y mène. Grande famille d'undergraduates ayant un idéal, une devise, des traditions. Les jeunes filles ne sont point négligées. Outre les Universités d'États qui leur sont ouvertes, elles ont leurs collèges particuliers, qui n'ont rien à envier à ceux des jeunes gens. Dans l'Est, Bryn Mawr, Smith, Vassar Wellesley dont nous aurons l'occasion de parler avec plus de détails tout à l'heure. Nous lisons dans la Constitution de Stanford (collège mixte) ces idées du fondateur sur l'éducation des jeunes filles : « Nous avons pourvu, par l'attribution des fondations, à ce que l'éducation des deux sexes fût égale, pensant qu'il est d'une importance toute spéciale que celles qui sont destinées à être les mères de la génération future soient en état de diriger et de pétrir l'esprit de l'enfant au moment le plus critique de son existence », et plus loin : « Nous pensons qu'il est de la plus grande importance que l'éducation des deux sexes soit également pleine et complète, variée selon les lois de la nature. Les droits d'un sexe, politiques ou autres, sont les mêmes que ceux de l'autre, et cette égalité des droits doit être entièrement reconnue. Le libéralisme est donc complet. »

Dans ce petit monde, collège ou université, où l'on vit en commun, on a l'image en miniature de la société, et on a un peu l'impression d'être dans les coulisses d'un grand théâtre avant l'entrée définitive sur la scène.

*
* *

Ce serait connaître bien mal l'étudiant américain que de croire qu'il va à l'Université pour la poursuite désintéressée du savoir. On lit sans doute à l'entrée de la bibliothèque Widener à Harvard, sur la plaque commémorative du généreux fondateur, noyé dans le naufrage du *Titanic*, ces paroles : « Il aimait les livres qu'il collectionnait et le collège auquel il les légua. Il ne travaillait pas seulement pour lui, mais pour tous ceux qui cherchent la Science. » Ceci semble s'adresser aux professeurs plutôt qu'aux étudiants. La vie matérielle est trop exigeante aux États Unis, trop réelle pour qu'on puisse s'en abstraire et se cloîtrer dans ses études. On cherchera une culture générale, des moyens de vivre plus harmonieusement et des chances plus nombreuses de réussir. La vie sociale jouera donc un grand rôle.

L'athlétisme, le sport, les séances dramatiques, les débats serviront à classer un étudiant aux yeux de ses camarades autant et plus que ses succès d'école. Dans la vie en commun, les caractères se formeront, les discussions stimuleront les intelligences et les tempéraments de chefs auront mille occasions de se manifester.

Voici donc la masse étudiante comme un ferment vivant. Elle existe à côté du corps enseignant, régie le plus souvent par des lois et une constitution. Dans certains cas, c'est le self-government qu'on adopte, avec un président-étudiant et deux chambres délibérantes, Sénat, Chambre des députés. Naturellement, les sujets « non academic in nature » sont les seuls possibles, question de chaperonnage, de sorties, de respect du dimanche chez les jeunes filles. Il peut même y avoir conflit avec le conseil des professeurs ; en ce cas on organise une conférence et on envoie des parlementaires.

L'année scolaire est divisée en deux semestres avec examens sur chaque matière en février et en juin. En première année, plusieurs sujets sont obligatoires, mais l'option devient ensuite le régime adopté. On donne beaucoup de données générales, de vues d'ensemble, de « vol d'oiseau », car il s'agit avant tout d'aller vite et de toucher à tout. L'étudiant assiste en moyenne à quinze heures de cours par semaine (l'undergraduate), pour lesquels il doit donner deux heures de préparation. Entre temps, il y a les divertissements et les sports.

Une des grandes différences entre le système américain et le nôtre, est l'importance donnée au facteur résidence. Peut-être faut-il remonter jusqu'au moyen âge pour l'expliquer. En Angleterre, à Oxford, Cambridge, cette idée prévalait, au même temps où elle disparaissait en France et en Angleterre. Il semble que, dans nos pays, on ait eu le désir d'utiliser toutes les ressources pour l'instruction et qu'on n'ait attaché que très peu d'importance à la question du logement des étudiants et aux conditions matérielles de leur vie. L'idée anglaise s'implanta en Amérique. D'où cette floraison de bâtiments appelés « dormitories », dortoirs, pour leur constituer un home.

En marge des études et de la vie mondaine, il y a les « fraternités ou sonorités » et les clubs. Les premiers sont des cercles fermés dont les membres sont élus en nombre limité, et subissent une initiation secrète. Séries de brimades, extravagances, folies dont le cocasse est arrivé jusqu'à nous. Les membres se proposent une étude spéciale pour occuper leurs loisirs et provoquer leurs réunions, théâtre de Shakespeare, folklore, questions sociales, drame classique... Des lettres grecques servent à désigner chaque société, et des insignes permettent aux agrégés de se reconnaître. A Wellesley, de charmantes maisonnettes sont la propriété des sociétaires. Ce ne sont que terrasses fleuries, divans, hamacs, rocking-chairs, et à l'intérieur, un ameublement ravissant. Les clubs, au contraire, sont ouverts à tous. Association d'athlétisme, de musique, de français, de mathématique, de parole publique, association chrétienne, club dramatique, le champ d'activité est immense. Des journaux hebdomadaires, rédigés par les étudiants, donnent des comptes-rendus de toutes ces réunions.

Quant aux divertissements, la liste en serait encore plus longue. Il y a, en automne, de grands matches de football, celui d'Harvard et Yale, par exemple, grand événement de la saison. Au collège féminin de Wellesley, nous avons la fête des Sports, en novembre, triomphe du hockey, du baseball, du tir à l'arc, golf, tennis, balle au panier. Quand les collines sont luisantes de neige glacée, en février vient le carnaval d'hiver avec le ski, la luge, le toboggan, la course à raquettes. Les saisons semblent rythmer la vie. Au printemps, voici May Day avec ses mâts enrubannés et ses joyeuses faradoles sur le gazon ressuscité. Un peu plus tard, Float night qui chante la splendeur des jeux nautiques avec son concours de canotage et le défilé nocturne des barques décorées. L'année s'achève avec Tree Day, fête des Arbres. La coutume veut que chaque promotion plante un arbre avant de quitter le collège. Ce jour-là tous les arbres des promotions sont fêtés et enrubannés, et l'on danse et l'on joue sur les admirables pelouses.

Avant de fermer ses portes pour les vacances, le Collège ou l'Université procède à la remise des diplômes. Grande cérémonie pour laquelle la Faculté défile en grand costume, suivie des futurs diplômés en toge noire et de la foule bariolée des autres étudiants. On appelle cette cérémonie Commencement, probablement à cause de la nouvelle vie dont elle est le point de départ : *Incipitur vita nova.*

Et les nouveaux bacheliers ou « graduates » s'en vont, de par le monde, fidèles à leur *Alma mater* (expression consacrée). Ils forment des associations d'anciens élèves, ont un journal, un comité, alimentent de leurs dons généreux les Universités d'où ils sont sortis. Chez quelques-uns, l'empreinte aura été forte, et les aura marqués pour la vie.

Renée Jardin.

## *LES LETTRES*

### DISRAËLI ET SON BIOGRAPHE

Le roman a pris tant de place dans les lettres d'aujourd'hui qu'il est devenu difficile de refuser à quelqu'un la qualité de romancier sans avoir l'air de le diminuer. Le don de créer, qui était autrefois l'apanage des poètes, a été étendu à tous les écrivains qui insufflent la vie à des personnages imaginaires. On en a fait, au bénéfice des romanciers, une faculté souveraine et peu s'en faut qu'on ne dénie le caractère de création à toute autre forme de l'art d'écrire. Si bien que dire, par exemple, de M. André Maurois qu'il est plus grand par ses essais et ses biographies que par ses romans, semble vouloir lui faire entendre qu'il n'a que du talent alors que le moindre romancier de son siècle se présente tout vibrant de génie. Mais ne point le dire serait tomber dans un piège que lui-même a su éviter, et risquer de brouiller à nos yeux l'intelligent dessein selon lequel il a mené jusqu'aujourd'hui une carrière littéraire particulièrement brillante.

Il y a matière à de longs commentaires en marge du mot de Gœthe si connu qu'il est presque devenu un lieu commun : « Poésie, c'est délivrance. » Non seulement les poèmes, mais tous les livres ne sont-ils pas des actes que leurs auteurs ont écrits au lieu de les commettre ? M. Léon Daudet va jusqu'à penser que tout grand écrivain est un homme d'action qui a manqué sa vie ; et il donne comme exemple Balzac, dont les romans seraient, dit-il, les laissés-pour-compte d'un homme d'État. Ce problème des rapports de l'action et de la créa-

tion littéraire a toujours hanté M. André Maurois. Et quand il se mit à écrire, il était naturel qu'il songeât tout d'abord au genre qui passait, — et qui passe encore, — pour être le genre créateur par excellence, au roman.

Le plus remarquable est que l'idée qu'il avait en tête était celle qui devait lui fournir son premier grand succès, la vie de Shelley. Mais c'était pendant la guerre. Les documents lui manquaient. Il résolut de transposer dans un roman les scènes de la vie de Shelley qui correspondaient le plus étroitement à des sentiments dont il voulait lui-même se délivrer. Shelley devint un ingénieur français du temps de la Restauration et le héros du livre qui s'appelle *Ni Ange ni Bête*. Ce livre n'eut aucun succès.

M. André Maurois, qui raconte lui-même la genèse de ce roman dans une préface qu'il y a ajoutée naguère (1), cherche aujourd'hui les raisons de cet échec. « Il faut, dit-il, pour faire un romancier, générosité et impartialité. » Sans doute, mais il en faut aussi pour écrire l'histoire d'une vie ; et quand il s'agit de Shelley lui-même, au lieu d'un personnage inventé à son image, M. André Maurois ne manque ni de l'une ni de l'autre. Alors, il y a autre chose. Il y a tout simplement que M. Maurois n'était pas né pour écrire des romans. *Ni Ange ni Bête* mis à part, il a produit le seul roman que puisse faire, une fois dans sa vie, un écrivain qui n'est pas romancier, un livre où il raconte beaucoup de lui-même, *Bernard Quesnay*. Et il a eu d'autant plus de mérite à ne pas se tromper sur son propre cas qu'il était doué d'un don merveilleux, tout proche de celui qui lui manquait : celui de ressusciter certaines figures mortes avec une puissance de créateur et de psychologue qui le rendait maître de ses personnages réels à l'égal des meilleurs inventeurs d'êtres imaginaires. Ce don se manifesta, comme un coup de foudre, dans la *Vie de Shelley*. Et le livre qu'il animait avait tant d'éclat et de relief que l'on vit renaître à sa suite, on sait avec quelle vogue, le genre oublié dont il relevait, les vies des hommes illustres. Il convient d'ajouter que M. André Maurois, chaque fois qu'il a reparu dans la voie qu'il avait rouverte, y a occupé le tout premier rang.

Mais il ne suffit pas de dire que M. Maurois a besoin, pour créer une figure attachante et vivante, du soutien d'un personnage historique. Il y a probablement un secret plus profond de cette série de réussites qui s'appellent la *Vie de Shelley*, les *Souffrances du jeune Werther*, la *Vie de Disraëli*. M. André Maurois a écrit : « C'est le privi-

(1) *Ni Ange ni Bête*, nouvelle édition, illustrée par Pierre Gandon, chez M. P. Trémois.

lège des grands artistes de créer un monde aussi nécessaire que le véritable à ceux qui l'ont une fois connu. » Nécessaire, ce monde l'est surtout à M. Maurois lui-même, qui en est hanté. Pour y atteindre par des romans que lui-même eût écrits, il ne lui eût pas suffi d'être un romancier de talent. Faute d'être un Balzac ou un Stendhal, les héros nés de son imagination ne le conduisaient pas à ce monde rêvé. Alors, comme Barrès, qui, sans avoir écrit un vers, n'aimait que la poésie, il a cherché la compagnie des poètes. Son intelligence trouve les excitations qu'elle désire, au contact des hommes qui recréent l'univers dans leur tête et dans leur cœur. Par le commerce de ces hommes-là, il atteint lui-même, à son tour, la poésie qu'il avait pu craindre, un moment, de voir lui échapper. Il s'y vivifie en la vivant avec eux. Et ses lecteurs y sont transportés après lui quand son art ressuscite l'âme d'un Shelley ou d'un Gœthe. Il lui restait à trouver, pour s'y attacher, un héros qui fût plus proche de lui encore ; non pas un véritable créateur comme sont les poètes, mais un homme partagé entre le désir de la création et les déceptions de l'activité réelle. Cet homme, Barrès, qui était de la même famille intellectuelle, pour avoir joué sa vie, lui aussi, entre l'action politique et l'art de l'écrivain, en parlait parfois à ses amis et avait inscrit son nom dans ses premiers livres. C'est Benjamin Disraëli. Si sa vie a fourni à M. André Maurois le thème de son meilleur livre jusqu'à présent, c'est qu'il est probablement le personnage de l'histoire le plus conforme au héros que M. Maurois eût tiré de lui-même s'il eût été romancier.

Il serait absurde, d'ailleurs, de partir de là pour dresser un parallèle entre M. Maurois et Disraëli. En outre de l'attrait profond que devait lui inspirer un tel modèle, M. André Maurois avait bien des raisons d'écrire une vie de Disraëli. Derrière le fameux homme d'État c'était presque tout le règne de Victoria, presque toute l'histoire de l'Angleterre au dix-neuvième siècle qui s'offrait à lui. Un esprit aussi instruit des choses anglaises que l'auteur du *Colonel Bramble* pouvait-il laisser échapper cette occasion? C'eût été bien dommage pour ses lecteurs. Même certains lecteurs ont regretté que cette fresque historique ne fût pas plus poussée. Sans doute des personnages comme Sir Robert Peel et surtout comme Gladstone y sont vigoureusement dessinés. Fallait-il que la réforme électorale de l'Angleterre, ou les lois agraires, voire le Home rule y tinssent plus de place? M. André Maurois ne l'a pas pensé, et il a eu raison, puisqu'en définitive il s'agit surtout ici de l'histoire d'un homme, sinon de l'histoire d'un cœur.

Un homme troublant que ce grand conservateur anglais donné au Royaume-Uni par la race juive. Son grand-père a fait fortune, ce qui est

une bonne condition pour assurer à un petit-fils le départ d'une carrière brillante ; son père est un lettré ; lui mourra lord après avoir été le Premier ministre favori de la reine Victoria, après avoir représenté l'Angleterre à l'un des plus grands congrès internationaux du siècle, et après avoir écrit plusieurs romans. Et les romans tiennent autant de place dans sa vie que son siège au Parlement ou son portefeuille de ministre.

Ce n'est pas qu'ils aient l'importance — puisque nous le comparions tout à l'heure à Barrès — de la *Colline inspirée* ou du *Jardin de Bérénice* par rapport au député des Halles. Il avait lui-même fixé ses limites d'écrivain quand il disait : « La poésie est la soupape de sûreté de mon ambition, mais je désire agir ce que j'écris. » Et quand il écrivait c'était presque toujours pour achever de se débarrasser d'une action manquée. De *Vivian Grey*, le roman de ses vingt ans, à *Endymion*, le livre écrit à l'âge de la retraite, en passant par *Coningsby* et *Sybil*, *Lothaire* et *Tancrède*, toute son œuvre jalonne des échecs ou des désirs irréalisés. Au milieu de sa vie, chacun de ses livres correspond presque à une défaite politique. Le romancier a mis dans son œuvre ce que le ministre n'avait pas pu faire inscrire dans la loi. Seulement il est arrivé parfois que le romancier fut le prophète du ministre. Ainsi avait-il prédit l'annexion de Chypre, dans *Tancrède*, trente ans avant l'événement. Dans l'association de la poésie et de la politique, la poésie était peut-être plus que l'auxiliaire et la servante.

Et dans une carrière hérissée d'obstacles, le cœur n'a-t-il pas servi Disraëli plus que l'intelligence? L'intelligence, très positive et très réaliste, sut rectifier, en cours de route, maintes erreurs de direction. Elle n'eût pas suffi à forcer les barrages qu'avait élevés entre Disraëli et le monde une redoutable ennemie : la timidité. La timidité met un masque sur le visage de celui qui tâche de la déjouer. En se cachant derrière un personnage savamment composé par lui-même, Benjamin Disraëli fut le premier auteur d'une légende dont il souffrit toute sa vie. Dans l'existence de tels hommes, il semble que les équivoques s'accumulent à plaisir. Qu'un ambitieux comme celui-là épousât une femme riche et plus âgée que lui de douze ans, n'est-il pas raisonnable de penser que c'était pour payer ses dettes et servir sa carrière? Mais la vérité est que ce fut un mariage d'amour et un ménage d'amoureux. Et cet amour, puis plus tard une amitié féminine, celle de la reine Victoria, furent les grandes forces de Disraëli. « J'ai besoin, écrivait-il à sa femme, que ma vie soit un perpétuel amour. » Et plus tard, quand elle fut morte : « Il me faut ou la parfaite solitude ou la parfaite sympathie. » Ces secrètes vivacités du cœur

chez un homme dont la foule ne connaît que l'esprit ou l'éloquence font penser à la douloureuse sensibilité d'un Racine. Combien de bons esprits, à Versailles, ont pu le prendre pour rien d'autre qu'un ambitieux arriviste ! Mais le cœur du souverain avait compris le cœur du poète. Le poète manqué que fut Disraëli eut, par surcroît, ce bonheur que son souverain fût une femme. Si bien qu'on peut dire que, dans l'Angleterre du dix-neuvième siècle, ce grand ministre n'eût peut-être pas donné sa mesure, si la reine Victoria ne fût pas montée sur le trône.

Car les rapports de la souveraine et de l'homme d'État peuvent être, comme le dit M. André Maurois, un curieux mélange de poésie pastorale et de politique réaliste. Jamais la pastorale ne nuit au réalisme. Disraëli, en politique anglaise, voit grand — sinon, à quoi bon être poète? — mais sans cesser de voir juste. C'est par là qu'il est au plus haut point un personnage qui devait intéresser M. Maurois. Le génie créateur n'incite pas l'homme d'action à des folies. La poésie n'exclut pas la sagesse. Et puis, pour un artiste aussi subtil que M. Maurois, quelles délices que de rechercher les traces de cette poésie dans ses manifestations les plus délicates ! Non pas même la poésie proprement dite, mais, dans le filigrane de lettres, de mémoires et de souvenirs, l'essence de la poésie, qui est amour.

Si bien qu'après Shelley et Gœthe, Disraëli apparaît aussi dans l'œuvre de M. André Maurois comme un poète, mais avec cet éclat en moins et ce charme en plus d'être un poète caché. Et quand nous disions tout à l'heure que M. Maurois avait trouvé en Disraëli un personnage qui fût aussi proche de lui que possible, ne devions-nous pas voir pour finir le biographe et son modèle se ressembler sur ce point? A tout le moins pourrait-on essayer de définir M. André Maurois : une intelligence tourmentée de poésie. Il y aurait là — s'il en est besoin — de quoi le consoler de n'être pas né romancier.

André Rousseaux.

## *Les Livres nouveaux.*

Voici un livre suave et pétillant ! Il est plein à la fois de tendresse et d'ironie. On y entend le murmure de voix chères qui se sont tues ; l'amour du passé l'inspire ; l'amour des vieilles choses, des nobles maisons anciennes, du très antique Paris, et du Paris d'avant la guerre, qui prend déjà son petit charme désuet. Il est habité par quelques originaux délicieux ; une princesse vénérable, qui s'opi-

niâtre dans la pauvreté ; un étudiant sexagénaire qui aurait pu chasser sur ses terres valaques et mener le train d'un grand seigneur, et qui a tout sacrifié à la passion de la liberté, des livres, et du quartier Latin ; un vieil amoureux, savant et tendre comme Sylvestre Bonnard, et silencieux jusqu'à la mort ; quelques femmes simples, du peuple de Paris ; des braves cœurs sous de vieux caracos. Et puis, toute l'Europe !... Trois empereurs, je ne sais combien de ministres, de princes, d'ambassadeurs ; des femmes fortes, et quelques femmes méchantes. Tout un personnel de comédie. Des bonshommes d'Anatole France, et des personnages de Marcel Proust et de M. Abel Hermant. Le plus amusant, c'est qu'ils ont vécu, sûrement. Pas tous, mais la plupart. Les uns ont leurs vrais noms ; et d'autres de faux noms transparents. On ne devine pas tout. On ne démêle pas aisément le romanesque de l'historique. Mais il n'y a qu'à tout considérer comme vrai, après tout... Et se dire : c'est arrivé. L'accent du récit y aide bien.

Peut-être avez-vous reconnu, puisque les premiers chapitres en ont paru ici même, *Catherine-Paris*, de la princesse Bibesco, à qui nous devons déjà *Isvor ou le Pays des Saules*, ces Géorgiques roumaines, et *le Perroquet vert*.

*Catherine-Paris*, c'est d'abord une petite fille de trois ans, qui arrive à la gare de l'Est. Elle vient de perdre son père, Constantin Romulesco. Elle est née à Bucarest. Elle va devenir Parisienne d'adoption. Une petite Parisienne. Elle ne sera pas très riche. Elle habitera chez sa grand'mère, la princesse Catherine, rue Matignon, un appartement qui n'est ni vaste, ni somptueux. Des odeurs de gaz et de cuisine font une âme bourgeoise à l'escalier. Et chaque soir Mme Princesse, à la lueur du réverbère, continue son tricot, par économie et pour mieux rêver.

C'est un admirable caractère, Mme Princesse. Elle est l'épouse de Jean Dragomir, un tyran. Elle s'est enfuie, un jour, avec ses huit enfants. Elle se contente d'une pension que Jean Dragomir a fixée petite. Elle a vieilli libre, à peine troublée, une fois l'an, par l'apparition et les tempêtes de l'époux qui ne réussit pas à briser cette résistance. Insensible à toutes les colères, la bonne princesse chantonne, en elle-même, « turlututu, chapeau pointu. » Il faut beaucoup de grandeur d'âme pour dire *turlututu* aux difficultés de la vie, et aux méchancetés d'un homme.

Élevée par cette princesse exquise, Catherine-Paris, — Paris est son second prénom, qui lui vient d'une tante née dans notre ville, pendant le siège de 1871, et morte en bas âge, — Catherine-Paris sera douce, pure, exempte d'orgueil et de préjugés. Un professeur retraité, M. Beau, en extase devant Mme Princesse comme l'homme du sonnet d'Arvers devant celle « qui n'en a jamais rien su », enseigne à la fillette l'histoire de France. « Nos ancêtres, les Gaulois, » dit cette petite Valaque. Il lui explique l'histoire de Paris surtout. Mais elle

connaîtra, de la France, plus encore que l'histoire des rois et des pierres. La servante Maria Robinet lui dit les superstitions, les contes de nourrices. La cuisinière Angèle lui révèle la douceur de vivre, la volupté des plats mijotés chez nous. Catherine-Paris est toute Française. Et c'est un Français qu'elle devrait bien épouser, spirituel et éloquent, comme elle l'est elle-même ; pareil à ce Philippon qu'aima sa mère, la princesse Marie, et à qui elle a dû renoncer. Mais Catherine ne sera pas plus heureuse.

A une vente de livres, où M. Beau et l'oncle Charles-Adolphe, philosophe et plus ami du savoir que des terres valaques, l'ont conduite, elle émerveille le comte Adam Léopolski, Polonais, coureur de femmes, qui décide de l'épouser, et, malheureusement, y parvient. Les préparatifs du mariage, troublés par des querelles de préséance entre tous les parents des Léopolski, fournissent la narration la plus ironique. Et voilà les mésaventures de Catherine-Paris qui commencent. Ce mari, qui cesse de l'aimer aussitôt qu'elle est à lui, car il a l'esprit contredisant, ou, pour mieux dire, il n'a point d'esprit du tout, l'emmène dans le palais de Zamosc, une copie du palais de Versailles, à qui il manque d'avoir abrité la Cour de France, et d'être près de Paris. Et comme les chasseurs l'amusent ! Il faudrait qu'elle sût reconquérir son mari, au moins assez pour avoir de lui un fils, et conserver à la branche aînée des Léopolski le majorat de Zamosc. Mais le comte n'est qu'un butor. Le charme de sa femme agit sur tous, mais plus sur lui. Elle enchante la cour de Vienne, la cour de Berlin, la cour de Pétersbourg, dont aucune ne l'éblouit, car elle regarde en Gavroche le vieux François-Joseph qui a, dit-elle, l'air province ; Guillaume II, qui claque ses talons de bottes pour exprimer son admiration, et le mélancolique et superstitieux Nicolas. Pour elle, l'Europe a pour capitale Paris, — villes principales : Vienne, Berlin, Pétersbourg...

Une cousine d'Adam, par jalousie, tire, au cours d'une chasse au sanglier, deux coups de fusil sur Catherine-Paris. Elle a manqué mourir. On l'autorise à revenir à Paris, et elle compte bien n'en plus bouger, y vivre sans amour, parmi des vieillards érudits, charmés et diserts, dans le vieil et charmant hôtel que possèdent les Léopolski dans l'île Saint-Louis. Va-t-elle y vieillir en douceur, comme Mme Princesse... Oh ! la vie est fertile en surprises. La première, ce sera de devenir amoureuse d'un aviateur français. La seconde, ce sera la guerre. Catherine-Paris apprend, sans y croire, que son mariage avec un Polonais de Lemberg l'a faite Autrichienne, qu'il faut fuir, et même qu'elle est « suspecte » à de venimeuses amies... Exil.. Genève, Rome, Magdebourg, — où l'aviateur français est prisonnier... Les quatre années passent. Catherine-Paris retrouve sa chère ville. Elle a un fils qui, selon la loi, est le fils d'Adam Léopolski. Plus tard il sera Français, sans doute... « Il n'en coûte que mille deux cent soixante-seize francs de droits de sceau. »

Voilà le canevas. Du romanesque, mêlé à de l'autobiographie, — probablement. L'auteur a tenu à prouver à quel point Catherine-Paris était Française. Quelle autre pourrait écrire de ce style aisé, nuancé, brillant et vif? Avoir cet esprit dégagé, raisonnable et rêveur en même temps, ce libéralisme, ce bon sens narquois, cette absence de marque, ce goût du savoir qui ne s'aigrit jamais en pédantisme? Un reflet de la grâce de la marquise de Sévigné ; un peu des dons d'observation d'un Saint-Simon. Oh! le joli livre!

Les Tharaud nous en donnent un excellent aussi : *la Rose de Sâron*, ou l'adolescence d'un petit Juif des Karpathes. Jacob Lipschutz est fils d'un cabaretier. Jusqu'à la fin de ses jours, et quoi qui puisse lui arriver, il songera toujours avec émerveillement au comptoir de zinc, surmonté du tour de zinc où l'on accrochait les verres, étincelant et somptueux ornement de la boutique paternelle, pleine de mouches et de crasse. Jacob est intelligent. Son oncle, qui passe son temps à fumer sa pipe et à faire semblant de rêver au Talmud, ce qui lui a donné la réputation d'un savant et l'avantage d'être nourri sans travailler, conseille de faire de lui un rabbin. Et Jacob va à l'école talmudique. Il est, comme ils disent, bocher. C'est à savoir que tous les matins il dispute âprement sur la sainte Thorah, sur les prescriptions du Talmud, et par exemple sur la question de savoir combien de poils blancs peut avoir une vache rousse destinée au sacrifice sans cesser d'être une vache rousse ; si le grand prêtre doit passer sa culotte avant sa chemise, ou le contraire ; et autres problèmes aussi passionnants. Ces disputes, qu'on nomme *pilpoul*, conduisent peu à peu les bocher à être de grands savants, pour les ghettos d'Orient, et de lamentables ignorants de tout ce qui importe dans la vie moderne. Le reste du temps, ils mangent mal chez des Juifs, charitables, mais pas au point de faire des folies ; et ils mendient pour renouveler, de loin en loin, leurs haillons, et compléter leur nourriture.

Ainsi s'écoule la jeunesse de Jacob, qui nous est contée de façon bien pittoresque. Mais le « Fléau du savoir », comme disent MM. André Billy et Moïse Twersky, va corrompre cette fleur d'Israël. Jacob rencontre un professeur chrétien qui lui lit du Heine. Jacob trouve au fond d'une poche un numéro de *la Rose de Sâron*, journal des Juifs modernistes. Jacob entre comme catéchiste dans la famille d'un avocat juif qui ne croit plus, et dont la femme, surtout, est ardemment moderniste. Jacob est attiré par la science occidentale. Et nous le voyons arriver à Paris, sans un kreutzer, mais animé d'espoirs fougueux. Il vend des lacets et des cartes postales. Ne doutons point qu'il ira loin.

Le livre des Tharaud aura, sans aucun doute, une suite. Jacob n'en est qu'au premier chant de son épopée, L'effervescence des esprits juifs, ces pilpouls, ces rêveries inutiles, cette misère de ceux qui vivent à « l'Ombre de la Croix », nous les avons déjà rencontrés

dans les ouvrages antérieurs des Tharaud. Mais on devine que Jacob, qui arrive à Paris en 1888, va être mêlé aux luttes de la fin du dix-neuvième siècle. Il connaîtra peut-être Bernard Lazare et Péguy... Ce sont d'alléchantes promesses.

M. Francis Jammes conte, en poète plutôt qu'en historien, la vie de Mgr Lavigerie, primat d'Afrique. Un historien aurait cherché à préciser l'action du grand cardinal sur le Continent noir, à le montrer organisant les missions, administrant ses œuvres et ses diocèses de Carthage et d'Alger. M. Francis Jammes, sur tous ces points si importants, est extrêmement bref. Mais il a été voir la maison où naquit, en 1829, au pays basque, Charles Lavigerie, et la fenêtre par laquelle il échangeait son dessert contre le pain des pauvres ; il a regardé les images que le petit Charles feuilleta ; il a vu Larressorre, où Charles fit dix mois de séminaire, près d'Ustarritz, de Cambo « posée telle qu'une aiglonne blanche sur sa colline de cailloux roulés » ; il a rêvé longtemps devant la statue du prélat, à Bayonne, au confluent de l'Adour et de la Nive... Et c'est une charmante série d'illustrations, de tableaux virgiliens, de visions poétiques.

Dans les *Ames en peine*, — quelques nouvelles remarquables, — M. Marcel Arland décrit quelques pauvres êtres : des abouliques, des timides, des gens dont les pensées se lient mal, se fondent dans une rêverie douloureuse. Cela fait un peu songer à Dostoïevsky et à quelques jeunes écrivains attirés par la misère morale, et curieux de larves humaines. Mais M. Marcel Arland ne nous décrit ces asthéniques que pour nous faire réagir. Il croit que nous aimerons l'action, le courage et la raison, en voyant où conduisent la mollesse, la lâcheté, et les hallucinations. Ainsi, les Spartiates inspiraient l'horreur de l'ivrognerie aux enfants en leur montrant un ilote ivre. C'est un procédé. J'ai un peu plus de confiance dans l'exaltation cornélienne de la vertu, par exemple. Il est exact cependant qu'on n'a aucune envie d'imiter les tristes héros de M. Marcel Arland, et que son livre est triste. Mais il a beaucoup de talent. Un talent attentif et simple, sensible, baigné de mystère. D'une rare et fine qualité.

On vient de rééditer *Aline*, qui est le premier roman de Ramuz. Une idylle, dans la montagne. Elle finit mal, car Aline, abandonnée par son amoureux, tue son enfant et se pend. Après quoi, la vie reprend au village, et le lâche se marie sans qu'il lui advienne aucun mal. C'est très simple, et très poignant. Cela sent les champs fauchés, la forêt, la mousse ; c'est humide et frais. C'est d'une langue robuste et savoureuse.

ROBERT KEMP.

# *LES BEAUX-ARTS*

## LE SALON DE CHARLES NODIER
## LA JEUNESSE DES ROMANTIQUES
## PASTELS FRANÇAIS DU XVIIe ET DU XVIIIe SIÈCLES

On commence à célébrer un peu partout le centenaire du Romantisme. Nous ne nous en plaindrons pas, pour notre part, ayant gardé un faible, peut-être coupable, pour cette école et cette époque... Au reste, ce n'est pas à nous qu'il appartient, ici du moins, dans une chronique exclusivement consacrée aux Beaux-Arts, de reviser ce grand procès : et nous demandons seulement la permission de demeurer fidèle à nos amours. Toutefois, à propos de ces diverses expositions qui déjà requièrent l'attention des curieux, faut-il constater un certain flottement dans la façon dont ce centenaire est et va continuer d'être, au cours des prochaines années, commémoré. C'est que le Romantisme n'est pas venu comme un seul homme, à jour nommé et à telle heure. Il y a un pré-romantisme, qui prend ses origines au dix-huitième siècle. Et l'école romantique proprement dite, dont *Hernani* fut le panache en 1830, a préludé à ses grands combats décisifs par une série d'escarmouches et de coups de main échelonnés sur les deux lustres précédents : *les Méditations* sont de 1820, les *Odes* de 1822. Stendhal tirait ses pistolétades romanticistes en 1825. L'offensive théâtrale de Mérimée date de 1826. Dumas gagnera sa première partie avec *Henri III*, il y a juste un siècle cette année ; et celles qui vont suivre auront chacune leur abondante quote-part de thèmes à commémorations centennales. Fallait-il attendre 1930

pour donner à ce bout de siècle une consécration unique et officielle? Il y aurait peut-être eu avantage, pour l'éclat des fêtes attendues. Mais la badauderie est impatiente, et les organisateurs craignent toujours de se voir couper l'herbe sous le pied. C'est pourquoi le Romantisme va être célébré d'une manière endémique, si l'on peut dire, et par petits paquets. Les inconvénients de cette méthode sont sensibles dès aujourd'hui : nous allons avoir un très grand nombre d'expositions sur le même sujet, le double emploi sera fatal. Et d'autre part, il est possible que l'attention des amateurs, trop dispersée, se lasse vite... Un effort unique eût été préférable de beaucoup.

C'est sous les signes de Nodier, à l'Arsenal, et de Victor Hugo dans sa glorieuse maison de la place des Vosges, où le Romantisme a connu sa plus heureuse période et ses triomphes les plus sûrs, que M. Louis Batiffol et M. Raymond Escholier ont ouvert le cycle des intéressantes manifestations qu'on nous promet. La chronologie ainsi est satisfaite. Le salon de Nodier passe à bon droit pour avoir servi de berceau à la jeune école, le pèlerinage de l'Arsenal s'imposait nécessairement tout d'abord. Il paraît que l'exposition qu'on y voit a dû être improvisée dans un laps de temps assez court : que M. Batiffol se félicite du tour de force accompli, qui, en lui assignant des limites, a très efficacement concouru à son succès. Faute d'une plus vaste ambition, le riche conservatoire de livres du boulevard Morland ne s'est proposé que de restituer à nos yeux l'aspect des appartements du vieux Nodier, tels qu'ils s'ouvraient si librement tous les dimanches, il y a un siècle, aux artistes et aux écrivains amis de cet amphitryon bonhomme, dont la gloire vantée par tous tenait, s'il faut en croire Sainte-Beuve, à ce qu'elle ne portait ombrage à personne et ne pouvait gêner aucun de ses hôtes plus jeunes. Rarement, en effet, homme de lettres a suscité une sympathie aussi unanime ; et le vieillard savait, au surplus, comment il convient de traiter des poètes : portes ouvertes, et en leur donnant, dès le seuil, l'impression qu'ils étaient chez eux. Le piquant est le caractère profondément bourgeois de ce milieu, et cette gentillesse un peu « province » avec laquelle étaient accueillis chez l'auteur de *la Fée aux Miettes* ces futurs révolutionnaires du roman, de la poésie et du théâtre, qui n'étaient bousingots que dans leurs livres. Nous avons toujours soupçonné le romantisme français de quelque bourgeoisie, ce qui d'ailleurs dut faire une partie de sa force : bu tous les soirs, le punch byronien dans les crânes de morts n'aurait sans doute pas permis à ces robustes et réguliers travailleurs, dont Hugo représente le modèle assis, d'élaborer leur œuvre si considérable, ne fût-ce que par ses

dimensions. Ce salon Nodier, avec ses tasses de thé de tout repos, et sa jeune fille au piano, virginale proie (très bien défendue) au milieu de ces lions parfaitement peignés, est bien amusant à considérer, autant qu'il nous peut faire envie. En nous promenant à travers ces jolis appartements de l'Arsenal hanté de fantômes, demeurés tels encore aujourd'hui qu'ils ont vu passer tour à tour leurs anciens occupants du dix-huitième siècle, les duchesse du Maine, les Staël-Delaunay, les Paulmy d'Argenson, puis l'insupportable Genlis, enfin le souriant Nodier et ses fidèles, dans ce décor de fines boiseries et de stucs légers, au milieu de ces meubles et de ces bibelots Restauration qu'il a suffi d'extraire des collections où ils s'étaient réfugiés pour rendre à ces lieux leur physionomie précédente, nous évoquions avec quelque regret toutes les agréables facilités données par cette époque aux loisirs exquis de l'esprit, à la sociabilité amène, aux jeux de la conversation. Sous les portraits des maîtres du logis et de leurs hôtes éminents, plusieurs vitrines judicieusement composées rappellent, par un détail choisi, les débuts de ce large mouvement poétique et, grâce à maints souvenirs qui, chacun, suggèrent ou ressuscitent l'anecdote déjà légendaire, aident à reconstituer l'atmosphère aimable de ces soirs charmants. C'est Musset habillé en page et fameux surtout comme danseur, le Musset d'avant *Don Paez* et sa lunatique ballade ; Arvers écrivant son sonnet (qui sauve son nom de l'oubli) sur l'album obligé de Marie ; Lamartine à la cheminée, récitant *le Lac*, Hugo *les Djinns* ou *le Pas d'armes du roi Jean*, Dumas père allumant les lustres... Peut-être, après tout, pour beaucoup de visiteurs qui ne sont pas touchés de nos querelles, le Romantisme, n'est-ce que cela : ces historiettes répétées par tous les manuels, et de grands vers à rimes sonores, un orientalisme de Keepsake, des sultanes à la fenêtre et des châtelaines sur leur tour, écoutant dans l'ombre un beau ténébreux à guitare, des sentiments exagérés comme la coiffure des dames et l'ampleur de leurs manches à gigot — le tout, dans un encadrement gothique, avec épigraphe de Jean-Paul, et vignette de Johannot... Rien ne sent encore la bataille, et d'ailleurs, ce n'est pas chez le bon Nodier qu'elle a lieu : courtois, romance, un peu mondain, sujet de conversation de salon, le Romantisme ici n'engage encore pas grand'chose.

Place des Vosges, le ton change et l'impression est différente. Dès l'escalier, vous flairez l'odeur de la poudre. Et plus d'un curieux, gravissant ces degrés usés où nous avons plaisir à imaginer le pas lourd d'Hugo remontant dans son cabinet où il va écrire *Lucrèce Borgia* ou *Ruy Blas*, pourra sans doute supposer qu'il met le pied chez l'ennemi...

En combinant cette exposition, pour laquelle nombre de nos grands musées de province (et la National Gallery elle-même) ont bien voulu se dessaisir momentanément de pièces rares, M. Raymond Escholier a compris qu'il fallait s'imposer d'abord de très nécessaires limites. Il n'a, cette fois, prétendu nous montrer que la *Jeunesse des Romantiques* : c'est prévoir de façon prudente et se ménager l'avenir. Le cadre ainsi déterminé est parfois rompu, il est vrai, et ce turbulent contenu le déborde — ce qui n'empêche pas certains manques assez déconcertants à notre avis. Stendhal, par exemple, ne se trouve représenté en rien place des Vosges, et son nom même, sauf erreur, ne figure pas dans le catalogue. Est-ce pour n'avoir pas aimé « le somnifère M. Hugo », qu'il a de la sorte été frappé d'ostracisme? Ou bien n'est-il pas considéré, chez les purs, comme un véritable romantique? ou croit-on qu'il était trop vieux en 1827 pour être compris dans cette *Jeunesse?* Balzac est présent, mais représenté avec une parcimonie injurieuse : par la belle sépia de Louis Boulanger qu'a prêtée le musée de Tours, et deux volumes seulement, *l'Art de mettre sa cravate en seize leçons*, et *l'Héritière de Birague.* Marcel Bouteron trouvera que c'est peu... Nerval n'est pas au catalogue. Musset, dont on réunit plusieurs portraits, des devoirs d'écolier et des dessins, n'a pas un livre : il n'a publié ses *Contes d'Espagne* qu'en 1830, direz-vous. J'en vois d'autres, venus plus tard, cependant. La place aussi est mesurée à Chateaubriand, trop vieux? Alors, pourquoi accueillir Bernardin de Saint-Pierre? Théophile Gautier n'a rien... Ces chicanes sans gravité ne sont faites que pour souligner la difficulté de l'entreprise, et comme il était fatal d'y succomber.

Par contre, Hugo, Lamartine et Vigny sont à l'honneur, et c'est très bien. Hugo, cela va de soi : il est le Romantisme à lui seul, et d'autre part il est chez lui. De Vigny, voici le bureau, l'encrier et l'épée, maint manuscrit tiré des armoires opulentes en trésors de M. Louis Barthou, et des portraits, et jusqu'à de curieux dessins de sa main, qui déjà figurent des anges. Lamartine a son reliquaire, composé d'émouvants vestiges : le crucifix d'Elvire, le pauvre châle de Graziella, vingt aquarelles, des bibelots, des meubles généreusement prêtés par de pieux collectionneurs. Les grands manuscrits ne se comptent pas, des pages détachées des *Mémoires d'outre-tombe* aux adaptations shakespeariennes de Vigny, du *Cromwell* d'Hugo aux carnets des *Méditations.* Et l'on n'a pas omis le choix obligé d'exemplaires dédicacés, les reliures, les albums, et, montres, bonbonnières, pendules, écritoires, bagues, pendentifs ou colliers, tout cet amusant bric-à-brac à décor troubadour et moyenâgeux qui atteste, de la part des artisans de cette époque ardente, un si souple désir de main-

tenir, dès la première heure, leurs ingénieuses créations dans la dépendance de la nouvelle mode intellectuelle.

Non moins que la littérature, l'art est bien traité, lui aussi. Triomphe éclatant, en première ligne, de Géricault, de Delacroix. Rien de plus juste que ce voisinage, et la part faite au maître à côté du superbe élève, qui le continue et le dépasse. Parmi tant d'esquisses, de toiles, de dessins, de carnets, de lithos, de caricatures même, il faut signaler en passant l'admirable fragment de ce dernier, pour sa *Mort de Sardanapale*, cette vivante et pathétique *Étude de femme couchée*, du musée d'Angers, qui marque si éloquemment la fougueuse allégresse de ce beau génie raisonnable chez qui l'inspiration ne s'élève que d'une réflexion profonde, dont les cahiers de son *Journal* nous livrent la mystérieuse clef. Ingres n'a pas été écarté de cette exposition : la date le voulait ainsi, sinon l'esprit, et il est d'ailleurs permis de supposer qu'on a voulu laisser apercevoir, par quelques exemples probants, comment, si sûr de sa doctrine, un pareil maître a pu être à son tour touché par l'ambiance contemporaine, et y céder même, un instant.

David d'Angers, Granet, Louis Boulanger, Champmartin, les Devéria, les Johannot, Nanteuil, Lami, Raffet, Delaroche, Léopold Robert, Jehan Du Seigneur, et beaucoup d'autres, reçoivent place des Vosges le légitime accueil qui leur est dû, susceptible parfois de les remettre plus exactement à leur rang, comme il arrive pour ces frères Devéria, un peu trop méprisés il me semble, qui furent de si ingénieux illustrateurs, et qui ont si vaillamment servi, par le pinceau, le crayon et la pierre lithographique, la cause du livre et de la vignette romantiques. Et nous n'avons rien dit de l'iconographie de l'époque, grâce à eux précieusement tenue à jour, et dont la présente exposition réunit un échantillonnage innombrable, aussi utile au psychologue et à l'historien des mœurs que plaisante au collectionneur et instructive au simple passant curieux. A ce dernier encore, il convient de signaler la partie de cette exposition consacrée au mouvement philhellénique et à la guerre de l'indépendance grecque, parfaitement à sa place en ce lieu, et dont l'évocation pittoresque était justifiée par la date, comme elle l'est par son influence dans le domaine littéraire.

De cette première manifestation en l'honneur du centenaire du Romantisme, avons-nous à tirer ici quelque leçon? A demeurer sur le plan esthétique, le seul qui nous doive occuper, et le seul, au reste, qui nous intéresse, l'impression ressentie devant ces vitrines, le long de ces cimaises surchargées, est d'un merveilleux sursaut d'énergie créatrice, dont cette époque romantique à ses débuts fut la bénéficiaire extasiée. Dans la cohorte enthousiaste qui la sert, nous voyons,

depuis tant d'années. Sans doute M. Barthou avait-il rencontré des clients plus sympathiques que Robespierre et ses adversaires. Mais du moins ce procès posthume lui laissait-il quelque répit et quelque liberté. L'histoire n'oblige pas l'avocat, comme toute cause présente, à se forger une prompte conviction pour plaider innocent ou coupable ; tout en exigeant les mêmes ressources de métier et de talent, elle souffre l'aveu d'un doute, d'une incertitude et permet à l'esprit de rester en suspens.

M. Barthou a goûté pleinement cette tranquillité, ce désintéressement rarement permis à l'orateur auquel il a joint le désintéressement si opportun du politique. Parvenu dans les *templa serena*, il est de ceux qui se peuvent tenir avec honneur au-dessus de la mêlée. Vous ne relèverez dans ce livre aucune trace de phraséologie à l'adresse des électeurs : rien que l'esprit délié d'un honnête homme qui s'ingénie loyalement devant nous à démêler la vérité. Supposez ce récit écrit par un parlementaire, encore préoccupé de la galerie, il devenait déplaisant, illisible.

L'auteur a donc étudié avec soin toutes les pièces du procès ; et sûr de son information, il déroule simplement son récit clair, logique, par actes et tableaux parlants : *Avant, Pendant, Après*. Mais l'éditeur est sans pitié et il a fallu, pour observer la mesure uniforme de la collection, comprimer le troisième acte.

La fête du 20 prairial an II (8 juin 1794), dédiée à l'Être Suprême et à la Nature identifiés, forme naturellement le prologue idyllique du drame sommaire et haletant de Thermidor. Robespierre, qui compte trente-cinq ans, semble alors maître du pays : cette cérémonie, dont la mise en scène et la marche ont été réglées par David à l'image de l'âge d'or rêvé par Jean-Jacques, prend un air d'apothéose qui irrite et inquiète maints griefs ou ressentiments, maintes défiances, jalousies ou craintes. « Demain nous combattrons encore les vices et les tyrans, déclare l'Incorruptible, au nom de la Justice, de la Liberté et de la Vertu qu'il remercie l'Être Suprême d'avoir créées. — A qui en a-t-il ? Qui vise-t-il ? où s'arrêtera-t-il ? — Le Pontife, dans son orgueil farouche, ressent à vif les sarcasmes qu'il entend ou qu'il devine : grâce à sa police, il s'y connaît dans l'attitude, les propos, et les démarches de chacun, le progrès d'une ligue dont ses vagues menaces resserrent chaque jour le faisceau. En vain est-il entendu que la loi du 22 prairial, qui doit accélérer la procédure du Tribunal révolutionnaire, sauvegarde l'exception qui couvre les représentants du peuple. Les hypocrites et les intrigants « pervers et méprisables », que Robespierre désigne sans les nommer, se sentent promis à la guillotine. Il s'agit de prendre les devants.

La partie se joue à la fois au Comité de Salut public et au Comité de Sûreté générale (les deux comités de gouvernement), à la Convention, aux Jacobins, à la Commune. Boudant les comités où il finit par ne plus paraître, négligeant même la Convention qu'il se flatte de subjuguer, le jour venu, au gré de sa parole, Robespierre travaille les Jacobins, par quoi il tient la Commune. Sans doute se propose-t-il d'échauffer l'opinion populaire par de vagues accusations répétées à dessein, qui le montrant comme la victime offerte aux ennemis de la patrie, excitent en sa faveur la suspicion et l'espionnage. Bientôt, porté par le vœu des ardents, il pourrait dénoncer à coup sûr et supprimer ceux-là même dont « le désespoir paraissait déterminé à tout hasarder. »

Mal conseillé par le dépit, trompé par sa suffisance, il commet la faute de mésestimer l'habileté ou le courage de ses adversaires : Fouché, son ancien ami d'Arras, mène contre lui le jeu dans la coulisse. Pourtant Couthon et Saint-Just, les deux autres triumvirs, se prêtent à une réconciliation avec les Comités dans les séances plénières des 4 et 5 thermidor : seul, Robespierre demeure secret, irréductible. Il ne reparaît le 8 thermidor à la tribune de la Convention que pour « jeter le gant aux comités » et les attaquer cruellement, durant deux heures d'horloge. *Des noms! Des noms!* et l'orateur ne trouve à nommer que Cambon, le probe, le laborieux dictateur des finances. La vigoureuse réplique qui jaillit de cette conscience respectée rend du cœur aux conjurés défaillants. La Convention se reprend et renvoie aux Comités, c'est-à-dire à ceux mêmes qu'avait accusés l'orateur, le discours dont elle avait d'abord décrété l'impression et l'envoi jusqu'à la moindre commune.

*Il faut frapper demain!* déclarait incontinent Fouché à Barras et à Tallien. Robespierre avait perdu la bataille parlementaire, la principale pour lui, celle qu'il comptait gagner dans sa vanité oratoire. Pour vaincre les Jacobins et la Commune, pour rallier les sections parisiennes, justement mécontentes du maximum des salaires promulgué quelques jours plus tôt, la décision de Barras, l'homme du coup de main, armé du redoutable *Hors la loi!* sera secondée par l'incapacité de l'ivrogne Hanriot et la mince énergie de Robespierre qui, autant par tempérament que par respect de la légalité, répugne de recourir à la force. Sans doute souhaitait-il d'être jugé par le Tribunal révolutionnaire et d'y renouveler, grâce à son éloquence, le redressement triomphal de Marat. Pour ce visionnaire lyrique, l'action s'était toujours réduite à la parole.

Il y a plaisir à suivre, par-dessus l'épaule de M. Barthou, le compte rendu des débats qui s'élèvent dans les Comités, à la Convention, aux

depuis tant d'années. Sans doute M. Barthou avait-il rencontré des clients plus sympathiques que Robespierre et ses adversaires. Mais du moins ce procès posthume lui laissait-il quelque répit et quelque liberté. L'histoire n'oblige pas l'avocat, comme toute cause présente, à se forger une prompte conviction pour plaider innocent ou coupable ; tout en exigeant les mêmes ressources de métier et de talent, elle souffre l'aveu d'un doute, d'une incertitude et permet à l'esprit de rester en suspens.

M. Barthou a goûté pleinement cette tranquillité, ce désintéressement rarement permis à l'orateur auquel il a joint le désintéressement si opportun du politique. Parvenu dans les *templa serena*, il est de ceux qui se peuvent tenir avec honneur au-dessus de la mêlée. Nous ne relevons dans ce livre aucune trace de phraséologie à l'adresse des électeurs : rien que l'esprit délié d'un honnête homme qui s'ingénie loyalement devant nous à démêler la vérité. Supposez ce récit écrit par un parlementaire, encore préoccupé de la galerie, il devenait déplaisant, illisible.

L'auteur a donc étudié avec soin toutes les pièces du procès ; et sûr de son information, il déroule simplement, son récit clair, logique, par actes et tableaux parlants : *Avant. Pendant. Après.* Mais l'éditeur est sans pitié et il a fallu, pour observer la mesure uniforme de la collection, comprimer le troisième acte.

La fête du 20 prairial an II (20 juin 1794), dédiée à l'Être Suprême et à la Nature identifiés, forme naturellement le prologue idyllique du drame sournois et haletant de Thermidor. Robespierre, qui compte trente-cinq ans, semble alors maître du pays : cette cérémonie, dont la mise en scène et la marche ont été réglées par David à l'image de l'âge d'or rêvé par Jean-Jacques, prend un air d'apothéose qui irrite et inquiète maints griefs ou ressentiments, maintes défiances, jalousies ou craintes. « Demain nous combattrons encore les vices et les tyrans, déclare l'Incorruptible, au nom de la Justice, de la Liberté et de la Vertu qu'il remercie l'Être Suprême d'avoir créées. » — A qui en a-t-il? Que veut-il? où s'arrêtera-t-il? — Le Pontife, dans son orgueil farouche, ressent à vif les sarcasmes qu'il entend ou qu'il devine ; grâce à sa police, il va suivre dans l'attitude, les propos, et les démarches de chacun, le progrès d'une ligue dont ses vagues menaces resserrent chaque jour le faisceau. En vain est-il entendu que la loi du 22 prairial, qui doit accélérer la procédure du Tribunal révolutionnaire, sauvegarde l'exception qui couvre les représentants du peuple. Les hypocrites et les intrigants « pervers et méprisables », que Robespierre désigne sans les nommer, se sentent promis à la guillotine. Il s'agit de prendre les devants.

La partie se joue à la fois au Comité de Salut public et au Comité de Sûreté générale (les deux comités de gouvernement), à la Convention, aux Jacobins, à la Commune. Boudant les comités où il finit par ne plus paraître, négligeant même la Convention qu'il se flatte de subjuguer, le jour venu, au gré de sa parole, Robespierre travaille les Jacobins, par quoi il tient la Commune. Sans doute se propose-t-il d'échauffer l'opinion populaire par de vagues accusations répétées à dessein, qui le montrant comme la victime offerte aux ennemis de la patrie, excitent en sa faveur la suspicion et l'espionnage. Bientôt, porté par le vœu des ardents, il pourrait dénoncer à coup sûr et supprimer ceux-là même dont « le désespoir paraissait déterminé à tout hasarder. »

Mal conseillé par le dépit, trompé par sa suffisance, il commet la faute de mésestimer l'habileté ou le courage de ses adversaires : Fouché, son ancien ami d'Arras, mène contre lui le jeu dans la coulisse. Pourtant Couthon et Saint-Just, les deux autres triumvirs, se prêtent à une réconciliation avec les Comités dans les séances plénières des 4 et 5 thermidor : seul, Robespierre demeure secret, irréductible. Il ne reparaît le 8 thermidor à la tribune de la Convention que pour « jeter le gant aux comités » et les attaquer cruellement, durant deux heures d'horloge. *Des noms! Des noms!* et l'orateur ne trouve à nommer que Cambon, le probe, le laborieux dictateur des finances. La vigoureuse réplique qui jaillit de cette conscience respectée rend du cœur aux conjurés défaillants. La Convention se reprend et renvoie aux Comités, c'est-à-dire à ceux mêmes qu'avait accusés l'orateur, le discours dont elle avait d'abord décrété l'impression et l'envoi jusqu'à la moindre commune...

*Il faut frapper demain!* déclarait incontinent Fouché à Barras et à Tallien. Robespierre avait perdu la bataille parlementaire, la principale pour lui, celle qu'il comptait gagner dans sa vanité oratoire. Pour vaincre les Jacobins et la Commune, pour rallier les sections parisiennes, justement mécontentes du maximum des salaires promulgué quelques jours plus tôt, la décision de Barras, l'homme du coup de main, armé du redoutable *Hors la loi!* sera secondée par l'incapacité de l'ivrogne Hanriot et la mince énergie de Robespierre qui, autant par tempérament que par respect de la légalité, répugne de recourir à la force. Sans doute souhaitait-il d'être jugé par le Tribunal révolutionnaire et d'y renouveler, grâce à son éloquence, le redressement triomphal de Marat. Pour ce visionnaire livresque, l'action s'était toujours réduite à la parole.

Il y a plaisir à suivre, par-dessus l'épaule de M. Barthou, le compte rendu des débats qui s'élèvent dans les Comités, à la Convention, aux

Jacobins. L'auteur y lit entre les lignes et avec l'imagination de ces espaces familiers, remet en scène les séances où s'agite, toute neuve encore, notre gent parlementaire. Avec raison il s'est attaché à l'étude des âmes qui fournit toujours, quoi qu'en pensent les doctrinaires, le dernier mot de l'histoire. Il nous a présenté, d'une touche brève et juste, Robespierre, ses fidèles, et ses adversaires, librement, sans rien cacher de son dégoût, de son aversion ou de sa sympathie. S'il flétrit les proconsuls terroristes, comme jamais aucun ministre républicain n'eût osé le faire aux environs de 1889, il s'incline devant Saint-Just, devant Augustin Robespierre, devant Lebas ; mais il hésite devant la « passionnante et irritante énigme » de l'Incorruptible. Sans vouloir le juger, il ne peut se défendre de quelque antipathie pour lui et il constate seulement que mauvais stratège, le chef des triumvirs subit une défaite qu'il aurait évitée avec plus de clairvoyance et d'énergie. A cette défaite, M. Barthou n'accorde aucun regret ; il s'en remet, pour sa gouverne, au sentiment du pays qui applaudit à l'exécution des « nouveaux tyrans » comme à la fin d'un long cauchemar. Rien ne permet de croire que la victoire de Robespierre eût ramené, comme sa mort, l'humanité au gouvernement. Le triumvirat des visionnaires ne pouvait durer, semble-t-il, que par la terreur. D'un vœu unanime que seul l'effroi du sacrificateur avait jusque-là comprimé dans les cœurs, le peuple mit à l'ordre du jour la pitié et la clémence, libres enfin de s'épanouir.

M. Albert Mathiez, qui déplore le Neuf Thermidor comme une catastrophe, ne garde pas rancune à M. Barthou de cette réserve envers Robespierre. Il reconnaît son effort d'exactitude et d'impartialité. Pourtant il tiendrait à réduire, dans l'explication de cette fameuse journée, la part trop belle des rivalités personnelles. Avec sa belle fougue de doctrinaire qui croit à l'efficace des pures idées et des purs principes, et souhaite d'ennoblir l'homme qui incarne ses convictions, il aperçoit au fond du duel entre Robespierre et ses adversaires, « un grave problème politique et social, plus social encore que politique ». En poursuivant la Terreur, le triumvirat se proposait, selon lui, de déposséder les conspirateurs royalistes au profit d'une nouvelle classe sociale qui aurait constitué la garde de la République. Mais, par la vente des biens nationaux, le paysan déjà promu citoyen-électeur n'était-il pas devenu en outre propriétaire et l'Assemblée législative n'avait-elle pas témoigné dès l'ouverture que la Révolution s'était donné d'emblée pour appuis les intérêts mêmes qu'elle avait créés? Dans la confusion de Thermidor, je ne discerne aucune lutte d'idées ni de partis véritables, à peine des tendances, et bien plutôt des heurts de tempéraments, « des petits amours blessés »,

comme le confiait Voulland à ses compatriotes, les administrateurs du district d'Uzès.

Quoi qu'il en soit, M. Albert Mathiez, envers qui M. Louis Barthou reconnaît volontiers sa dette, excelle à remettre ces journées révolutionnaires, dans le train des choses, et à leur point de perspective. Son tableau de *la Révolution française*, qui paraît sous une forme trop modeste dans une collection encyclopédique, est vraiment une œuvre originale, tant par la nouveauté des matériaux que par la force de la passion, à peine contenue.

M. Mathiez habite à la lettre parmi les hommes de 1793, jusqu'à ne vivre le présent qu'à travers ce passé. Animé d'un vif désir d'honnêteté et d'un sincère républicanisme égalitaire, il traduit en justice, par fournées, ces personnages qu'il a trouvés plus célèbres que connus et les somme de dire la vérité. Son enquête part de cette féconde donnée que les chefs de file Danton, Vergniaud, Robespierre, etc., n'ont point agi seuls, qu'ils n'auraient rien pu sans leurs entours et qu'ainsi nous devons tirer de l'ombre où l'histoire officielle les abandonnait, non seulement cette foule de conventionnels, avec laquelle comptaient bon gré mal gré les chefs de faction, mais encore le personnel des administrations et des clubs et surtout ces agents de l'étranger et ces équipes volantes de banquiers, de fournisseurs, de spéculateurs auxquels le bouleversement social, la guerre et la vie chère faisaient la partie belle. Descendu jusqu'au fond de la mine, piochant des filons à peu près inexplorés, M. Mathiez remonte chaque fois avec force dossiers qui ouvrent dans l'obscure histoire de la Terreur des jours utiles sur la *Conspiration de l'étranger* et la *Corruption parlementaire*, où l'abbé d'Espagnac et Fabre d'Églantine, le falsificateur du décret de liquidation de la Compagnie des Indes, fournissent chacun un chapitre curieux.

Il est dommage que cet effort souvent heureux de recherche et de critique semble surtout poursuivre la glorification d'un seul homme. Pour que nul n'en doute, l'auteur a rassemblé ses articles sous le titre d'*Études Robespierristes :* autant de coups de bélier qu'il porte à cette statue de Danton qui se dresse au cœur de Paris, alors que Robespierre attend encore son monument même à Arras. Les hommes des deux premières Républiques, réprouvant le député d'Arcis, ne se réclamaient-ils pas uniquement de l'Incorruptible, en disgrâce aujourd'hui? Révolté de ce revirement de légende, M. Mathiez, à l'exemple des Girondins, à l'exemple de Cambon, réclame à Danton ses comptes de ministre de la Justice. Il reprend contre ce « révolutionnaire d'industrie » les principaux chefs d'accusation froidement énumérés par Saint-Just le 11 germinal dans le rapport qui décide

le procès du groupe dantoniste. Le héraut de la patrie en danger ne croyait pas à la victoire : à la veille de Valmy, il négociait avec Pitt. L'audacieux tribun ne croyait pas à la République : il négociait avec la cour, il négociait avec les émigrés. A la Révolution, il n'apercevait guère qu'une issue possible : l'expédient orléaniste. Mais du point de vue religieux, cet athée matérialiste fournit à l'école laïque un patron moins gênant que le déiste Robespierre et ce jouisseur sceptique, prêt à tous accommodements, sourit d'avance à la facilité de la République des camarades, que d'avance rejette la rigide vertu du député d'Artois.

Sans doute faut-il accorder à Robespierre, la sincérité dans le fanatisme et le respect, l'orgueil indéfectible de la vertu. Sans doute partage-t-il avec la majorité de la Convention qu'il dut suivre parfois, sans la diriger toujours, la responsabilité des boucheries de la guillotine. Mais Danton, avec son immoralité, ses ménagements, son sens pratique, nous apparaît plus humain. Dans un pays dont Rabelais, Montaigne, Molière, La Fontaine et Voltaire expriment le fonds commun, la moyenne tournure d'esprit et la mesure des tempéraments, le puritain Robespierre, arrière-neveu de Calvin par Jean-Jacques Rousseau, a la malchance de demeurer étranger. En vain M. Mathiez travaille-t-il à animer, à réchauffer de son enthousiasme cette froide statue, son héros éveille contre lui une véritable antipathie de race.

Reste que ce vigoureux dessein d'apologie a servi et servira la vérité. En tâchant à justifier Robespierre contre ses adversaires, l'historien d'extrême gauche a renversé les idoles, déjà ébranlées par ailleurs. Lui-même nous a montré que pour juger les hommes et les choses de la Révolution, il importait de les ramener à l'ordinaire mesure. Point de Titans, ni d'épopée ; c'est une histoire comme une autre, jouée par des acteurs à notre taille, perdus dans la mêlée des appétits et des intérêts, d'autant plus acharnée que tout semblait alors remis en question. Tous les esprits indépendants, tous ceux qui se gardent d'atteler l'histoire à la politique, sauront gré à M. Mathiez de cette conception réaliste qui ruine enfin la légende enseignée à l'école comme article de foi.

AMÉDÉE BRITSCH.

# *CHRONIQUE DE LA QUINZAINE*

## M. JOSEPH DE PESQUIDOUX

*Quand on aura dit du comte Joseph de Pesquidoux que c'est un gentilhomme campagnard et un écrivain rustique, on n'aura donné de l'homme et de son œuvre qu'une bien faible idée. Sans doute, il vit aux champs. Mais surtout il sait y vivre. Être le maître d'une terre, vivre d'elle et pour elle, c'est, pour un homme de cœur et de raison, avoir décidé de prendre une conscience plus profonde, s'il est possible, des liens qui l'attachent au sol de sa petite patrie, connaître, pour ne pas risquer de les couper, toutes les racines qui l'ont fixé là avant même qu'il y fût né; puis, cette instruction faite, c'est poursuivre l'œuvre des pères, préparer celle des fils, grossir le trésor des expériences ancestrales en l'augmentant des nouveautés du siècle, créer, sur une tradition de la faux à bras et du fléau, une tradition de la moissonneuse mécanique et de la batteuse à vapeur, travailler, croître, perpétuer; enfin, si l'on s'appelle Joseph de Pesquidoux, philosopher sur tout cela au soir des jours, quand le travail est achevé, et confier à l'écriture le fruit de méditations qui valent pour bien d'autres hommes.*

*Il y a un culte du passé qui est romantique. Il s'attache au seul aspect des vieilles choses; il les admire toutes, du moment qu'elles viennent des âges écoulés; il les oppose à la vie moderne. Mais un esprit classique choisit ce qui doit être conservé; surtout, il applique à des situations nouvelles les leçons d'une sagesse séculaire; et il est souvent plus hardi que personne, quand il s'agit d'innover. C'est en ce sens qu'on pourrait dire tout d'abord que M. de Pesquidoux est classique, qu'il ait à planter ou à bâtir, à soigner ses vignes, ses bêtes ou ses gens.*

*Un jour il a trouvé dans ses papiers de famille le Livre de raison d'un de ses arrière-grands-parents. C'était un journal de la maison, où l'on inscrivait à la fois les comptes, les dépenses, les événements du domaine et de la vie domestique, enfin les conseils que les pères laissaient à leurs fils pour que leur expérience ne fût pas perdue tout entière. Le dernier feuillet du cahier datait de 1820. Cent ans après, M. de Pesquidoux a repris le Livre de raison. Il gouvernait, à son tour, le domaine hérité de ses aïeux. Sauf les années passées à la guerre, toute sa vie s'était écoulée sur sa terre natale, au cœur de la Gascogne. Il écrivit, selon l'exemple laissé par l'aïeul, ce qu'il savait du labourage et de la coupe des bois, de l'élevage des bêtes et du plant de la vigne. Il répéta des avis oubliés, que l'on oubliera peut-être après lui. Il y ajouta ses observations propres. « Je n'ai d'autre ambition, disait-il, que de poursuivre et de planter un jalon. » Le jalon était piqué par lui aussi loin que possible en avant du précédent. Et si jamais un petit-fils de M. de Pesquidoux voit un jour la Gascogne transformée et enrichie par la houille blanche, il pourra relire ce que son grand-père écrivait en 1925 sur l'apparition de l'électricité dans les campagnes et les espoirs qu'elle faisait naître. La tradition, pour M. de Pesquidoux, n'est pas une chose morte sur laquelle les vivants se dessèchent. C'est une chose faite de mouvement, où le meilleur ne se conserve qu'à la condition d'être sans cesse vivifié et accru.*

*Et c'est probablement comme expression d'une vie si profondément enracinée dans notre race et à notre sol que les livres de M. de Pesquidoux dépassent de si haut tant d'honnêtes morceaux de littérature rustique. Ce ne sont point des romans. Avec le* Livre de Raison, *trois volumes de chroniques où sont peints les jeux et les travaux des paysans gascons. Mais quatre livres de prose où l'écrivain, en atteignant directement le cœur des choses, atteint aussi les sources de l'émotion poétique. On a appelé quelquefois M. de Pesquidoux le Virgile de la Gascogne, et M. de Pesquidoux serait probablement le premier à repousser un éloge aussi écrasant. Tout de même, il est permis de dire que si nous lisons les* Géorgiques, *ce n'est pas pour savoir comment Aristée élevait ses abeilles. Ainsi ne lit-on pas M. de Pesquidoux pour apprendre à diriger des métairies ou à faire des assolements en Armagnac. On le lit pour goûter la parfaite harmonie d'une pensée et d'une langue qu'il faudrait louer par les mêmes qualificatifs, tant une même fermeté les unit, une même clarté sérieuse, une même logique saine, et tant on admire, à la cime de ce bel arbre bruissant de rumeurs vivantes, la fleur de poésie qui s'y épanouit naturellement.*

*La phrase de M. Pesquidoux, toute chargée de beautés latines, n'est pas seulement celle d'un homme cultivé qui a enrichi sa langue au contact d'un terroir. C'est celle de l'héritier d'une vieille culture. L'aïeul*

*dont M. de Pesquidoux a recueilli le Livre de Raison aimait sa terre comme on aime une femme, était grand chasseur et lisait Horace. Il y a eu probablement beaucoup d'hommes comme celui-là dans la famille, et, avant d'arriver au gentilhomme écrivain d'aujourd'hui, toute une lignée de Pesquidoux qui savaient la grammaire latine et la syntaxe, aussi bien qu'ils connaissaient le langage des paysans et des chasseurs de palombes. M. de Pesquidoux parle, dans un de ses livres, des eaux-de-vie d'Armagnac qui ne développent tout leur parfum que dans des fûts en cœur de chêne noir du pays. « C'est, dit-il, une affinité mystérieuse entre produits du même sol, où peut-être un arome particulier circule mêlé aux sèves, comme une âme végétale commune à ses fruits propres. » On pourrait en dire autant de la prose de M. de Pesquidoux. Il n'en est guère qui plonge des racines plus profondes aux sources où se rejoignent l'histoire du sens des mots et celle des choses qu'ils désignent. On y trouve plus que l'odeur de la campagne et des plantes : le parfum subtil et tenace des alcools et des essences dont le feu secret a conservé l'esprit même des choses de la terre.*

***

## *La bataille du caoutchouc.*

La bataille : M. Georges Le Fèvre écrit même l'*Epopée du caoutchouc*. C'est un titre un peu excessif. Mais que le livre, et l'histoire qu'il conte, sont passionnants !

C'est l'histoire du caoutchouc, de la bataille du caoutchouc. Car il y a aujourd'hui une bataille pour le caoutchouc, comme pour le minerai, comme pour le pétrole. N'ayons pas la naïveté de croire que ces rivalités sont nouvelles : Portugais, Génois, Vénitiens, Espagnols se battaient jadis pour le poivre ou pour la canelle. Ce qui est particulier à notre époque, c'est l'ampleur et la frénésie de la concurrence.

Avant d'avoir lu le livre de M. Le Fèvre, nous savions que le caoutchouc sert à divers usages dont le plus important est de revêtir les roues des bicyclettes et des automobiles. Nous n'étions pas non plus sans avoir entendu parler de la rivalité engagée entre l'Angleterre et l'Amérique, ni sans avoir eu connaissance qu'un certain nombre de nos concitoyens attendent la fortune ou la ruine, selon qu'une de ces deux puissances s'assure l'avantage. Aussi bien les bulletins financiers de la presse d'information ne laissent personne ignorer si *les caoutchoucs sont lourds* ou *si la matière est inchangée*.

Mais depuis que nous avons lu le livre de M. Le Fèvre, nous savons beaucoup d'autres choses encore.

Dans un mémoire adressé à l'Académie des Sciences, La Condamine écrivait en 1739 :

*Il croît, dans les forêts de la province d'Esméraldas, un arbre appelé par les naturels du pays : hévé. Il en découle, par la seule incision, une liqueur blanche comme du lait qui durcit et noircit peu à peu à l'air. Dans la province de Quito, on enduit des toiles de cette résine et on s'en sert aux mêmes ouvrages pour lesquels nous employons la toile cirée.*

Le dix-neuvième siècle étendit l'usage du caoutchouc, mais il ne consomma jamais plus que ne fournissaient naturellement les forêts de l'Amazone. Tout changea lorsque parut l'automobile. Il ne suffisait plus de la récolte menée au hasard par le sauvage dans la forêt vierge. Il fallut planter d'immenses étendues de l'arbre à caoutchouc, *l'hévéa*. Or, l'hévéa ne pousse qu'entre le dixième parallèle de part et d'autre de l'Équateur. Regardez un planisphère : l'Afrique de la République de Libéria aux bouches du Congo et de la côte des Somalis au sommet nord du Nyassa, Ceylan, la péninsule de Malacca, le sud de l'Indo-Chine, les Iles de la Sonde, les plus mériodionales des Philippines, la Nouvelle-Guinée et les bassins de l'Amazone et de l'Orénoque.

C'est le premier terme du problème. Voici le second. Il roule actuellement dans le monde vingt-deux ou vingt-trois millions d'automobiles. Sur ce chiffre, vingt millions roulent dans les États-Unis d'Amérique.

Or, reprenez la liste des terres entre les dixièmes parallèles : seules les Philippines méridionales appartiennent aux États-Unis. Ils sont donc entièrement tributaires de l'étranger pour un article de première nécessité, dont la consommation est énorme et constante.

Le monde consomme actuellement environ six cent mille tonnes de caoutchouc par an. Sur ce chiffre, les deux tiers sont vendus par l'Angleterre, le dernier tiers par la Hollande.

On eût pu entreprendre la culture de l'hévéa au Congo, au Brésil, en Indo-Chine. En fait, les premiers qui l'entreprirent furent les Hollandais aux Iles de la Sonde, les Anglais à Ceylan et à Malacca. Ceux-ci virent grand et jouèrent hardiment. Au lendemain de la guerre, ils contrôlaient les deux tiers de la production universelle.

Ils doivent de l'argent à l'Amérique. Ils entreprirent d'en récupérer une forte partie en lui faisant payer le caoutchouc de plus en plus cher. Les Américains virent sans peine la manœuvre et tentèrent d'y parer : c'était la bataille du caoutchouc qui commençait.

Ses fluctuations, on les lit sur la cote des cours de *Mincing Lane*, siège à Londres du marché du caoutchouc : en 1910, la matière, comme l'on dit dans l'argot des bourses modernes, valait douze shillings dix pences. En 1922, les Américains l'avaient fait tomber à six pences trois quarts. L'Angleterre semblait vaincue. Alors parut le général Stephenson.

Général civil, en cette bataille économique : au nom de l'État anglais, dans un bureau, à Londres, il combina un plan, le fameux plan Stephenson. Quand le prix du caoutchouc a baissé au-dessous d'un certain chiffre pendant un trimestre, les planteurs anglais diminuent automatiquement leur production de 10 p. 100, 20 p. 100, 40 p. 100. Il n'y a plus assez de caoutchouc pour les pneumatiques américains : on est obligé de payer plus cher celui qui reste. En 1922, les planteurs anglais travaillaient à perte, leur industrie semblait ruinée. En 1925, grâce au plan de Stephenson, le prix du caoutchouc remontait à quatre shillings quatre pences. Les plantations étaient sauvées, l'Angleterre était victorieuse.

Les Américains ripostèrent et opposèrent Hoover à Stephenson : secrétaire d'État au Commerce, gouvernement contre gouvernement, c'est bien la guerre. Le caoutchouc est redescendu à un shilling sept pences.

Ne pourrait-on jeter de nouvelles forces dans la bataille, c'est-à-dire planter l'hévéa par quantités massives? L'Amérique est riche ; à défaut de possessions directes, les compagnies commerciales pourraient se glisser en pays neutre. Oui, mais il faut défricher la jungle, planter l'hévéa, attendre qu'il croîsse, et il ne produit pas avant la sixième année. Les forces en présence ne peuvent se modifier avant six ou sept ans, à tout le moins. Au fort de la crise, en 1922, comme on travaillait à perte et qu'on croyait l'affaire perdue, on ne plantait plus. On a recommencé à planter quand on a recommencé à gagner de l'argent en 1925. On ne récoltera pas avant 1932. D'ici là, on prévoit que la consommation va dépasser la production. C'est pourquoi l'on joue sur le caoutchouc. La bataille continue, avec ses alternatives de recul et d'avance.

Et nous? Nous consommons par an quarante mille tonnes. L'Indo-Chine pourrait en produire cent mille. Elle en produit huit mille.

* * *

Telle est la bataille. Voici à présent le témoin.

M. Octave Homberg a eu l'idée d'envoyer un correspondant de guerre sur les divers théâtres d'opérations. Il a fait choix d'un jeune journaliste qui venait de se signaler à l'attention par de brillants débuts, M. Georges Le Fèvre. Celui-ci a fait le tour du monde, passant par Java et Sumatra, où l'on produit la gomme, Singapour où on la centralise, l'Indo-Chine qui nous intéresse directement, Détroit où l'on fabrique les automobiles, Akron où l'on fabrique les pneumatiques, Wall Street où l'on achète, Mincing Lane où l'on vend. C'est un de ces journalistes de la jeune école, qui ont appris à tout oser et à tout voir. Nous avons rencontré M. Le Fèvre il y a trois ans, en Bretagne, alors que, débutant, il menait sa première enquête dans les phares isolés en pleine mer. Depuis lors, il a fait du chemin, dans tous les sens du mot.

Sur le terrain, — on a envie de dire en première ligne ou aux avant-postes, — il est allé vivre la vie des combattants : les planteurs. Car c'est une lutte, qu'ils mènent d'abord contre la nature, la jungle, la forêt qu'il faut abattre par la flamme, le sol d'où il faut arracher les souches une à une pour planter l'hévéa naissant, régulièrement, sur des damiers de plusieurs milliers d'hectares. Puis il faut attendre. Pendant six ans. Il faut soigner le jeune arbre, et de pionnier devenir botaniste. Puis, il faut mobiliser la main-d'œuvre — dix mille hommes, parfois, — commander, vendre. On imagine les étonnants types humains que M. Le Fèvre a rencontrés : le Hollandais calme qui étudie la graine en laboratoire, l'Anglais athlétique, courte pipe et manches troussées, l'Américain qui voit large et sème à coups de dollars, le Français aventureux qui bataille en enfant perdu. M. Le Fèvre a saisi au vif des types admirables : ce Barrault, campé en plein territoire ennemi et qui, après la lutte de la journée, joue pour lui seul, sous la moustiquaire, les *Variations* de Franck dans la nuit de Java. Et ceux d'Indo-Chine, toute une galerie de figures admirables par la variété, la richesse, le relief et la vie : Belin, Bobo, Bourdin, Berquel, Perrin, Gayet ; on aimerait présenter chacun d'eux. En voici un, au moins : Gobo. On l'envoie dans la brousse, avec deux mois devant lui pour défricher cinq cents hectares et planter cinq mille hévéas. Il s'installe dans un village moï, où la civilisation n'a encore poussé qu'un blockhaus entouré d'une palissade avec cette pancarte à la porte :

*« Miliciens, en cas d'attaque, vous devez vous tenir prêts et résister jusqu'au bout à l'ennemi; vous savez qu'il ne vous fera pas quartier. Votre intérêt est donc de vous battre jusqu'au dernier, pour le repousser. »*

*Avertissement sans effet, parce qu'on avait retiré les miliciens.*

*Au delà, la route se changeait en piste, puis en tracé herbu encombré de lianes, puis disparaissait dans la forêt cambodgienne en pleine région insoumise peuplée de Moïs coupeurs de têtes.*

*Gobo, vieux broussard, ne s'était pas inquiété de cela. Il avait son idée : une idée simple et puissante.*

*Comme il parlait depuis vingt ans le langage des Moïs, il était parti sans armes, suivi de son chien, pour faire connaissance avec les tribus voisines. Les premiers jours, on l'avait reçu avec méfiance. Le lendemain, il avait offert une paire de lunettes au chef du village, myope comme une taupe, et lui avait rendu la vue. Le troisième jour on l'appelait « Grand-père ».*

*Une semaine après, il avait sa main-d'œuvre. Trois cents Moïs commençaient le défrichement.*

*Et ces coupeurs de têtes se mettaient à couper les arbres pour le compte de la* Société des Caoutchoucs de l'Indo-Chine.

Voilà les hommes que produit la race. Et voici comment l'État les aide.

Partout où il est passé, M. Le Fèvre est allé interroger l'homme qui occupe la position dominante : à Singapour le président du syndicat

des acheteurs ; à Washington, M. Hoover ; à Akron, M. Firestone ; et s'il n'est pas allé voir Stephenson à Londres, c'est que Stephenson est mort. En Indo-Chine, il est allé voir le gouverneur Varenne. Voici le récit de l'entrevue :

*Il leva vers moi un visage tourmenté, passa la main sur son front avec lassitude :*

*— Je suis venu ici pour déplacer légèrement vers la gauche l'axe de la politique française dans ce pays.*

*Il parla trois heures.*

*Pendant trois heures, je l'ai regardé sans comprendre.*

Après être revenu par ces cités américaines où les automobiles sont si nombreuses que l'on n'y peut plus circuler, et où l'on atteint *le point de saturation que l'on ne peut dépasser sans dégoûter l'humanité tout entière de la voiture à moteur*, après avoir interrogé les acheteurs de Wall Street et les vendeurs de Mincing Lane, M. Le Fèvre tire les conclusions de son enquête. L'Angleterre a su prévoir et oser, elle est récompensée : c'est la justice. La lutte entre les nations ne finira jamais, elle revêt simplement des formes nouvelles. C'est l'Angleterre qui produit le caoutchouc, c'est l'Amérique qui le consomme. Pendant six ans au moins, cette situation singulière ne sera pas retournée. Ensuite, le marché, la victoire, seront à ceux qui auront su comprendre et vouloir. M. Le Fèvre conclut :

*Que les Américains se repentent amèrement aujourd'hui de n'avoir pas su prévoir en 1922, alors qu'ils connaissaient l'existence du plan Stephenson, le développement que prendrait chez eux l'industrie automobile, qu'ils n'aient pas voulu, comme disent les courtiers, « s'appliquer » des quantités énormes de caoutchouc à des prix rémunérateurs ou acquérir des plantations que les Hollandais étaient prêts à céder au-dessous de leur prix de revient, ou encore signer des contrats pour des périodes de un, deux, trois, quatre ans, à des prix s'établissant autour d'un shilling; qu'ils aient joué sur la baisse du caoutchouc et soient responsables de la hausse subséquente, ceci les regarde, et il est probable que cette erreur économique leur coûtera cher.*

*Mais la France — je le répète — a l'Indo-Chine.*

*Et l'Indo-Chine, c'est, en puissance, du caoutchouc.*

*Grâce à son climat, à son sol, à sa main-d'œuvre, l'Indo-Chine pourrait produire, dans une vingtaine d'années, cent mille tonnes de caoutchouc, le sixième de la production mondiale, qui lui rapporteraient, au cours actuel, près de deux milliards par an.*

*Or elle produit à peine dix mille tonnes, chiffre qui n'atteint pas le quart de la consommation de la France, évaluée à quarante-deux mille tonnes.*

Ainsi M. Le Fèvre n'a pas seulement rapporté de son voyage un bon livre : il aura fait ce qui était en son pouvoir pour contribuer à une bonne action.

LUCIEN DUBECH.

## Le Théâtre : *M. Dekobra, M. Fort et M. Marchand.*

M. Dekobra est un romancier à succès.

L'opinion courante est qu'il tient le juste milieu entre ce qu'on pourrait appeler d'une part le succès de quantité et d'autre part le succès de qualité. Sans arriver encore à cette valeur littéraire sans laquelle l'œuvre écrite n'est jamais qu'un commerce, ses romans sont, dit-on, élevés au-dessus de la vulgarité par le jeu d'une imagination riche et vive. S'il en est ainsi, il faut dire que M. Dekobra a forcé son talent en abordant la scène. M. Dekobra a engagé son nom sur l'affiche de *Mon cœur au ralenti*. Le moins qu'on puisse dire est que, si ses romans ont un agrément quelconque, sa pièce de théâtre n'en a aucun. Il est difficile d'imaginer accumulation d'inventions plus saugrenues et plus vulgaires. On n'en parlerait point si la publicité n'assurait que les œuvres de cet auteur sont traduites dans toutes les langues de l'univers. Sans doute, à toutes les époques, ce ne sont pas les œuvres qui le méritent qui sont connues, et au dix-septième siècle l'étranger connaissait les lettres françaises par *l'Astrée* et *le Grand Cyrus* ; mais, d'une part, ces œuvres valaient mieux que *Mon cœur au ralenti*, et, d'autre part, on a beau savoir que cette injustice est constante, ce n'est pas une raison pour ne pas répéter avec constance qu'elle est l'injustice.

* * *

M. Dekobra possède gloire et fortune : on se demande quelle raison l'a porté à donner une mauvaise pièce. M. Paul Fort est poète, et même prince des poètes. Cette principauté est sans doute avantageuse, mais elle ne nourrit guère son homme. M. Fort est le type du poète pour sociétés aristocratiques. On le voit en gentil trouvère. Il a mal choisi son époque.

Il fait des pièces de théâtre qui ont toutes les gentillesses du monde, et toutes les grâces poétiques, mais auxquelles il ne manque visiblement que de ressembler de près ou de loin à des pièces de théâtre.

Il nourrit le dessein étrange, charmant et périlleux de mettre l'histoire de France en images dramatiques. Ce serait déjà difficile s'il possédait le don de la synthèse et l'art de dire vite l'essentiel. Tout à l'inverse, il se complaît dans le détail ; il met en scène des personnages épisodiques par centaines, à qui il prête un babil tout pailleté de pittoresque verbal. Puis, de temps à autre, deux ou trois grandes scènes doivent présenter, par des moyens presque toujours physiques, l'image décisive d'une époque. Au cours de ces scènes,

parmi tout ce qui s'adresse à l'oreille et à l'œil, il faut attraper au vol les deux ou trois paroles révélatrices. Il est difficile de rêver composition plus directement opposée aux lois internes de l'art dramatique.

Cette fois, c'est le temps de Philippe le Bel que M. Fort tente d'évoquer en quelques tableaux. Avec sagesse, car il est très fin et il a beaucoup de bon sens, il n'aborde qu'un aspect : sa pièce a pour titre *l'Or*, et pour sujet les difficultés monétaires du règne. Il aime trop le passé de la France pour être de ceux qui en médisent : ce n'est pas lui qui reprendra contre Philippe le Bel le plaisant grief de fausse monnaie, qu'on aimerait au reste entendre ressusciter à une époque où il n'y a plus du tout de vraie monnaie. M. Fort montre le roi tenant tête, au nom de l'intérêt national, à un impérieux légat du pape qui voudrait drainer vers Rome la richesse du royaume. Une intrigue sentimentale point un instant, puis s'éteint avant d'éclore. Zoïle dirait que cette façon d'évoquer l'histoire n'est pas très sûre, et que ce ne sont pas les pièces construites de cette façon qui arrêteront la décadence de l'art dramatique. Aristarque répondrait que M. Fort ne propage aucune idée outrageante pour la vérité historique, qu'il aime et respecte le passé dont il parle, qu'il écrit en bon français et qu'il sème sa toile de maintes bleuettes poétiques, jolies et vives. Zoïle et Aristarque n'ont tort ni l'un ni l'autre.

*
* *

Ils se sont en somme accordés pour louer l'ouvrage de M. Léopold Marchand, *Nous ne sommes plus des enfants*. Aristarque est allé jusqu'à pronostiquer que dans quinze ans ce chef-d'œuvre entrerait au répertoire de la Comédie-Française. Zoïle a remarqué qu'après plusieurs ouvrages de qualité mêlée, M. Marchand avait fait des progrès, acquis du métier et atteint la limite qu'on peut atteindre en combinant l'application, l'habileté, une méthode intelligente, le goût d'une vérité un peu vue selon l'optique réaliste, ces vertus tombant au mieux pour une fois, et M. Marchand touchant un sujet dont il tire un accent émouvant parce qu'il en a le premier été ému.

Si Zoïle a raison, cet auteur est dans la position inverse des deux précédents. Les dons, quelle qu'en soit la qualité, qui ont fait le succès de M. Dekobra, le charmant talent poétique de M. Fort, sont desservis par l'inexpérience de la scène. M. Marchand, à l'inverse, semble tirer le meilleur parti de dons qui ne seraient pas, au dire de Zoïle, de premier ordre. Zoïle eût-il raison, pour une fois, il ne serait pas déplaisant de rencontrer un auteur qui doive son succès au métier et de qui l'œuvre enrichisse le lot des ouvrages honorables qui devraient, à toutes les époques, servir de fond solide, et qui manquent si cruellement à notre temps.

*Nous ne sommes plus des enfants* montre d'abord la rupture, à la

veille de la guerre, d'un petit ménage de jouvenceaux qui s'ébattent en marge du code. Et puis, un jour, sans trop savoir ce qu'ils font, ils se séparent, avec une cruauté inconsciente, car ils sont encore des enfants.

La guerre passe. Le garçon est devenu riche industriel, marié, père de famille. Mais est-il heureux? Il ne se l'est jamais demandé. Un jour, brusquement, il retrouve la petite amie quittée jadis avec tant d'insouciance. Elle était fine, elle est bien mariée. Sa vie est calme, mais est-elle heureuse? Le bonheur, est-ce la vie calme, ou bien le rêve? Tout à coup, après treize ans, ils retrouvent leur jeunesse. N'était-ce pas en ce temps-là qu'ils savaient aimer? Leur aventure, jadis prise à la légère, n'est-ce pas leur seul souvenir d'amour? Ils se croient, ils le disent, ils s'enivrent. Ils quittent tout et ils partent, appelés par l'aventure. Court mirage : aux premiers pas ils s'aperçoivent qu'ils ne sont plus des enfants, et que la vie réelle n'est pas un rêve d'amour. Ils rentrent chacun chez soi, désabusés.

C'est juste, simple, un peu triste, un peu gris. C'est assurément tout ce qu'il y a d'honorable. On comprend qu'Aristarque ait été tenté d'exagérer quand il a rencontré en fin de saison cet ouvrage après tant de pièces informes. Un tel chaos finit certes par ébranler le jugement, privé de ses points de repère. Quand on a vu du détestable toute l'année, l'on crie au chef-d'œuvre sitôt qu'on rencontre figure humaine. Plût au ciel que Zoïle et Aristarque aient toute l'année, pour exercer leur jugement, des ouvrages comme celui de M. Marchand.

L. D.

---

# *LES FAITS DE LA QUINZAINE*

L'Angleterre et les Soviets. — L'Entente cordiale resserrée. — *M. Doumergue est reçu à Londres par les souverains anglais* (16 *mai*). *MM. Briand et Chamberlain échangent leurs vues* (18 *mai*). *Dix-huit mois après Locarno, on revient donc à l'Entente cordiale.*

*La situation européenne, en effet, devient inquiétante. L'insistance allemande à réclamer l'évacuation de la rive gauche du Rhin donne des soucis au gouvernement français.*

*Et l'Angleterre est maintenant en lutte ouverte avec les Soviets. La rupture est annoncée à la Chambre des communes par M. Baldwin* (24 *mai*). *La note remise par le gouvernement britannique au chargé d'affaires soviétique accorde à celui-ci huit jours pour quitter le pays* (27 *mai*).

*Le* 24 *mai, Tchitchérine est accouru brusquement à Paris converser*

*avec MM. Briand et Poincaré. M. Jean Herbette, notre ambassadeur à Moscou, arrive également à Paris.*

FRANCE. — *Le gouvernement est mis en échec de 9 voix à la Chambre dans la question des poursuites contre les communistes* (17 *mai*).

— *Commencement de la discussion, à la Chambre, du projet de loi sur l'organisation de l'armée* (19 *mai*).

— *Soixante réservistes du* 105e *d'infanterie à Bourges manifeste à l'intérieur de la caserne et chantent* l'Internationale (21 *mai*).

— *Discours de M. Maurice Sarraut au petit Congrès radical. M. Sarraut dénonce le péril clérical et le péril communiste.*

— *Le Conseil des ministres approuve un projet de loi accordant aux cours et tribunaux le droit de décerner des mandats de dépôt ou d'arrêt contre toutes personnes condamnées à plus de six mois de prison* (25 *mai*).

— *Le petit Congrès radical vote un ordre du jour favorable au scrutin d'arrondissement et à l'union des gauches* (26 *mai*).

— *Discours de M. Sarraut à la Chambre. Il appliquera la loi contre les communistes. M. Poincaré évite de s'engager à fond. Quant à M. Briand, il déclare distinguer le gouvernement de Moscou et la IIIe Internationale. Débat sans sanctions* (27 *mai*).

— *Dans la Manche, M. Villault-Duchesnois, Entente républicaine, est élu sénateur. Dans le Nord, M. Daniel-Vincent, ancien ministre, radical, est également élu sénateur. Dans l'Aube, élection législative partielle. Le communiste arrive en tête avec un gain sensible sur le scrutin précédent* (29 *mai*).

RUSSIE. — *A la Conférence internationale de Genève, le délégué russe Sokolnikoff renie une fois de plus les dettes tsaristes* (18 *mai*).

ÉTATS-UNIS. — *L'aviateur Lindbergh fait la traversée New-York-Paris en* 33 *heures* 30 *minutes* (21 *mai*).

ITALIE. — *Discours de Mussolini faisant l'apologie des cinq ans écoulés depuis que le fascisme a pris le pouvoir* (26 *mai*).

TCHÉCO-SLOVAQUIE. — *M. Masarik est réélu président de la République* (27 *mai*).

EGYPTE. — *Réveil de l'agitation nationaliste. L'Angleterre envoie trois navires de guerre à Alexandrie* (30 *mai*).

AUTRICHE. — *Mgr Seippel est réélu chancelier pour la cinquième fois* (19 *mai*).

A. M.

# TABLE DES MATIERES

TOME XXIX — Avril-Juin 1927

# LES IDÉES ET LES FAITS

## LA VIE A L'ÉTRANGER



## LES LETTRES

## L'HISTOIRE



## LES SCIENCES



## LES BEAUX-ARTS

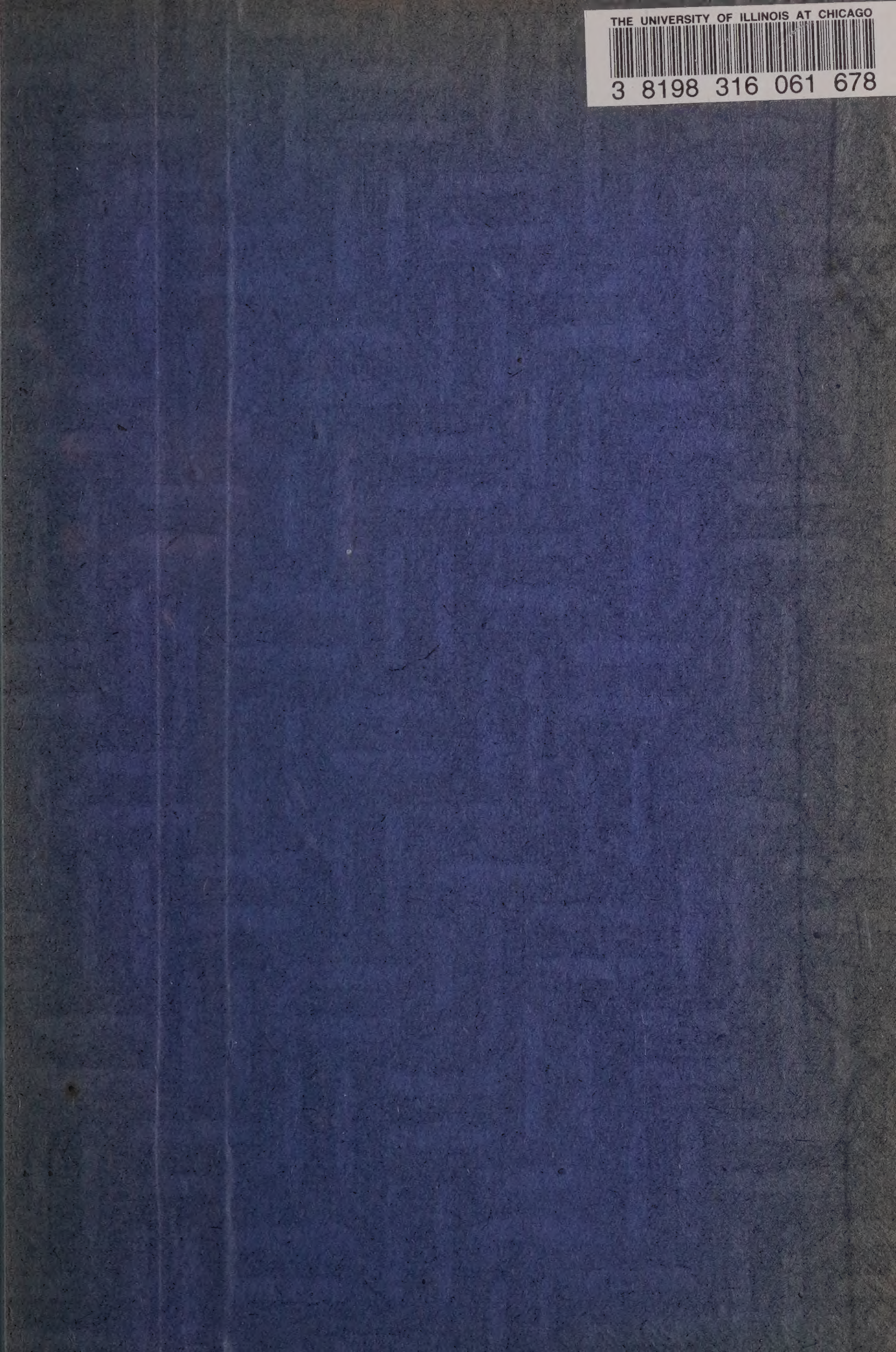


## CHRONIQUE DE LA QUINZAINE



*Le Gérant :* Georges Moreau.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON, 8, RUE GARANCIÈRE. — 35105.


THE UNIVERSITY OF ILLINOIS AT CHICAGO
3 8198 316 061 678

